

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

**ESPRIT
CORPORATISTE
ET RÉALISATIONS
CORPORATIVES**

THÈSE
POUR LE DOCTORAT
PRÉSENTÉE ET SOUTENUE
LE SAMEDI 27 MAI A 14 HEURES
PAR
ANDRÉ BUSSIÈRE

Membres du Jury :

Président,

M. NOYELLE

Suffrageants,

MM. LAMPUÉ et ANDRÉ MARCHAL

1944

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

**ESPRIT
CORPORATISTE
ET RÉALISATIONS
CORPORATIVES**

THÈSE
POUR LE DOCTORAT
PRÉSENTÉE ET SOUTENUE
LE SAMEDI 27 MAI A 14 HEURES
PAR
ANDRÉ BUSSIÈRE

Membres du Jury :

Président,

M. NOYELLE

Suffrageants,

MM. LAMPUÉ et ANDRÉ MARCHAL

AVIS

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



**ESPRIT
CORPORATISTE
ET RÉALISATIONS
CORPORATIVES**

ANDRÉ BUSSIÈRE

**ESPRIT
CORPORATISTE
ET RÉALISATIONS
CORPORATIVES**

FLAMMARION

ESPRIT CORPORATISTE ET RÉALISATIONS CORPORATIVES

INTRODUCTION

Depuis quelques années, un mouvement s'est dessiné en faveur d'une organisation politique et économique reposant sur les corporations. Nombreux sont les écrivains qui ont préconisé le retour à un corporatisme régénéré: ils ont cru trouver là une solution facile aux problèmes sociaux nés du développement du capitalisme. Il s'agirait de tuer l'esprit de lutte de classes par une adaptation de l'homme à de nouvelles institutions mettant en œuvre l'esprit de collaboration.

Les efforts tentés en ce sens, certes louables bien que partiellement intéressés, ne risquent-ils pas de rencontrer des obstacles; ne faut-il pas, avant de créer des institutions de toutes pièces, se demander si elles trouveront un écho dans le public, faute de quoi elles seraient condamnées? En un mot, la corporation est-elle viable? Sous quelle forme convient-il de la présenter?

On s' imagine volontiers que le droit se forme et se développe par la seule volonté du législateur. Il suffirait aux autorités publiques de décider de certaines institutions pour que celles-ci soient acceptées de tous et durables.

Les institutions ont une vie : elles naissent, se développent et meurent. A un moment donné on ressent le besoin de tel ordre juridique ; les institutions correspondantes se créent spontanément. Elles peuvent être reconnues par le pouvoir et se développer sans entraves. Il est possible, au contraire, que les pouvoirs publics leur fassent obstacle, mais une telle opposition peut-elle modifier le mouvement naturel et prétendre à des résultats définitifs? La loi française a, depuis la loi Le Chapelier et le Code pénal, interdit toute espèce de groupement. Le résultat fut que des associations clandestines se formèrent, élaborant elles-mêmes leurs statuts

ainsi que leurs coutumes particulières suivant le genre de solidarité qui unissait leurs membres. Lorsque de 1884 à 1901 la liberté d'association fut progressivement proclamée, la loi ne fit que consacrer l'état de choses existant, et le mit en harmonie avec les aspirations du milieu.

De même les organisations ouvrières ont existé longtemps à l'état de fait, avant d'être reconnues par l'Etat.

L'exemple de l'Irlande est également probant. Sous l'ordre juridique anglais existait un ordre juridique irlandais très complet qui avait ses lois, ses juges, un organe d'exécution.

Ainsi les collectivités, auxquelles est refusée la reconnaissance des intérêts communs de leurs membres, organisent un droit occulte dont l'illégalité même augmente la vigueur.

L'étude de l'histoire des groupements nous montre également que ceux-ci se sont eux-mêmes octroyé leurs droits bien avant que les pouvoirs publics aient pu leur imposer un contrôle ou leur aient donné un agrément.

Il est notoire que les conventions collectives de travail, avant d'être reconnues légalement, étaient pratiquées par beaucoup d'entreprises.

Par conséquent, le droit positif, pour être valable, ne doit pas être autre chose que la constatation de la « nécessité sociale », la reconnaissance d'un ordre juridique préexistant à l'état de fait. Une institution vaudra dans la mesure où elle procédera d'un besoin conscient ou inconscient.

Peut-on maintenant, à l'aide d'institutions appropriées, déterminer un esprit public? Une telle entreprise est impossible, puisque le pouvoir ne peut durer que dans la mesure où il s'exerce en conformité avec l'éthique sociale du moment. Toute contrainte qui viendrait s'exercer contrairement à l'esprit public serait condamnée à l'avance. Mais n'est-il pas possible de modifier un esprit déjà apparent à l'aide d'institutions bien choisies? S'il existe, par exemple, un esprit syndicaliste qui traduit l'union des intérêts d'une classe et d'une profession, peut-on espérer développer l'esprit professionnel au détriment de l'esprit de classe et faire dévier le syndicat vers la corporation?

Ne peut-on pas, étant donné un certain esprit populaire dirigé vers un certain but, faire admettre d'autres moyens pour atteindre ce même but?

Autre hypothèse : une masse populaire peut avoir besoin d'une certaine organisation, sans en être consciente. Il n'est pas exclu qu'une institution qu'elle rejette a priori lui convienne cependant et lui apporte les satisfactions qu'elle demande. N'appartient-il pas alors aux gouvernants, plus éclairés que la foule, d'instaurer un

mode d'organisation qui satisfera les besoins instinctifs de cette dernière?

Sans vouloir anticiper sur nos conclusions, soulignons cependant les difficultés d'une telle manière d'agir. Il n'est pas d'expérimentation en matière sociale et il convient de procéder avec une prudence sans laquelle on risque des révolutions qu'il est toujours bon d'économiser.

La présente étude essaiera de montrer comment les corporations, nées au moyen âge d'un véritable esprit corporatif, ont rapidement cessé de correspondre aux conditions économiques; comment évolue par la suite l'esprit d'association jusqu'à aboutir au syndicat reposant sur la lutte de classes; enfin comment la forme corporative nouvelle que l'on veut donner à l'économie doit s'inspirer de l'expérience du passé, faute de quoi elle risque de périliter avec le régime qui lui aura donné naissance.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I

Les corporations de l'antiquité.

Le travail a connu depuis longtemps une organisation corporative. Les Hétairies grecques étaient déjà des associations professionnelles ; à Athènes des collèges comme celui des Nautes fixaient librement leurs statuts (1) ; mais les renseignements les plus complets que nous possédions se rapportent aux corporations romaines. La constitution de Servius Tullius leur donne un caractère d'institution définitive ; à vrai dire, trois seulement des huit collèges dont parle Plutarque étaient mentionnés dans cette constitution : les Tignarii (charpentiers), les Ærarii (ouvriers en bronze ou en cuivre) et les Tibicines (joueurs de flûte) ou Cornicines (trompettes) ; les cinq autres n'étaient pas reconnus officiellement comme corps politiques, mais formaient des organisations professionnelles menant une vie corporative autonome. Cette différence de traitement s'explique facilement si l'on considère que les trois collèges privilégiés sont indispensables à la conduite des guerres entreprises par la Rome guerrière des premiers siècles. Quoi qu'il en soit, les collèges d'artisans sont, dès le début de l'histoire romaine, des institutions officiellement reconnues ; de plus, ils persistent désormais comme type permanent de l'organisation économique ; mieux encore, le nombre des associations professionnelles, déjà important à l'époque de Cicéron, atteint, sous l'empire « une extension qui n'a peut-être pas été dépassée depuis, si l'on tient compte des différences économiques » (2).

Mais quelles origines attribuer à ces groupements ? Ils proviennent essentiellement de l'esprit d'association qui se manifesta rapidement à Rome. Tout concourait à favoriser ses progrès : « La

(1) GAIUS. — *Digeste*. Livre XCVD Cit. 22, *De Collegiis et Corporibus*.

(2) WALTZING. — *Etude historique sur les corporations professionnelles chez les Romains*, T. 1, p. 56, 57.

vie publique des Romains, vie si active et si intense où l'union d'efforts coalisés dans un même but pouvait seule assurer le succès d'un parti ou l'élection d'un candidat, leur vie privée si profondément empreinte de cette influence religieuse et de ce culte des aïeux qui créait entre les hommes issus d'un même sang les liens d'une vaste et indissoluble fédération » (1).

D'autre part les corporations étaient des collèges religieux ; chacune d'elles avait son « *Genius collegii* » dieu particulier dont le culte se célébrait en commun par des sacrifices et des banquets.

Le collège disposait d'une maison commune, « *schola* », spécialement affectée aux Assemblées et à l'installation des services qui dépendent du collège. Là se conservait la caisse de la communauté (*Arca*), là se donnaient les repas que présidait un « *Magister cœnæ* ».

Une véritable solidarité se manifestait entre les artisans d'une même profession, qui les incitait à se prêter secours et assistance dans les circonstances de la vie ; à la mort de l'un d'eux, par exemple, le collège intervenait pour lui assurer des obsèques honorables et veiller à l'accomplissement des rites.

Ainsi étaient réunis tous les traits distinctifs d'un véritable groupement social de formation spontanée. Le collège d'artisans romains était une communauté spirituelle née d'un besoin humain d'association entre semblables et dont l'unité se manifestait par des prières et des repas communs, la continuité par le culte des ancêtres, la fraternité, par le nom de « *Fratres* » que portaient les artisans à leurs débuts.

Plus tard les membres des corporations se donnèrent le nom de « *Sodales* », mot qui exprime une parenté spirituelle impliquant une étroite fraternité. On a même écrit que, dans les corporations ouvrières, on s'associait avant tout pour le plaisir de vivre ensemble, pour trouver hors de chez soi des distractions à ses fatigues et aux ennuis, pour se créer une intimité moins restreinte que la famille, moins étendue que la cité et connaître une vie plus facile et plus agréable (2).

Comment expliquer alors la fin d'une institution si spontanée et si caractéristique de l'esprit qui l'avait fait naître ?

Il existait à Rome, à côté des groupements professionnels, des « *collèges compitaliciens* », sortes de confréries religieuses, ainsi que d'autres associations d'un caractère moins défini : les « *Sodalitia* ». Les abus auxquels donnèrent naissance les interventions

(1) MARTIN-SAINT-LÉON. — *Histoire des corporations de Métiers*, p. 8.

(2) BOISSIER. — *La religion romaine*, II, p. 287, 288.

politiques de ces groupes entraînent leur suppression que sanctionna une loi Julia de l'an LVII ou LIV avant Jésus-Christ.

Néanmoins, des exceptions étaient prévues à la disparition de tout ce qui avait le caractère de « Sodalitia ». Les collèges d'artisans survécurent aux associations politiques mais furent strictement réglementés. Libres jusqu'ici, ils furent soumis à autorisation et tombèrent sous le coup d'une surveillance qui devait les transformer bientôt en simples rouages administratifs. La profession devint un service public dont la corporation correspondante était responsable envers l'Etat.

Enfin l'institution dégénéra en véritable servitude : pour des raisons fiscales le pouvoir impérial finit par intervenir constamment dans l'administration des collèges, leur imposant des règlements, allant jusqu'à inféoder d'autorité des familles entières au même métier. Recrutés de force, et soumis par leur métier même à de lourdes obligations, les artisans se dérobaient de plus en plus. Les corporations devenues agents de domination du Gouvernement ne survécurent pas à la fin du pouvoir politique dont elles étaient issues. D'ailleurs, la dispersion dans les campagnes résultant des guerres civiles et des invasions avait détruit le commerce et l'industrie ; la vie corporative s'éteignit presque complètement.

CHAPITRE II

Filiation historique des Corporations du moyen âge en France.

Dans la période qui s'étend du ^v^e au ^{xi}^e siècle, les institutions sont si floues, la propriété si instable, le désordre si général, qu'il est difficile de dire ce que sont devenues les corporations romaines, dont on sait cependant qu'elles ont pénétré avec quelque force dans le sud de la France.

Néanmoins, certaines corporations parisiennes semblent tirer leur origine des anciens collèges d'artisans. Ainsi l'ancienneté du privilège de la puissante Hanse des marchands de l'eau est attestée par une charte de Louis le Gros (1). Les bouchers de la grande boucherie se réclament également de coutumes anciennes (2). Mais si cette filiation apparaît très probable pour certains cas, les preuves manquent pour démontrer l'existence d'un lien général entre la corporation du moyen âge et le collège d'artisans romains.

Peut-on voir dans les guildes germaniques et anglo-saxonnes, l'origine des corporations de métiers en France ?

On peut en douter :

Les guildes sont des institutions corporatives qui rappellent le « Convivium », banquet au cours duquel se traitaient les affaires ; les idées chrétiennes de charité et de fraternité semblent également avoir exercé une assez forte influence sur leur origine ; on a pu voir, enfin, dans les traditions païennes leur élément créateur essentiel (3). Quoi qu'il en soit, les premières guildes sont des associations de défense mutuelle ou des associations religieuses. Elles précèdent les guildes de marchands et d'artisans qui n'apparaissent qu'à la fin du ^{xi}^e siècle et au début du ^{xii}^e. Sous le règne de Henri I^{er} seulement (1100-1133) s'organisent en Angleterre les premières « Craftgilds » comme les tisserands d'Oxford ou les foulons de Winchester. En Allemagne, les guildes d'artisans ne se montrent pas avant cette même époque : les tisserands de Mayence en 1099,

(1) *Consuetudines tales sunt ab antiquo.*

(2) MARTIN SAINT-LÉON, p. 51.

(3) BRENTANO. — *Essai sur l'origine des guildes.*

les pêcheurs de Worms fin ^x^e siècle. Ces associations aux buts de protection et d'assistance mutuelle se transformèrent ensuite, en augmentant leurs attributions et en réglementant le travail, en de véritables corporations professionnelles.

Il en est de même en France, les guildes ne deviennent des associations de marchands ou d'artisans qu'à la fin du ^x^e siècle.

La persistance probable de liens corporatifs, datant de l'époque romaine, ne constitue qu'un facteur accessoire de la renaissance corporative du ^x^e siècle.

Ce renouveau ne peut s'expliquer que par une série de phénomènes spéciaux, que les conditions du moment seules avaient déterminées.

CHAPITRE III

La corporation née du besoin de sécurité.

Dans l'esprit nouveau qui apparaît au début du ^x^e siècle, on discerne deux facteurs essentiels, l'un politique et l'autre économique : le renouveau municipal, d'une part ; le besoin d'union en vue d'une défense commune, d'autre part.

L'anarchie et le désordre des ^{ix}^e et ^x^e siècles, qu'aucune autorité ne pouvait combattre, avaient incité les individus à se grouper. Une grande partie des associations connues sous les noms de *geldoniæ*, *confratriæ*, *caritates*, naissent du besoin de s'unir pour se défendre.

Le haut moyen âge est dur aux isolés, la défense mutuelle et la protection constituent très souvent le but précis des groupements. Il est fréquent de voir au ^{ix}^e siècle des guildes grouper des paysans contre les voleurs de grands chemins.

Au ^{xii}^e siècle encore, des bandes armées pillent le pays : « routiers », mercenaires transformés en brigands dès que la paix les prive de leur solde. Contre ces bandes, en 1184, un charpentier du Puy, à la suite d'une vision, fonde la confrérie des Encapuchonnés. Les confrères, qui se distinguaient par un capuchon blanc, juraient de se prêter aide et assistance contre les routiers, d'où leur nom de « Jurats ». Cette confrérie se répand rapidement dans tout le Midi, surtout dans la partie septentrionale. Certaines batailles acharnées amènent de véritables hécatombes de routiers (1).

Les associations réunissent d'abord les membres de professions très diverses. Ainsi bien des guildes et caritates ne se composent pas seulement de marchands : dans la caritas de Valenciennes se trouvent ensemble « ceux qui naviguent sur la mer », des boulangers, des foulons, des travailleurs, des cabbareteurs. A Saint-Omer, les grands marchands s'unissent aux revendeurs. Par la suite, ces associations se différencient suivant l'activité de leurs membres. Ainsi, les marchands qui ne peuvent vivre isolés dans le monde si troublé de la société féodale, fondent des groupements en vue d'assurer la protection de leurs personnes et de leurs biens. La

(1) Pierre BELFERRON. — *La Croisade contre les Albigeois.*

Hanse parisienne et la Hanse de Rouen n'ont pas d'autre origine. Ces organisations apparaissent dans les cités naissantes au début du XI^e siècle. Les marchands se groupent en caravanes et voyagent d'une foire à l'autre ; ces caravanes choisissent elles-mêmes leurs chefs et obéissent aux règles qu'elles se donnent. Les statuts de Valenciennes expriment clairement que la défense matérielle et l'entraide figurent parmi les raisons du groupement. Les marchands veulent se garantir contre les dangers du voyage en s'astreignant, sous peine d'amende, à voyager revêtus d'une cotte de mailles et bien armés. Ils doivent aider le « confrère » dont les chevaux se lassent ou dont le char verse ou se brise. Il leur faut attendre le marchand dont la vente est en retard (1).

Les marchands de Tiel, aux X^e et XI^e siècles, avaient leurs coutumes et rendaient leurs jugements. Les marchands de Valenciennes avaient aussi leur juridiction. Les pays germaniques appellent ces groupements Guildes ou Hanses, les pays Romains les nomment habituellement Caritates ou Fraternitates (2).

Pour les artisans de métiers, il en est de même. Les guildes sont d'abord des associations de protection et de mutuelle assistance. Groupés d'abord par plusieurs métiers, les artisans se divisent ensuite en autant de catégories qu'il y a d'activités distinctes.

Ainsi les premières associations du genre se sont formées spontanément, en partie sous la pression d'un désir de sécurité. Parfois, on voit là également une des causes du mouvement d'affranchissement municipal. Peut-être née des mêmes besoins, la formation des villes a, en tout état de cause, conditionné le développement des corporations.

Nombreuses sont les controverses sur l'origine des villes et le mouvement communal.

Il est certain que depuis le V^e siècle les villes avaient progressivement disparu, ou s'étaient concentrées en des cités plus restreintes, entourées de fortifications. La vie « industrielle » si florissante à l'époque romaine avait fait place à une vie agricole et à une économie limitée aux cadres de la « villa » ou du « Manse » (3).

Par suite l'activité commerciale s'était très ralentie notamment aux IX^e et X^e siècles, époque d'insécurité générale, marquée par les incursions des Normands.

Au XI^e siècle s'amorce une transformation radicale de la vie économique : les communes se reforment sous l'influence d'un

(1) CORNAERT. — *Les corporations en France*.

(2) Henri PIRENNÉ. — « European Gilds », *The Encyclopædia of the social sciences*.

(3) BÜCHER. — *Études d'histoire et d'économie politique*.

ensemble de facteurs qu'il ne nous appartient pas d'étudier ici. En tout cas, le mouvement communal contribue à l'institution des associations corporatives qui n'en sont que l'émanation et le reflet. Au cadre communal correspond un certain mode de vie économique qui conditionne la formation des corporations de métiers. Dispersés dans les villæ ou les manses, les artisans ne pouvaient se réunir. Rassemblés dans la même cité, ils peuvent désormais former des associations. Ainsi le renouveau des villes a permis l'union des artisans que l'insécurité générale a poussés à se grouper. Mais un autre facteur de grande importance a également suscité des groupements de métiers : le facteur religieux.

CHAPITRE IV

La Corporation, expression de l'esprit religieux.

La solidarité professionnelle trouve sa force principale dans l'intensité des sentiments religieux. On assiste au début du ^xⁱ^e siècle à un véritable épanouissement de l'esprit chrétien ; les églises, les cathédrales s'érigent partout sous l'effort de milliers d'ouvriers qu'anime une même pensée pieuse et persévérante. L'artisan subit l'influence vivifiante de la vraie fraternité chrétienne. De l'effort commun naît une idée de solidarité qu'exprime la création de « confréries » comme à Laon, à Noyon, à Senlis ou à Chartres. Ces confréries traduisent souvent des tendances exclusivement religieuses. Elles sont des groupements de dévotion ; si modestes soient-elles, elles ne sont pas réservées aux membres d'une même profession ; ainsi dans le nord, à Valenciennes ou à Hondschoote, ou dans le midi : en Provence ou en Avignon, les confréries réunissent, à côté d'une majorité de membres d'une même profession, ceux qui veulent participer non à leurs travaux, mais à leurs prières (1).

Ces confréries, presque purement religieuses, vivront tout le moyen âge, tantôt elles auront une vie autonome, tantôt elles se développeront parallèlement à un groupement professionnel dont les chefs seront les mêmes, ou, enfin, elles se transformeront en associations de métiers. On ne rencontre de confréries de métiers qu'au ^xⁱ^e siècle. Ainsi à la fin du ^xⁱ^e siècle se fonde la confrérie des marchands de l'eau de Paris, en l'église de Sainte-Marie-Madeleine. En 1188, les drapiers organisent la confrérie de Saint-Pierre, dans la chapelle de Sainte-Marie l'Egyptienne.

L'esprit de ces associations est défini par un édit de 1319 rétablissant une confrérie de Saint-Jacques et Saint-Louis, abolie en 1307. « Faire avec le produit des biens, de larges aumônes. Nourrir les confrères indigents, faire dire des messes tant pour les vivants que pour les morts et s'occuper de diverses œuvres de charité » (2). C'est pourquoi on a pu définir les confréries (3) : une

(1) CORNAERT. — *Les corporations en France.*

(2) MARTIN SAINT-LÉON. — *Histoire des corporations de métiers.*

(3) MARTIN SAINT-LÉON. — *Ibid.*

société composée d'artisans exerçant le même métier, ayant pour but :

— l'union de tous ses membres dans un même sentiment de piété pour prier Dieu et lui demander le bien moral et matériel des vivants et le bonheur éternel pour les morts ;

— l'établissement d'institutions charitables destinées à secourir les vieillards, les malades et les infirmes de la corporation.

Les confréries avaient leur chapelain. Elles faisaient célébrer des messes pour leurs morts et des offices solennels auxquels les confrères étaient tenus d'assister. Les œuvres charitables auxquelles se livraient leurs membres sont d'une diversité remarquable : souvent des aumônes en nature ou en argent, aux jours fixés par la coutume, sont exigées des membres du groupement. Les confrères de Saint-Côme et de Saint-Damien (barbiers, chirurgiens) s'engagent à panser les indigents gratuitement. Chaque maître drapier donne un pourcentage de son « chiffre d'affaires » pour acheter du blé pour les pauvres.

Quant aux guildes, les seules qui existent au ^x^e siècle sont des associations religieuses ou, comme il a été dit, des associations de défense mutuelle. Le caractère religieux se retrouve dans les guildes de marchands ou d'artisans auxquelles les premières guildes ont, pour partie, donné naissance. Pour s'en convaincre il suffit de consulter les statuts des guildes. Ceux de Saint-Omer par exemple : pour 14 articles traitant des obligations religieuses, 3 seulement concernent l'activité commerciale.

Les statuts de Valenciennes sont profondément empreints de religiosité : « En nom de la sainte et indivisible Trinité, de Sainte-Marie, Saint-Nicolas et tous les saints, Nous, très aimés frères avons voué à Notre-Seigneur, d'ensemble garder le bien de dilection... chacun donc pense quelle chose il puisse à Dieu mieux vouer »... « Tous ceux qui sont en cette carité, Dieu Tout-Puisant les défende et garde de tout péril, en mer, en eaux et en terre... les délivre de tout mal et conforme en tout bonne œuvre, et les amène à la vie éternelle ». Et sur les vingt articles du texte primitif, dix concernent l'amitié chrétienne que se doivent les frères, leur autel et ses cierges (1).

Mais surtout, les clauses relatives à l'assistance mutuelle des conguildi révèlent l'esprit chrétien dont procèdent les guildes. Les statuts prévoient une grande partie des risques et des accidents que peut comporter une existence humaine. La charité chrétienne est organisée par les guildes qui soignent leurs malades, honorent leurs morts, prennent soin de leurs orphelins qu'elles

(1) Cité par CORNAERT. — *Les Corporations en France*.

dotent parfois. Ainsi la Charte des tailleurs de Londres prévoit que le membre du groupe tombé dans la misère recevra sa vie durant sept pences par semaine.

On pourrait ainsi multiplier les exemples de l'esprit de charité qui animait les confréries.

Sans doute, a-t-on pu voir, par la suite, des groupements se former sous l'unique pression de besoins économiques, mais rapidement ces organisations prennent la forme de confréries, si bien qu'il est très difficile de savoir laquelle des formes, économique ou religieuse, a précédé l'autre.

En tout état de cause, l'esprit religieux pénètre profondément la vie économique. « Pour le monde du travail comme pour toute la société d'autrefois, religion et profession étaient si intimement mêlées qu'aucune distinction ne pouvait s'établir entre elles dans les communautés professionnelles. Elles agissaient de concert en un même organisme aussi bien en Provence que dans la France du Nord » (1).

Et encore : « On aurait sans doute surpris beaucoup de confrères (de beaucoup de métiers) en essayant de discerner chez eux la frontière du spirituel et du temporel ».

Par ailleurs les rapports sociaux étaient favorisés par l'observation exacte des règles qu'inspirait la morale chrétienne, il appartenait au maître d'être bon maître, au compagnon d'être bon compagnon. Ainsi le valet « jurait sur les saints » qu'il ferait le métier « bien et loyaument ». Les repos des dimanches et jours fériés étaient strictement observés ; la charité chrétienne atténuait les heurts qui se produisaient entre les maîtres et compagnons. Mais l'atmosphère chrétienne n'imprégnait pas seulement l'activité spirituelle du moyen âge, elle intervenait aussi dans les rapports économiques des individus.

(1) CORNAERT. — *Les corporations en France.*

CHAPITRE V

Conditions économiques de la vie des métiers.

L'esprit corporatif à la naissance duquel nous assistons aux ix^e et x^e siècles s'est traduit dans les faits, par des réalisations que le milieu économique d'alors rendait faciles. Il existe bien, au moyen âge, une économie dont le caractère principal est d'être chrétien.

C'est pourquoi des problèmes aussi difficiles à résoudre à l'époque actuelle que ceux de la répartition, de la productivité et de l'équilibre ne présentent alors aucune difficulté ou bien sont inexistants. Ainsi la répartition s'opère sur des bases sociales plutôt qu'économiques. La richesse, responsabilité sociale et obstacle sur la route du salut, ne doit être recherchée qu'avec prudence et modération ; il faut bannir tout esprit de lucre et respecter constamment la loi divine du travail.

Le travail est rémunéré par un juste salaire ; le problème n'est pas envisagé économiquement mais moralement. On ne recherche pas une loi naturelle ; on proclame une loi éthique. Est juste, le salaire qui permet au travailleur de vivre convenablement (convenienter), suivant les usages de sa classe. Ce salaire est fixé par la coutume et la « communis æstimatio » (1). Il existe une opinion publique moyenne qui détermine le salaire que doit recevoir un homme fournissant un certain effort, pour vivre de son travail et nourrir sa famille. On observe communément l'existence d'une croyance selon laquelle l'intérêt de l'individu doit s'accorder avec l'intérêt social ; la conception chrétienne aboutit ainsi à l'idée du devoir d'Etat : « Quelque métier que l'homme fasse, il doit servir la ville où il est de son métier, pour qu'il n'y manque ni de pain, ni de vin... ni de quoi que ce soit » (2).

Les lois économiques sont ignorées au point que Beaumanoir écrit qu'au cas de pénurie de main-d'œuvre, l'artisan, loin d'aug-

(1) *Debitum lucrum de labore, secundum communem æstimationem* dit Saint Thomas.

(2) OLIVIER-MARTIN. — *L'Organisation corporative de la France d'ancien régime.*

menter ses exigences, doit au contraire, se contenter de gains lui permettant de vivre « honorablement ».

Il en est du prix comme du salaire : il doit être « juste », c'est-à-dire : fixé raisonnablement en respectant la mesure et le but moral. D'une part, il doit permettre à l'artisan de rémunérer convenablement ses compagnons et de réaliser un bénéfice qui lui réserve un niveau de vie correspondant aux usages de sa classe sociale. D'autre part, il doit empêcher le producteur de rançonner le consommateur.

Le problème de l'équilibre se pose à peine dans le monde du moyen âge ; l'activité économique est restreinte ; les échanges s'opèrent surtout dans le cadre communal. Les artisans ne travaillent que sur commande, pour des clients qu'ils connaissent ; ils sont sûrs d'écouler leurs marchandises. La production est réalisée en fonction d'un marché connu et non pas, comme aujourd'hui, en vue d'un marché et de débouchés inconnus. A la demande répond immédiatement l'activité artisanale. Il n'existe pas « une offre » et les risques de surproduction ou de sous-production n'apparaissent qu'en agriculture. C'est pourquoi les monopoles des métiers sont, au début, sans inconvénients. Ils couvrent tous les besoins, ce qui explique qu'une corporation comme celle des orfèvres ait pu vivre, durant tout le moyen âge, sans augmenter d'une seule unité le nombre de ses membres.

Quant aux problèmes inhérents à la productivité, ils sont eux aussi inexistants : on ignore même, au moyen âge, ce que peut être la productivité. La technique est rudimentaire et le demeurera pendant la plus grande partie de cette époque, jusqu'à l'apparition des manufactures.

L'existence des corporations, favorisée par un milieu économique spécial, se trouve également facilitée par des conditions sociales particulières.

La paix sociale repose, en partie, sur les idées chrétiennes de fraternité et d'acceptation de l'inégalité des conditions, dont les conséquences économiques viennent d'être examinées. Mais elle résulte aussi du fait qu'il n'existe pas encore de cloison étanche entre les différentes catégories sociales professionnelles. Le personnel de l'atelier artisanal est peu nombreux ; la situation des compagnons ne diffère guère de celle des maîtres. Le travail en commun, la vie en commun créent un esprit qui, sans exclure les heurts, n'en est pas moins favorable à la tranquillité publique.

Les apprentis et les ouvriers à l'année sont nourris et logés chez les maîtres. S'ils ne participent pas à l'administration du métier, ils n'ont cependant aucune jalousie à l'égard de la maîtrise car celle-ci émane normalement de la compétence et les ouvriers ont à

peu près la certitude d'y accéder. Les intérêts des maîtres et des ouvriers ne s'opposent donc pas et permettent l'union dans le cadre corporatif.

Union très étroite, celle qui règne dans la corporation de métier ! On y retrouve les caractères essentiels d'une cellule sociale vivante. Les liens, sans doute d'ordre économique, sont aussi des liens spirituels. Ils traduisent une identité d'intérêts, une uniformité de croyances, une conformité des usages, une unanimité d'état d'âme qui caractérisent le groupement social complet. Les membres des premiers métiers ont le sentiment d'être unis par un véritable lien du sang ; de même que les artisans des collèges romains se nommaient entre eux « fratres », les membres des guildes germaniques et saxonnes s'appelaient aussi « bretheren » et « sisteren » (frères et sœurs). Les maîtres s'appelaient « confrères », et, il y a peu de temps, sabotiers et charbonniers bretons se donnaient entre eux le nom de « cousins » (1).

L'unité du métier se traduit par un certain nombre de caractères tels que son nom, son langage spécial, son conseil et son chef, sa caisse commune. Il a aussi « ses symboles, ses emblèmes, ses dictons et jusqu'à ses chansons, ses tatouages, ses armoiries et ses bannières » (2). Il a surtout ses manifestations communes : lorsqu'il célèbre son patron par de pittoresques défilés dans les rues de la cité, lorsqu'il enterre ses morts avec une pompe particulière, lorsqu'il réunit ses membres en banquets, manifestations qui mieux que n'importe quelle cérémonie resserrent les liens du groupement. En bref, le métier a une âme.

Or nous allons assister dès le XIII^e siècle au déclin de l'esprit corporatif. Pourtant l'institution continue à se développer. Elle se perfectionne même sous l'impulsion de l'autorité publique qui exerce sur elle un contrôle de plus en plus actif, jusqu'au moment où ne correspondant plus du tout aux besoins économiques et sociaux, la révolution la fait logiquement disparaître.

(1) MAUNIER. — *Essai sur les groupements sociaux*.

(2) MAUNIER. — *Ibid.*

CHAPITRE VI

Le déclin de l'esprit corporatiste et l'évolution de l'institution corporative.

Très rapidement l'esprit corporatiste va disparaître en même temps que les besoins qui l'avaient fait naître.

Au XIII^e siècle, en France et en Europe, le pouvoir s'organise : l'autorité royale après avoir repoussé ou assimilé les invasions barbares, consolide son pouvoir en faisant progressivement disparaître le régime féodal. La sécurité des routes est rétablie. Débarassé des bandes de pillards qui l'infestaient, le pays reçoit une armature politique qui ne cessera de s'affermir. Marchands et artisans éprouvent de moins en moins le besoin de s'unir pour se défendre ; le pouvoir du roi ou des grands féodaux leur assure désormais la sécurité. Si les marchands, à l'époque de Saint Louis et même après, voyagent encore en caravanes, si leurs compagnies possèdent toujours des chevaux d'armes, ce n'est là qu'une survivance, car leurs troupes se font accompagner non plus de sergents « mais de trouvères, de jongleurs, afin de se distraire en écoutant au long des routes des poèmes d'amour et des chansons de geste, comme les écoutent dans leurs châteaux les nobles dames et les seigneurs » (1).

Si le besoin de sécurité ne les anime plus, l'esprit religieux si développé aux XI^e et XII^e siècles demeure encore jusqu'au XV^e siècle, la base spirituelle des groupements corporatifs. Il conserve toute sa vigueur dans les associations purement religieuses que sont toujours certaines confréries, mais les progrès du commerce et de l'industrie réunissent les travailleurs suivant des affinités professionnelles de plus en plus étroites. De nouvelles corporations, plus spéciales, naissent des anciennes guildes et confréries ; leurs statuts ne traitent plus surtout de leurs obligations religieuses, mais bien de leur activité commerciale. Par exemple, « au premier tiers du XIII^e siècle, nous trouvons les tondeurs d'Arras groupés dans une confrérie de Dieu et de Saint-Julien : nom symbolique qui témoigne d'une ancienne identité religieuse.

(1) CORNAERT. — *Les corporations en France.*

Mais, franchie la façade, Dieu et Saint-Julien ne reçoivent pas le moindre hommage, même pas l'honneur d'une allusion dans des statuts essentiellement techniques... Sa laïcisation — relative à cette époque, cela va sans dire — est un signe des temps » (1). En effet, les tâches de dévotion n'ont jamais cessé de s'exercer dans les corporations ; mais elles deviennent des survivances de traditions qui s'affaiblissent. L'admirable esprit de charité chrétienne qui animait les confréries au temps de Saint Louis a perdu sa force. Par ailleurs, la réforme et la contre-réforme en soulevant la société française, introduisent troubles et révolutions dans tous les domaines. La réforme n'ébranle pas seulement la religion, mais également les assises morales de la vie économique. La richesse devient le signe extérieur de la bénédiction divine ; il est louable de la rechercher ; elle constitue désormais un stimulant et développe l'initiative des individus.

En outre, l'ardeur et l'élan que suscitait l'esprit religieux font place peu à peu à l'indifférence. L'ouvrier demeuré dans le cadre corporatif se désintéresse souvent de son travail ; un poète du *xiv^e* siècle en parlait en ces termes :

A tierce dit qu'il est none,
Et à none dit qu'il est nuit,
Et sitôt comme il peut, s'enfuit (2).

En même temps, l'institution corporative évolue vers des tendances conservatrices et perd peu à peu les caractères qui en faisaient une cellule naturelle adaptée au milieu économique et social.

Les règlements corporatifs ont pour but, « le maintien de l'équilibre économique » entre les membres d'un même groupement. La législation des métiers vise à réglementer la concurrence mais non à la supprimer ; elle veille à ce que les concurrents luttent à armes égales. Ainsi, lorsqu'un client examinait à l'étalage d'un cordonnier une paire de chaussures, qu'il paraissait trouver trop chères, les autres cordonniers de la rue, s'empressant de le solliciter, lui promettaient meilleur marché et qualité supérieure. Le premier marchand s'emportait souvent et l'on assistait à des discussions ou à des rixes. Ces incidents étaient prévus dans certains règlements : « Si, dit le statut des cuisiniers, aucune personne est devant estal ou fenestre de cuisinier pour marchander ou acheter desdits cuisiniers, si un autre l'appelle devant que l'on sait parti de son gré de l'estal ou fenestre, si soit on en la peine de cinq sols » (3). Il

(1) Cité par CORNAERT. — *Les corporations en France*.

(2) et (3) Cité par MARTIN SAINT-LÉON. — *Histoire des Corporations de Métiers*.

est donc interdit de détourner la clientèle du voisin. De même l'accaparement des matières premières est prévu et puni. Mais rapidement toutes ces dispositions sont tournées, et si les statuts des cordonniers de 1614 défendent encore aux maîtres de « bailler plus grand prix que les autres pour attirer les compagnons et apprentis » le nombre des procès, jugés par le Châtelet, témoigne une déloyauté générale en matière de concurrence.

Impuissantes à faire prévaloir dans leur sein l'intérêt général sur les intérêts particuliers, les corporations tendent à l'intolérance. Dès le XIII^e siècle, elles essaient de s'assurer un monopole : « Aux environs immédiats de Paris, les manants des abbayes de Saint-Denis et de Saint-Marcel, spécialisés dans la draperie, veulent en 1224, s'assurer le droit exclusif de fabriquer des étoffes. Or, d'autres habitants de ces domaines, résistent à cette prétention et obtiennent gain de cause. Mais si les travailleurs organisés échouent là, ailleurs ils l'emportent peu à peu : avant la fin du siècle, à Paris et dans la plupart des autres centres importants, ils auront ville gagnée » (1).

Cette tendance au monopole est fort naturelle de la part de gens de métiers qui réunissent des intérêts et des obligations communes. D'autant plus que ce monopole peut se justifier par des raisons d'intérêt général. Il importe, en effet, d'imposer à la production un certain niveau de qualité. Mais si l'intérêt général postule souvent le privilège corporatif, plus souvent encore, le monopole n'a pas d'autres raisons que de consacrer des intérêts particuliers. Très tôt, dès le XIII^e siècle, on a vu les artisans réclamer le monopole. Ces réclamations s'accroissent au cours du XIV^e et du XV^e siècles et des résultats tangibles sont obtenus.

On a dit (2) que de nombreux correctifs étaient apportés au monopole corporatif : l'existence de métiers libres, la concurrence des forains, la tolérance dans certaines villes de lieux privilégiés, affranchis de toute organisation corporative, la suspension du monopole corporatif (3), les privilèges accordés aux inventeurs, la création de maîtrises par lettres. D'autres auteurs, sans nier l'existence de ces dérogations, n'y voient que des exceptions et affirment l'évolution générale vers le monopole. Nous ne saurions trancher la question. Il suffit d'ailleurs pour déceler le déclin de l'esprit corporatif primitif, d'observer que le privilège est toujours réclamé et souvent obtenu.

En tout cas, à partir du XVI^e siècle et jusqu'au XVIII^e, l'esprit de

(1) CORNAERT. — *Les corporations en France.*

(2) OLIVIER MARTIN. — *L'organisation corporative d'ancien régime.*

(3) Comme les lettres de Louis XII du 22 nov. 1512.

monopole s'intensifie et se généralise, de toute évidence. Les maîtres prétendent supprimer tout travail libre, en dehors des corporations, et les jurandes veillent au respect du principe.

La tendance au monopole ne s'exprime pas seulement par des contestations entre gens du même métier, mais aussi entre artisans de métiers connexes ; il suffit de rappeler les interminables procès entre les tailleurs et les fripiers, les cuisiniers et les rôtisseurs.

Or, le monopole indispose les consommateurs en faveur desquels il avait été d'abord revendiqué.

Dès avant 1267 on signale que les habitants de Pontoise se plaignent du monopole de leurs boulangers ; et Beaumanoir, dans « les coutumes du Beauvaisis », vitupère déjà les monopoles des métiers (1279-1283).

La maîtrise est, à l'origine, d'un accès relativement facile. Il suffit de donner des garanties de compétence, autrement dit, il faut être capable de respecter les us et coutumes techniques sur lesquels se base la corporation. Le candidat justifie de ses capacités par un serment et la caution de ses futurs confrères représentée par l'attestation de fin d'apprentissage.

Puis les corporations tendent à se fermer et à s'aristocratiser. Les conditions d'accès à la maîtrise deviennent de plus en plus sévères ; le chef-d'œuvre, destiné en principe à garantir la compétence des maîtres, devient un obstacle à l'accession des compagnons à la maîtrise, en même temps qu'un moyen de népotisme.

En sus de cette compétence, le candidat doit posséder quelque avoir. A l'origine, il suffisait à l'apprenti de verser une certaine somme au maître, lors de l'entrée en apprentissage, et de payer 5 à 20 sols, lors de l'achat du métier ; le nouveau maître était redevable, en outre, de quelques deniers à la confrérie (1). Quant au droit que doit acquitter le récipiendaire et que se partagent le roi, le métier et les jurés, il est relativement faible.

A Paris, l'achat du métier au Roi est exigé presque partout, mais il est des endroits où l'accès au métier est gratuit : Toulouse, Reims, les villes picardes, les villes provençales (2). Plus tard une caution doit être déposée. Au début, droits seigneuriaux, ou taxes royales, ne sont pas tarifés. « Sous Saint Louis, le roi et ses grands officiers vendent les métiers, à l'un plus, à l'autre moins, comme il leur plaît. » (3) Mais à la fin du moyen âge le taux est fixé d'avance.

Le montant modique des sommes perçues à l'origine en guise de taxes ou de droits d'entrée permet aux compagnons pauvres d'accéder à la maîtrise. Cependant la tendance générale est à l'augmen-

(1) *Livre des Métiers*. — Cité par MARTIN SAINT-LÉON.

(2), (3). — CORNAERT. — *Les Corporations en France*.

tation constante des taux, sous la pression combinée des besoins de la fiscalité royale et du désir des maîtres de favoriser les membres de leur famille. Néanmoins le montant total des frais légaux ne s'élève pas à des sommes très considérables. Mais on multiplie les occasions où le candidat maître doit payer ; la pratique des banquets se généralise. Ainsi, à Amiens, en 1576 (1) un candidat apothicaire, le jour de sa présentation, doit payer une collation ; le jour de son examen sur la « théorie », un souper, « mais sans excès » ; tous les jours, pendant lesquels il s'acquitte de son épreuve, un déjeuner et un goûter à ses quatre surveillants ; le jour de la proclamation du résultat, un souper ; le jour où son chef-d'œuvre est porté solennellement à l'hôtel-de-ville, un banquet général ou dîner aux médecins, aux apothicaires, à leurs femmes et aux veuves d'anciens confrères, et le même jour encore un souper aux médecins et apothicaires « sans leurs femmes ». Cet exemple est tout de même assez exceptionnel ; mais le banquet offert aux jurés qui avaient examiné le chef-d'œuvre était une obligation courante : le candidat devait y inviter les principaux maîtres ; « nombre d'autres s'invitaient eux-mêmes et le nouveau venu devait traiter cinquante, soixante ou même cent convives ; ces repas coûtaient fort cher et épuisaient d'un seul coup les économies du récipiendaire. » (2)

L'opinion publique était défavorable à ces banquets. En 1507, durant la réunion préparatoire des trois Etats de la prévôté et vicomté de Paris pour la rédaction de la coutume, plusieurs assistants font valoir « qu'il serait bon et utile pour le bien de la chose publique » d'empêcher les jurés des corporations et les maîtres des confréries d'exiger des aspirants à la maîtrise « aucuns disners, despences de bouche ni autres frais », en dehors des droits stipulés par les statuts. Ils demandent que, seulement après la réception à la maîtrise, un repas modeste dont la dépense n'excédera pas quatre livres, soit offert aux jurés et notables de la profession.

Aux charges déjà lourdes du banquet s'ajoutent une foule de taxes de toutes sortes et les frais croissants qu'entraîne la confection du chef-d'œuvre.

Le chef-d'œuvre est une institution du ^{xiv}^e siècle dont on trouve les premières traces dans le « Chief d'œuvre » des chapeux de selles, mentionné au livre des métiers. Nous avons vu cette épreuve remplacer l'examen de capacité des apprentis du ^{xiii}^e siècle. Elle devient rapidement l'une des bases du régime corporatif.

Procédé légitime de sélection professionnelle, le chef-d'œuvre

(1) CORNAERT. — *Les Corporations en France*.

(2) MARTIN SAINT-LÉON.

dégénère malheureusement en moyen arbitraire de régler l'accès au métier. En effet, en dehors des frais qu'entraîne sa confection et sa présentation, il est une raison pour les maîtres d'écarter de la maîtrise les compagnons dont ils ne veulent pas et d'y faire accéder leurs fils ou parents. En outre, les fils de maîtres sont parfois dispensés du chef-d'œuvre et ne sont astreints qu'à une « légère expérience ». Ce n'est là d'ailleurs qu'un des avantages consentis aux fils de maîtres. Ceux-ci bénéficient souvent de facilités spéciales ou d'exemptions complètes pour leur apprentissage ou le paiement des droits. Il leur est parfois inutile de connaître le métier. A Paris, dès le XIII^e siècle, chez les cuisiniers, comme chez les drapiers, « un fils de mestre qui ne sait riens du mestier » peut néanmoins accéder à la maîtrise, pourvu qu'il tienne un ouvrier « qui en soit experts » (1). A partir du XVII^e siècle, ces dispenses de chef-d'œuvre pour les fils de maîtres se généralisent et Savary écrit (2) : « C'est une chose triviale, et que tout le monde sait, que les marchands étant en charge de maîtres et gardes dans leurs corps font recevoir tous leurs enfants maîtres quand ils n'auraient que trois ou quatre ans, parce qu'il ne leur en coûte rien pour leur réception ».

Il arrive même dans certains métiers, chez les bouchers par exemple, que la qualité de maître soit héréditaire. Les gendres de maîtres bénéficient également de facilités ; les femmes de maîtres héritent souvent des droits de leur mari sous condition parfois d'épouser un compagnon.

On peut justifier ce système et approuver la sélection assez stricte qu'il assurait : il fallait en effet « aux hommes nouveaux » une singulière énergie pour arriver à payer leurs droits de maîtrise.

Cependant de nombreux compagnons, trop pauvres, perdaient tout espoir de jamais parvenir à la maîtrise. Condamnés à demeurer ouvriers, ils forment un prolétariat avant la lettre, dont l'existence soulève une véritable question sociale.

(1), (2) CORNAERT.

CHAPITRE VII

Les échecs des essais de renouveau corporatif.

Telle est dans ses traits principaux l'évolution des corporations de l'ancien régime. Dès les premiers siècles de son existence, cette institution dégénère ; elle ne se préoccupe plus que d'intérêts particuliers. L'autorité publique s'intéresse fréquemment à elle, soit pour lutter contre ses abus, soit pour la protéger et en tirer le maximum de profits financiers.

Les interventions de l'autorité en ce domaine, d'abord occasionnelles, se multiplient progressivement jusqu'à faire de la corporation un instrument docile du pouvoir royal.

A vrai dire, ces interventions sont souvent contradictoires, elles traduisent les hésitations des pouvoirs publics. Louis XII, au début du xvi^e siècle, accorde la liberté à ses artisans et ouvriers ; à Lyon, il confirme la liberté professionnelle et affranchit, en 1514, les travailleurs de Rennes. En 1538, François I^{er} affranchit les bourgeois de Paris du monopole des maîtres paveurs. Henri II, en 1547, rend libres les professions de « Oyers » et « Rôtisseurs ». Mais si le xvi^e siècle esquisse une organisation nouvelle du travail, il ne la mène pas à terme. Le système réglementaire résiste aux efforts des novateurs ; l'instinct de conservation l'emporte encore sur l'esprit de nouveauté ; la transformation technique de l'industrie est d'ailleurs à peine amorcée.

L'édit de Villers-Cotterêts de 1539 supprime les confréries mais renforce les statuts professionnels et par là François I^{er} renoue la tradition de Charles VII et de Louis XI. Désormais le pouvoir royal tente, le plus souvent, pour des raisons fiscales, d'étendre et de généraliser l'institution corporative.

En 1581, Henri III signe un édit qui ordonne à tous les métiers non jurés de se transformer en métiers jurés : « Tous artisans et gens de mestier demeurans et besongnans comme maistres de leurs arts et mestiers es villes, faux bourgs, bourgs, bourgades et autres lieux de nostre dit royaume, esquels il n'y a maîtrise ne jurez soit en boutiques ouvertes, chambres, astelliers ou autres endroits, et qui y seront trouvez besongnans lors de la publication du présent edict, seront tenus de prester le serment de maîtrise desdits arts et

mestiers par devant le juge ordinaire du lieu, soit royal ou subalterne, ou commissaires qui pour ce seront par nous commis et députez dans huitaine après le commandement qui leur en sera fait. »

Par ailleurs, le roi « met ordre aux dépenses et banquets dont un pauvre compagnon du moindre des mestiers ne pourrait être quicte en nostre ville de Paris pour soixante escus et de quelques autres pour deux cens escus ». Il fixe la durée de l'apprentissage, du compagnonnage, du chef-d'œuvre et retire aux fils de maîtres tous autres avantages qu'une réduction de moitié de la durée du compagnonnage.

La vieille organisation des corporations convenait d'ailleurs si mal à l'esprit public que cet édit d'unification et de bon sens resta « l'expression d'une aspiration platonique ».

Il est vrai que les guerres de religion continuent, que les troubles de la Ligue et l'intervention espagnole dans les affaires françaises, mettent le royaume en danger. Mais lorsque Henri IV en avril 1597 renouvelle l'édit de Henri III, il n'obtient pas de meilleurs résultats. Sans doute bien des artisans qui cherchent à se protéger contre les initiatives capitalistes, se rallient à cette volonté de conservation ; ils ne sont pas fâchés d'ailleurs d'obtenir des monopoles et des privilèges ; mais, en général, les métiers libres se prêtent mal à cette transformation. En outre, des villes refusent l'application de l'édit à leurs artisans ; Marseille par exemple en 1604, puis Bordeaux, Nîmes, Troyes, Tours, Bourges. D'ailleurs Henri IV fait peu pour l'application de l'édit : il avoue que le bénéfice de l'opération servira à payer les divers arriérés : Lyon proteste et obtient gain de cause en 1606.

Les parlements mêmes, reflets démagogiques de l'opinion, s'opposent aux actes royaux. En 1601, celui de Bordeaux casse une décision des jurats qui avaient érigé les brodeurs en corps de maîtrise ; celui de Rennes empêche les tonneliers nantais de constituer une jurande ; en 1631, le Parlement d'Aix déboute les tailleurs de Nîmes à qui le conseil de leur ville avait déjà dénié le droit de créer une maîtrise.

La constatation de l'échec de ces deux édits, de 1581 et de 1597, sert de préambule à celui de 1673, dû à Colbert. Désireux de fortifier le pouvoir royal, d'assurer la qualité de la production, Colbert avait tout avantage à multiplier des institutions aussi bien encadrées que les corporations ; d'autant plus que sa politique mercantiliste pouvait trouver des assises solides dans les cadres corporatifs (sauf à contribuer à la dislocation de ces derniers). De 1673 à 1679, il poursuit une action tenace pour « incorporer aux communautés

urbaines les gens de métier des faubourgs et enclaves domaniales des villes » (1).

Les résultats de son effort sont décevants : il écrit lui-même en 1674 : « Je sais bien que l'affaire des arts et métiers peut être difficile dans son exécution » (2). L'édit de 1673 n'est guère appliqué qu'à Paris où la surveillance de Colbert s'exerce directement. En province, on se dérobe. Les raisons de cette désobéissance sont les mêmes que celles qui ont motivé l'échec des édits de 1581 et de 1597 : l'absence d'un esprit corporatiste. Les anciens jurés imbus de leurs privilèges sont mécontents de voir les métiers libres arriver à leur niveau ; d'autre part, « si quelques patrons riches ont intérêt à cette transformation qui accroît leur prestige, on constate la mauvaise volonté générale du monde des compagnons qui savent très bien que sous le régime de la jurande il leur sera beaucoup plus difficile de passer maîtres » (3).

Quant aux municipalités, désireuses de défendre le public, elles sont peu favorables à l'édit. Les métiers jurés abusent, en effet, de leur monopole pour vendre cher des marchandises de mauvaise qualité.

Néanmoins l'apogée de l'institution corporatiste se situe sous Colbert. A Paris, le nombre des corporations organisées en jurandes s'élevait après les édits de 1581 et de 1597, à soixante environ. Il y en a soixante-treize après l'édit de 1673. Un nouvel édit de 1691 ne permet plus aux artisans de se dérober, et le nombre des corporations s'élève à 127.

Mais l'institution a perdu tout caractère de spontanéité : l'autorité royale s'en est progressivement emparée créant un véritable corporatisme d'Etat.

D'ailleurs parmi les maîtres des métiers jurés, certains, comme les « drapiers drapants » sont déjà de véritables entrepreneurs capitalistes ; ne pratiquant pas eux-mêmes les techniques de la draperie, ils répartissent le travail entre les corporations qui représentent les différentes branches de la draperie.

En effet, la technique professionnelle jusqu'ici rudimentaire évolue tout à coup vers des formes nouvelles plus productives. Ces modifications porteront les derniers coups à la corporation qui n'aura pas pu s'adapter aux nouvelles conditions économiques. La Révolution n'abolira qu'une institution déjà morte.

(1), (2). — CORNAERT.

(3) RENAUDET. — *Etudes sur la France au temps de Louis XIV.*

CHAPITRE VIII

L'évolution des facteurs économiques et le déclin de l'institution corporative.

On a fait remarquer que les corporations correspondent plus à un souci de répartition qu'à une préoccupation de production. Il ne s'agit pas tant de répartition de richesses que de répartition de travail. Aussi le développement de la vie économique devait-il, sinon déterminer, du moins précipiter la décadence d'une institution qui ne s'adaptait plus aux besoins nouveaux.

Les grandes découvertes du ^{xv}^e et du ^{xvi}^e siècles sont la source de l'augmentation de la richesse mobilière. Les transactions mobilières deviennent plus actives et commandent un accroissement de la production que ne peut permettre l'ancienne organisation. C'est pourquoi, de bonne heure, apparaissent des entreprises que l'on peut qualifier de capitalistes. Le capitalisme commercial précède le capitalisme industriel et ces premières entreprises capitalistes sont des entreprises commerciales que dirige une classe de marchands ainsi définie par Jacques Savary : « On appelle marchands « grossiers » ceux qui vendent les marchandises par balles, caisses, ou pièces entières et n'ont ni boutiques ouvertes, ni étalages ou enseignes » (1). Ces marchands « grossiers » s'appellent aussi négociants car il ne s'agit plus d'un trafic élémentaire, mais d'un négoce. Inscrits comme tels moyennant finance, sur le tableau des juridictions consulaires, ces négociants sont affranchis des liens de la corporation et échappent même à la corporation des drapiers-merciers ou des épiciers qui vendant sans fabriquer, demeurent cependant dans le cadre corporatif.

Dans la vieille industrie française de la draperie, on distingue de bonne heure, deux types très différents de maîtres : d'une part, les maîtres des divers métiers employés aux diverses opérations techniques de fabrication : tissage, foulage, tonte, etc... et d'autre part, ceux qu'on appelle les drapiers drapants qui ne se livrent à

(1) RENAUDET. — *Etudes sur la France au temps de Louis XIV.*

aucun travail industriel et se contentent d'employer des maîtres appartenant aux corporations précédentes (1).

De véritables sociétés commerciales se constituent à l'intérieur de l'industrie du drap ; elles commanditent les maîtres des métiers, achetant elles-mêmes les matières premières, et elles vendent leurs produits. Leurs promoteurs, marchands ou financiers, ne sortent pas des corporations, mais du monde du négoce.

A Lyon également, les maîtres marchands, fabricants, commanditent des maîtres ouvriers. La soierie devient une industrie capitaliste.

Or, dès l'apparition de cette classe de négociants qui échappe à l'organisation corporative avec l'approbation de l'autorité publique, on peut dire que le commerce de gros ne se rattache plus au cadre corporatif. Les négociants, les riches merciers-drapiers, les riches épiciers désormais libres de leurs mouvements, s'associent. Ils constituent des sociétés qui exploitent tel commerce ou telle route commerciale. A Paris ou à Lyon, les gros négociants s'unissent pour étendre leurs affaires. Ils financent leurs entreprises à l'aide de fonds empruntés à des financiers ou aux classes bourgeoises et nobles. Ils concentrent matériel et main-d'œuvre et sont les premiers à tirer parti des nouveautés techniques. Ils soutiendront les écrivains que nous verrons bientôt réclamer la liberté économique.

Ainsi se développe un grand commerce intérieur, de type capitaliste, qui multiplie ses entreprises et son personnel subordonné (commissionnaires, courtiers) et qui échappe de plus en plus aux cadres de la réglementation corporative.

Par la suite seulement, dans la première moitié du ^{xvi}e siècle, apparaît une industrie capitaliste qui loin de tirer son origine des corporations, naît du commerce, de l'esprit commercial et de l'accumulation des capitaux en résultant.

Certaines industries ont toujours été capitalistes, car elles résultent de l'exploitation du domaine seigneurial. Il en est ainsi de l'industrie du verre établie près des forêts et des sablières. Le noble, propriétaire, est un industriel capitaliste qui prête souvent son nom à des compagnies de marchands organisés pour la grande vente.

Les mines exploitées pour le compte du roi ou d'un seigneur sont également des entreprises capitalistes.

Les forges, (elles appartiennent souvent à des abbayes ou à des nobles de robe ou d'épée) sont, en général, affermées à des maîtres de forge qui sont des capitalistes (2).

(1) D'après RENAUDET. — *Etudes sur la France de Louis XIV.*

(2) D'après RENAUDET. — *Ibid.*

L'imprimerie, qui apparaît au xvi^e siècle, travaille dès le début sous le régime de la libre concurrence, car elle emploie des machines coûteuses qui exigent un nombreux personnel.

Enfin, sous Henri IV et par les soins de Laffemas, s'ouvrent un certain nombre de manufactures de type capitaliste que protègent les pouvoirs publics, tout en les soumettant à leur tutelle. Le roi, désireux de développer certaines industries de luxe pour lesquelles la France dépendait de l'étranger, rassemble les capitaux et fait venir de l'extérieur des ouvriers capables d'introduire des techniques nouvelles et de les enseigner aux ouvriers français.

L'œuvre industrielle de Colbert continue celle de Laffemas. Colbert reconstitue l'industrie capitaliste et la place, en partie du moins, sous la direction de l'Etat. Maisons royales, manufactures royales, ou manufactures privilégiées jouissent, sans doute, de certains privilèges, tels que le monopole ; néanmoins, elles sont créées en marge du système corporatif.

À côté des manufactures, existent des entreprises capitalistes qui n'ont pas cette forme. Celles-ci se bornent à fournir des matières premières, de l'outillage et du travail à des ateliers dispersés. Au xviii^e et au début du xix^e siècles, bien des entreprises capitalistes fonctionneront encore sur ce type. Leurs promoteurs font valoir leur capital en commandant à des petits métiers, libres de préférence, des objets fabriqués qu'ils revendent ensuite sur un large marché.

Mais la manufacture est un progrès technique ; elle s'efforce de concentrer le travail pour en éviter la déperdition. Elle apparaît en Flandre et en Angleterre, dès le xvi^e siècle. L'outillage, à la suite de la réorganisation du royaume qui suit les guerres de religion, réalise de grands progrès. « En 1604, Laffemas cite avec orgueil certains métiers à tisser d'invention nouvelle, certaines machines récentes qu'on emploie dans les forges, certains métiers à tisser qui, par exemple, permettent de filer dans un seul atelier certaines étoffes, et de les faire travailler même par de petits enfants » (1).

Le machinisme ne règne pas encore quand se créent en France, au xviii^e siècle, les grandes entreprises du Creusot, de Saint-Chamond, de Firminy, de Baccarat. Mais si le travail s'y fait encore à la main, ces manufactures sont de vastes fabriques comportant des agglomérations déjà importantes d'ouvriers et échappant à la réglementation corporative désormais inconciliable avec la vie économique nouvelle.

(1) D'après RENAUDET. — *Etudes sur la France de Louis XIV.*

En effet, le corps de métiers, indissolublement lié à l'organisation municipale, suffit à tous les besoins, tant qu'artisans et marchands ont pour clients les seuls habitants de la ville ou des environs immédiats, c'est-à-dire, tant que le marché est principalement local. Mais il n'en est plus de même à la naissance de la grande industrie qui n'a plus un caractère urbain.

La grande industrie d'abord « n'a pas nécessairement son siège dans une ville ; elle peut même s'établir en dehors de toute agglomération rurale ou urbaine préexistante ; elle recherche seulement le point du territoire où elle peut le mieux s'alimenter et d'où elle peut rayonner le plus facilement possible » (1).

Par ailleurs, l'artisan travaillait sur commande ; la grande industrie produit pour satisfaire une demande anonyme ; « son champ d'action ne se limite à aucune région déterminée, sa clientèle se recrute partout. Une institution, aussi engagée dans la commune que l'est la vieille corporation, ne peut donc servir à encadrer et à régler une forme d'activité collective aussi complètement étrangère à la vie communale » (2).

N'étant plus en rapport avec les cadres de la vie économique, la corporation reflète par ailleurs des tendances conservatrices, sinon rétrogrades. Un exemple le montre clairement : les merciers avaient remplacé les boutons faits à la main et recouverts de soie par des boutons de drap faits au métier, plus solides et moins chers. Malgré l'approbation du public, les passementiers boutonniers, qui fabriquaient les boutons de soie, firent interdire cette innovation. Les merciers voulurent tourner cette prohibition en vendant des boutons faits au métier et « dont les moules étaient recouverts d'une étoffe de crin en forme de ruban tissu qu'ils prétendaient avoir le droit de vendre comme ne les façonnant pas eux-mêmes et les achetant à l'étranger » (3). Les passementiers boutonniers protestèrent de nouveau et obtinrent du roi une déclaration, le 15 mai 1736, par laquelle « il était interdit à quiconque de porter sur ses habits des boutons de drap, de tissu, de rubans de soie, fil ou crin, faits aux métiers. Une amende de 500 livres était prévue pour les marchands merciers qui en fabriqueraient ou en introduiraient dans le royaume ».

Autre exemple :

Le roi avait autorisé le sieur Bedel à appliquer sur étoffes de coton un genre de teinture bleue « avec rescures blanches » dont il

(1) DURKHEIM. — Préface à la seconde édition de *La division du travail social*.

(2) DURKHEIM. — *De la division du travail social*.

(3) MARTIN SAINT-LÉON. — *Les corporations de métiers*.

était l'inventeur. C'était en 1756. Bedel réussit, monta deux cuves, et obtint même de retirer par lui-même les toiles qu'on lui envoyait de province et qu'il ne pouvait recevoir auparavant que sous couvert d'un mercier. Mais en 1763, les jurés teinturiers firent une descente chez lui et bien que les toiles peintes ne fussent du domaine d'aucune communauté, ils mirent les scellés sur ses cuves. Bedel condamné par le lieutenant de police n'obtint justice que du Conseil d'Etat, mais les scellés étaient restés quatre mois sur les cuves et les toiles étaient pourries (1).

Ces exemples sont typiques de l'esprit routinier des corporations de métier qui deviennent des foyers de conservation sociale.

En général, les innovations techniques ou commerciales rencontrent l'hostilité des membres de la corporation car elles risquent de modifier les situations acquises et se heurtent à la loi du moindre effort. Le stimulant de la concurrence est progressivement écarté par l'obtention de privilèges de monopole. Tout ce qui est susceptible de transformer les usages traditionnels est suspect. Ainsi, le recours à la publicité est considéré comme un délit : telle la distribution de prospectus annonçant la vente de marchandises à prix fixes. D'autre part, la vie corporative devient peu à peu une vie en marge. « Ce n'est pas chez elle que bouillonne l'ardeur de la jeunesse. Le désordre généralisé des compagnons traduit un malaise contre lequel les corporations se défendent mal, auquel elles ne proposent aucun remède. Les corps de métier sont sans réponse devant les difficultés, les problèmes qui se pressent de toutes parts. Les idées d'avenir trouvent leurs défenseurs parmi ces grands marchands et industriels, parmi ces économistes qui sont leurs ennemis. Qu'on les approuve ou qu'on les blâme ce sont ceux-ci qui entraînent les hommes de leur temps, eux qui transformeront non seulement l'économie mais la société elle-même » (2).

Cette inertie qui se heurte au dynamisme nouveau de la vie économique est un défaut qui s'ajoute aux abus déjà signalés dans le fonctionnement des corporations.

L'hostilité publique contre les métiers trouve son expression dans le mouvement d'idées qui précède la Révolution. Nombreux sont les écrivains et les autorités qui depuis le ^{xiii}^e siècle dénoncent les méfaits et les inconvénients des corporations. Jean Bodin, par exemple, irrité des désordres causés par les travailleurs, préconise de disperser les artisans d'une même profession, pour éviter leurs ententes. En 1500, le Parlement de Paris, reproche aux maîtres des confréries « de monopoliser ensemble et de mettre prix à leurs

(1) LEVASSEUR. — *Histoire des Classes ouvrières*, T. II, Livre VII.

(2) CORNAERT. — *Les corporations en France*.

ouvrages et marchandises au préjudice de la chose publique ». Louis XII les accuse d'abus, conspirations et monopoles, de même que François I^{er}, Charles IX et Henri III. A la fin du xvi^e siècle Laffemas préconise de renouveler les cadres de l'industrie en unifiant les règlements. Montchrestien, Emeric Cruce s'attaquent aux charges corporatives.

Ce ne sont là que des critiques qui ne mettent pas directement en cause l'existence du régime corporatif. Néanmoins aux Etats Généraux de 1614, des députés du Tiers Etat demandent déjà que « la liberté du commerce trafic, manufactures, soit remise en tous lieux et par toutes choses » et à la fin du xvii^e siècle, Boulainvilliers proclame « qu'il ne faut point accorder ni souffrir de privilèges ni de compagnies exclusives... pour les arts du dedans, si la liberté publique suffit aux besoins de l'Etat ». D'autre part, au début du xviii^e siècle, bien des parlements préconisent la liberté commerciale et critiquent les précautions qui ont paru nécessaires pour assurer une bonne fabrication.

Il faut attendre les physiocrates pour que l'ordre corporatif lui-même soit systématiquement attaqué. A cette époque, en effet, à côté d'écrivains qui, comme Melon, Condorcet, Quesnay ou Clicquot de Blervache ne vont pas encore jusqu'à vouloir supprimer radicalement les corporations, on trouve des réformateurs qui les condamnent sans réserve. Mercier de la Rivière écrit en 1767 « qu'il est de la plus grande importance de gêner en rien le manufacturage, de faire jouir d'une telle franchise la profession de manufacturier qu'aucun de ceux qui pourraient l'exercer n'en soit exclu » (1). Diderot dans le « Code de la Nature » aussi bien que dans sa « Lettre sur le commerce de la librairie », condamne les communautés sans restriction : « Que m'importe, qu'il y ait une communauté de plus ou de moins, à moi qui suis un des plus zélés partisans de la liberté prise dans son acception la plus étendue, qui souffre avec chagrin de voir le dernier des talents gêné dans son exercice, des bras donnés par la nature et liés par des conventions, qui ai de tout temps été convaincu que les corporations étaient injustes et funestes, et qui regarderai leur abolissement entier et absolu comme un pas vers un gouvernement plus sage ? » (2).

L'abbé Baudeau écrit « liberté totale, immunité parfaite, voilà la loi fondamentale ».

Bigot de Sainte-Croix propose d'interdire aux artisans de se grouper. Condillac déclare que « les privilèges des corps de métiers sont des droits iniques », tandis que Voltaire écrit en 1776 « toutes

(1) (2) *L'ordre naturel des sociétés politiques*, cité par MARTIN SAINT-LÉON.

ces maîtrises et toutes ces jurandes n'ont été inventées que pour tirer de l'argent des pauvres ouvriers, pour enrichir les traitants et pour écraser la nation ».

Ces attaques, dont on vient de mesurer le nombre et la vigueur, traduisent l'état d'esprit du public ; elles préparent l'abolition des corporations qui n'est plus désormais qu'une question de temps.

Nous avons vu l'institution corporative atteindre son apogée sous Colbert ; le renouveau qu'elle subit alors dure d'autant moins que l'accroissement des impôts royaux rend sa situation financière plus précaire. L'hostilité, déjà signalée, des municipalités contre les corporations s'accroît encore durant la première partie du XVIII^e siècle. En 1716, la Chambre de Commerce de Guyenne veut empêcher les charpentiers et calfatiers de s'ériger en communauté. A Nantes, les négociants en blé sont hostiles à la création de la jurande des porte-faix. En 1732, la communauté de la ville de Saint-Malo décide de s'opposer à l'établissement de toute nouvelle jurande et tente de détruire les nouvelles maîtrises des tailleurs, cordonniers, etc... « qui vexent et tyrannisent le public » (1).

Du côté de l'administration, les bureaux de commerce rejettent en grand nombre les demandes de constitution de maîtrise et exemptent systématiquement de brevets d'apprentissage, les compagnons ou apprentis qui leur en font la demande.

Vers 1753, la conversion de Trudaine de Montigny, président du Bureau de Commerce, aux idées de liberté économique, accentue encore le mouvement, et inspire cette note du bureau de commerce : « Sa Majesté, dans le dessein où Elle est de faire un arrangement général pour toutes les communautés de marchands et d'artisans, s'est fait une loi de ne plus leur accorder de lettres patentes de confirmation de leurs statuts » (2). Cependant, un arrêt du Conseil, du 23 août 1763, enjoint à tous les métiers libres de marchands et d'artisans de s'ériger en communautés ; dernière tentative pour soumettre tous les métiers au régime corporatif, cet arrêt n'est pas réellement respecté. Lorsque Turgot arrive au pouvoir, il trouve devant lui, une institution déjà fort ébranlée.

Turgot est convaincu que les corporations qui recherchent leurs intérêts au détriment de « la société générale » sont injustes et funestes. Il énonce ainsi sa conception économique : « Ceux qui connaissent la marche du commerce savent que toute entreprise importante de trafic ou d'industrie exige le concours de deux espèces d'hommes : d'entrepreneurs qui font les avances des matières premières, des ustensiles nécessaires à chaque commerce ;

(1) Henri SÉE. — *Histoire économique de la France*, t. I, chap. 4.

(2) Cité par CORNAERT. — *Les corporations en France*.

et de simples ouvriers qui travaillent pour le compte des premiers, moyennant un salaire convenu. Telle est la véritable origine de la distinction entre les entrepreneurs ou maîtres et les ouvriers ou compagnons, laquelle est fondée sur la nature des choses et ne dépend point de l'institution arbitraire des jurandes » (1). La liberté doit rétablir l'harmonie naturelle brisée par les conventions arbitraires.

Au nom du droit naturel, Turgot abolit les corporations, par un édit que le roi signe le 5 février 1776. Il est établi « qu'il sera libre à toutes personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient, même aux étrangers, d'exercer toute espèce de commerce, ou de métier et même d'en établir plusieurs. Tous les procès entre corporations seront éteints. Le lieutenant de police veillera à tout ce qui concerne les diverses professions. On n'excepte de la réforme que les métiers de barbiers, d'apothicaires, d'orfèvres et d'imprimeurs-libraires. Enfin il est défendu aux maîtres et ouvriers de former aucune association, ni assemblée entre eux, sous quelque prétexte que ce puisse être. Toutes les confréries de maîtres ou de compagnons sont supprimées » (2).

Cette réforme soulève l'opposition des corporations qui conservent une certaine puissance et celle des parlements qui voient en elle une atteinte aux droits de propriété et surtout à des privilèges. Le Parlement de Paris fait des remontrances. Les Parlements de Bordeaux, Toulouse, Aix, Besançon, Rennes, Dijon, se refusent à enregistrer l'édit. Aussi, après la chute de Turgot, rétablit-on les corporations, en tentant cependant d'assouplir le régime ancien ; les mesures prises par Necker marquent, par exemple, un réel progrès. Mais le régime corporatif n'est décidément plus viable ; d'autant plus que la naissance du machinisme et de la grande industrie accroît encore son opposition aux cadres de la vie économique. On se rend compte qu'aucune action partielle ne peut aboutir. En 1789, l'opinion publique se prononce dans le sens de la réforme de Turgot. La majorité des cahiers du Tiers Etat, une partie des cahiers des jurandes réclament la liberté du commerce et l'abolition des corporations. Les cahiers hostiles à cette réforme émanent de privilégiés ou de maîtres des métiers.

C'est pourquoi, sur le rapport du baron d'Allarde, les corps de métiers sont supprimés par le décret des 2 et 17 mars 1791.

Les compagnonnages, qui n'avaient pas été supprimés par le décret, troublent alors la paix publique de telle façon que la loi Le

(1) Cité par CORNAERT. — *Les corporations en France*.

(2) Cité par SÉE. — *Histoire économique de la France*, t. 1, chap. 4.

Chapelier est votée contre eux, interdisant toute espèce de coalition.

La réaction anti corporatiste pousse donc ses conséquences jusqu'à leurs limites. Non seulement elle supprime une vieille communauté qui ne correspond plus à rien dans l'esprit du public, mais encore elle interdit une institution qui était au contraire déjà vivante et devait se révéler par la suite l'expression nouvelle de l'esprit d'association : Le Groupement Ouvrier.

DEUXIÈME PARTIE

L'ÉVOLUTION DE L'ESPRIT D'ASSOCIATION

CHAPITRE I

De l'esprit corporatiste à l'esprit syndicaliste.

Nous venons d'assister à la naissance, à l'évolution et à la fin de l'esprit corporatiste. Produit des idées chrétiennes dans un milieu où la sécurité fait défaut, le régime corporatif perd sa base spirituelle à mesure que les conditions économiques le modifient. La Révolution en abolissant les corporations se borne à consacrer une nécessité sociale. Mais, comme toute réaction, elle va plus loin qu'il n'était utile. Interdisant les associations, non seulement elle nie l'existence d'intérêts communs entre membres d'une même profession, mais encore elle prétend ignorer les liens qui, au sein du métier, unissent les travailleurs de la même condition sociale.

En effet, la subsistance artificielle du régime corporatif a caché l'apparition d'un esprit différent de celui qui lui avait donné naissance. Procédant du même besoin humain d'association, le nouvel esprit traduit la solidarité des membres appartenant à une profession dont la situation économique et sociale est identique.

L'association spontanée des hommes peut résulter de bien des causes ; tantôt les individus s'unissent en raison d'une communauté d'origine réelle ou prétendue ; tantôt leurs groupements résultent du voisinage ; tantôt ils se sentent alliés par une activité de même nature (1).

De cette dernière catégorie relèvent à la fois les corporations et les syndicats. Mais tandis que la corporation traduit un intérêt économique et la reconnaissance d'une solidarité de la profession, le syndicat exprime les intérêts économiques et sociaux, et les liens d'une catégorie de membres de la profession.

(1) MAUNIER. — *Essais sur les groupements sociaux.*

Il est curieux d'assister, à travers les siècles, à l'évolution de la corporation. Peu à peu, parallèlement aux progrès du machinisme et de l'industrialisme, le groupement corporatif donne naissance aux associations plus restreintes que sont les compagnonnages.

L'accentuation des différences sociales entre maîtres et compagnons, les difficultés croissantes d'accès à la maîtrise, la diminution relative du nombre des patrons par rapport au nombre des ouvriers, finissent par diviser les membres de chaque profession en deux classes entre lesquelles l'entente devient de plus en plus délicate. Conscients de ce qui les oppose, patrons d'une part, ouvriers de l'autre, perdent de vue ce qui leur reste d'intérêts communs.

Ainsi naissent les syndicats professionnels ; d'abord compagnonnages à activité limitée, ils évoluent vers la forme perfectionnée des syndicats modernes. Ces nouveaux groupements issus, en somme, du même besoin d'association entre semblables, que nous observons à l'origine de la corporation du moyen âge, trouvent bientôt dans l'esprit de lutte de classes, un stimulant nouveau qui facilite leur union sur le plan national puis international.

Par une évolution curieuse, le cadre vertical de l'organisation corporative est remplacé par le cadre horizontal de l'organisation syndicale.

Avant le ^{xvi}^e siècle, la France est déjà le théâtre de troubles sociaux nés de la misère et de l'apparition d'un esprit anticorporatiste.

Après le ^{xvi}^e siècle et jusqu'à la Révolution se développe une nouvelle forme d'association : le compagnonnage, destiné à donner naissance aux associations ouvrières modernes.

Les compagnonnages proviennent directement de l'opposition croissante des classes ouvrière et patronale, qui, née de la misère qu'apporte la révolution industrielle, se développe pendant la période qui va de la Révolution à 1830.

On assiste alors à une véritable tentative d'organisation ouvrière. Favorisée par la Révolution de 1848, poursuivies puis tolérées par le Second Empire, des associations ouvrières naissent spontanément en nombre croissant. Leur action aboutit à la reconnaissance du droit syndical en 1884.

Mais il ne suffit pas aux associations ouvrières d'être reconnues, elles veulent également modifier l'ordre politique et social. A partir de 1884, l'esprit de classe se fortifie et agit progressivement sur les institutions.

CHAPITRE II

Les premières manifestations de l'esprit anticorporatif avant le XVI^e siècle.

Aux XII^e et XIII^e siècles, il n'existe pas encore entre maîtres et valets, la différence qui devait peu à peu s'établir. Le maître n'est qu'un ouvrier plus aisé que le valet ; sa condition sociale est identique. Nous avons vu d'ailleurs que les valets sont le plus souvent logés et nourris par les maîtres et que la vie du métier offre tous les caractères de la vie familiale. En outre, il est courant que le valet devienne maître ; c'est pourquoi, la rivalité intervient peu dans les rapports du travail.

Néanmoins, on trouve déjà trace, à cette époque, d'associations non corporatistes qui préparent les compagnonnages, origine indiscutée du groupement ouvrier.

La réunion des ouvriers pour la construction des cathédrales donne naissance à des confréries qui, comme il a été dit, unissent le plus souvent maîtres et valets dans un sentiment commun de piété religieuse, mais rassemblent parfois uniquement des valets à l'exclusion des maîtres.

L'opinion la plus vraisemblable paraît être celle qui voit dans les confréries ces institutions qui se formèrent aux XII^e et XIII^e siècles entre les artisans, accourus de toutes les contrées de l'Europe, pour travailler à la construction des édifices religieux que la piété multipliait et dont Notre-Dame de Paris, les cathédrales de Cologne, Strasbourg, Chartres, Amiens et Rouen, demeurent les inimitables modèles. Ces confréries furent, sans doute, le berceau des associations de compagnons qui perpétuèrent entre les artisans de toutes les provinces, les liens d'une solidarité professionnelle autrefois cimentée par l'accomplissement d'une œuvre commune (1).

On trouve déjà trace, au XIII^e siècle, d'associations de valets. Ainsi, l'importante confrérie des valets pelletiers de la paroisse de Saint-Germain l'Auxerrois se constitue à cette époque. Il en est de même de nombreuses associations de tailleurs de pierre, comme celle de la cathédrale de Strasbourg. Ces associations se multiplient

(1) MARTIN SAINT-LÉON. — *Histoire des Corporations de Métiers.*

au XIV^e siècle ; le rôle qu'elles jouent alors dans la vie municipale permet d'en souligner l'importance ; par exemple, les chartes de certaines corporations sont désormais accordées à la sollicitation, non seulement des maîtres, mais des compagnons de métiers. Il en est ainsi pour les tailleurs de Rouen et les chaudronniers d'Amiens (1).

Les compagnonnages se réclament d'origines beaucoup plus anciennes. « Les premières associations de compagnonnages se seraient constituées parmi les artisans qui avaient travaillé à la construction du temple de Jérusalem au temps de Salomon. L'architecte du Temple Adoniram aurait donné le premier un « devoir » c'est-à-dire des règlements aux tailleurs de pierre (d'où le nom de la première des associations de compagnonnage « Les Enfants de Salomon »). Emigrés par la suite de Judée, les tailleurs de pierre seraient venus en Gaule où ils auraient reçu le nom de « Compagnons Etrangers » ou de « Loups » (2).

Il est probable que ce ne sont là que légendes, mais rien ne permet de l'affirmer, car ces premières associations ont longtemps conservé leur caractère secret. Néanmoins, il est possible de faire remonter au XIII^e siècle, l'origine des « Enfants de Salomon », du « Père Soubise » et de « Maître-Jacques » ; mais on ne peut affirmer leur existence qu'au XV^e siècle puisque c'est à cette époque que les trois rites du « Devoir de Liberté » (Enfants de Salomon « Loups » et « Gavots ») et du « Devoir », « Loups-Garous », « Enfants de Maître-Jacques » d'une part et d'autre part « Enfants du Père Soubise » se sépareront après des querelles sanglantes dont le souvenir alimentera des haines séculaires » (3).

Ces premières associations suscitent déjà des craintes chez les maîtres. L'ordonnance de 1382 qui abolit les confréries, les actes législatifs relatifs aux bouchers (4) permettent de le croire. En effet, il n'est pas encore possible de constater à cette époque la manifestation d'un véritable esprit de classe. Des conflits éclatent, dressant la classe pauvre contre les « Francs-Bourgeois ».

Le XIII^e siècle voit croître le nombre des protestations des petits contre les grands, des pauvres contre les riches, des mauvais contre les bons.

« Faits révélateurs, il arrive dans certaines villes flamandes, que les ouvriers de la laine soient relégués au delà des remparts, et que par crainte de leurs excès, les portes se ferment derrière eux chaque soir. Mais ces murailles, celles de la haine et de la crainte ne sont

(1) , (2), (4) MARTIN SAINT-LÉON. — *Histoire des Corporations de Métiers*.

(3) CORNAERT. — *Les corporations en France*.

pas infranchissables : elles tomberont bientôt devant les masses des pauvres » (1).

Une ordonnance de 1358 révèle l'existence de rapports assez troublés entre Maîtres drapiers et Compagnons tisserands qui travaillent pour leur compte. Les tisserands disposent d'une organisation ouvrière extérieure à la corporation et en opposition avec celle-ci (2).

Les revendications ouvrières se manifestent déjà, comme en témoigne une ordonnance rendue en janvier 1315 pour la ville d'Arras ; les valets foulons avaient réclamé, des maîtres drapiers, des journées plus longues, des salaires plus élevés, en raison de l'augmentation du poids et des dimensions des étoffes (3).

Le ^{xiv}^e siècle surtout nous permet d'assister à nombre de conflits entre maîtres et compagnons. « Le ^{xiv}^e siècle dans tout l'Occident fut un temps de révolutions, de luttes de métiers pauvres contre métiers riches, d'ouvriers contre maîtres » (4).

En France, les conflits d'ouvriers, sans atteindre la même violence que dans le reste de l'Europe, sont assez nombreux. La première partie du siècle en voit naître un peu partout, mais les ouvriers affirment surtout leurs prétentions après la peste de 1348. Toute la France est en proie à une agitation que l'intervention de l'autorité, dans la fixation des salaires, ne parvient pas à atténuer. A Paris, ils profitent des moindres prétextes pour ne point travailler, vont boire et « si efforcent d'avoir heures d'aller dîner (beaucoup mangeaient à l'atelier) et de prendre deux sols ou trois de ce qu'ils faisaient devant pour six et huit deniers et contredient à mettre en œuvre les compagnons étrangers ».

En 1395, les compagnons prétendent « aller en besogne et laisser œuvre à telles heures comme bon leur semble, soit ce qu'ils facent paier de leurs journées tout autant comme se ils faisaient besongnes tout au long d'un jour » (5).

On signale même que les vigneron des régions de Sens et d'Auxerre quittent leur travail de midi à trois heures et réclament néanmoins des augmentations de salaires.

Les agitations ouvrières continuent au début du ^{xv}^e siècle et l'on voit même apparaître des coalitions. Ainsi en 1420, une quinzaine de compagnons couturiers d'Orléans se sont rassemblés et « entre eux ont fait monopole qu'aucun d'eux dorénavant ne ferait garrements (vêtements) doublés à usage d'homme à moins de

(1), (4), (5) CORNAERT. — *Les Corporations en France*.

(2), (3) D'après MARTIN SAINT-LÉON. — *Histoire des Corporations de Métiers*.

cinq sous dont ils n'avaient accoutumé avoir d'ancienneté que quatre sous Parisis » (1).

Si bien qu'au début du xvi^e siècle, les confréries sont devenues des centres d'agitation. Le germe des grèves contemporaines et de la mise en interdit se trouve déjà dans l'organisation de combat de mainte confrérie, notamment de celle des imprimeurs de Lyon dont nous reparlerons plus tard.

Pourtant, ne voyons là que les symptômes encore mal définis de la naissance d'un esprit différent de l'esprit corporatiste. L'artisan obéit encore à son maître, mais n'a plus pour lui la même confiance et la même vénération qu'autrefois ; le maître n'a plus pour son ouvrier le même bon vouloir amical et protecteur.

Les sociétés des compagnons se fondent, comme une menace future pour l'unité de la corporation ; elles expriment un état d'esprit nouveau qui prendra de l'ampleur au cours du xvi^e siècle, et provoquera un accroissement très net du nombre des conflits sociaux.

(1) Henri SÉE. — *Histoire économique de la France*, t. 1.

CHAPITRE III

L'évolution de l'esprit d'association du XVI^e siècle à la Révolution.

Les compagnonnages.

Nous avons vu apparaître au xvi^e siècle des techniques et une organisation du travail modernes. Nous avons noté la naissance de grandes entreprises, principalement dans l'imprimerie et les métiers du drap et de la toile. A leur tête, des hommes d'action tentent de briser les obstacles que le régime corporatif leur oppose. Ces hommes nouveaux trouvent dans la recherche du profit un stimulant qu'ignoraient les artisans du moyen âge qui écrivaient sur leurs registres : « qui bon compte tenra, paradis gaignera » (1). Le prêt à intérêts, légitimé par les princes, le sera bientôt par l'Eglise.

Résultant du développement économique qu'ont permis les grandes découvertes, l'ouverture de nouveaux marchés (l'Orient pacifié par la conquête turque, et le Nouveau Monde), et l'afflux des métaux précieux, les prix montent et annoncent la transformation morale qui fera de la poursuite du gain le but de toute activité industrielle ou commerciale.

En même temps « l'exaltation des valeurs purement intellectuelles, par la Renaissance, diminue encore le crédit du travail manuel, creuse le fossé entre ceux qui commandent l'ouvrage et ceux qui l'exécutent » (2). Le monde du travail se transforme par l'augmentation du nombre des ouvriers auxquels viennent s'ajouter les membres de la classe artisanale que les grands entrepreneurs ont réduits à leur dépendance.

Il est facile de comprendre dans ces conditions le développement des associations ouvrières, confréries et surtout compagnonnages, qui se multiplient au xvi^e siècle. Le nombre des mesures prises contre elles en témoigne. En novembre 1533 une ordonnance de François I^{er} interdit les confréries, en août 1539 une ordonnance lève l'interdiction des confréries de caractère religieux et charitable, mais interdit les compagnonnages. D'autres ordonnances,

(1) Cité par CORNAERT. — *Les Corporations en France*.

(2) CORNAERT. — *Ibid.*

repreuant les mêmes dispositions, sont promulguées en 1566 et 1579. L'abondance même de cette législation prouve son inefficacité.

Sans doute apparaît-il aux environs de 1645-1650 des groupes d'ouvriers qui sont prêts à se plier, par scrupule religieux, à toutes les exigences des patrons. Il se crée même, sous l'inspiration des jésuites, une compagnie du Saint-Sacrement qui obtient par deux fois, en 1645 et en 1655, la condamnation des compagnonnages par la Sorbonne. Mais l'indifférence religieuse a déjà gagné la classe des compagnons puisque l'on voit, chez les selliers par exemple, des catholiques reçus par des huguenots et des huguenots reçus par des catholiques.

Les compagnonnages apparaissent bien comme les premières organisations ouvrières opposées aux patrons ; alors que se relâchent les liens des maîtres et des compagnons, ils réalisent l'union des travailleurs dans un cadre plus large que la corporation. Tandis que la corporation s'insère dans le cadre local, le compagnonnage s'organise sur le plan national et même international. Tels les chapeliers de Paris et de Bruxelles (1).

L'étendue de ce cadre prouve bien l'apparition d'un nouvel esprit né de la conscience qu'ont les compagnons de toutes les régions, de se trouver dans les mêmes conditions sociales et de posséder des intérêts communs ; ce nouvel esprit résulte pour partie de la pratique du « Tour de France » qui se généralise au xvi^e siècle et auquel correspond en Allemagne une pratique analogue : « la Wanderschaft ».

Les compagnons, une fois séparés de leurs patrons et unis dans certaines associations particulières, sont promptement conduits à en multiplier le nombre et à leur donner une autre forme. Ceux que les statuts condamnent à un stage de plusieurs années ou que leur pauvreté réduit à demeurer compagnons toute leur vie, préfèrent s'instruire en allant de ville en ville, et courir les chances de la fortune plutôt que de demeurer toujours dans le même atelier (2).

Le compagnon, qui entreprend son Tour de France pour apprendre son métier, est aidé dans chaque cité par son compagnonnage. Arrivé dans une ville, il rend visite à une « mère » qui s'occupe de le nourrir et de le loger. La « mère » l'abouche avec un « rouleur » chargé spécialement d'accueillir les étrangers et de les placer. Quand il quitte la ville, les compagnons de son métier le reconduisent jusqu'à une certaine distance.

Ces pratiques contribuent au développement d'un large esprit de solidarité entre compagnons qui va jusqu'à une véritable et

(1) D'après CORNAERT. — *Les Corporations en France*.

(2) LEVASSEUR. — *Histoire des Classes ouvrières en France jusqu'en 1789*.

souvent touchante confraternité. L'assistance, par exemple, est le grand devoir du compagnonnage. Le compagnon qui vient à manquer d'argent en voyage bénéficie d'un crédit ou reçoit en prêt la somme dont il a besoin. « Tombe-t-il malade? on l'assiste. Meurt-il? on suit son enterrement, on prie Dieu pour son âme, puis on fait la « guilbrette » sorte de cérémonie où l'on s'embrasse et où l'on jette de la terre sur la tombe » (1).

Cette solidarité est encore renforcée par le caractère secret des compagnonnages ou du moins de la plupart d'entre eux. En effet, les maîtres qui voient en ces associations des groupements susceptibles de s'opposer à leurs volontés, cherchent à les éliminer.

A Dijon, les maîtres nomment un « maître embaucheur pour faire pièce au compagnonnage ; à Reims, les règlements défendent aux compagnons d'exiger de l'argent pour former une boîte commune », de se mêler du placement de la main-d'œuvre ; à Lyon, à Tours, on leur interdit de tenir des assemblées. « Le plus souvent la haine des échevins et des gros bourgeois, qui les voyaient avec terreur élever une puissance rivale de la leur, les dénonçaient comme les causes des renchérissements et des grèves et les faisaient proscrire. Ainsi, au xvi^e siècle, une ordonnance de l'échevinage d'Amiens défend aux ouvriers du métier de la draperie de s'assembler plus de quatre à la fois et d'avoir une bourse commune ; une autre accuse les ouvriers tanneurs de conspirer pour faire, sans aucune raison légitime, augmenter leurs salaires » (2).

Les pouvoirs publics considèrent les compagnonnages comme des ferments d'agitation et les poursuivent de leur hostilité ; « de la fin du xvii^e siècle à la Révolution on ne compte pas les mesures de police, déclarations, arrêts, lettres patentes, édits, ordonnances, qui interdisent soit les initiatives des compagnonnages, soit leur existence » (3).

Aussi les groupements ouvriers se réfugient-ils dans le secret et l'illégalité.

Les cérémonies d'initiation et les rites singuliers des compagnonnages stimulent le zèle du néophyte qui, en tant qu'homme, est attiré par le mystère et la perspective de détenir des secrets qui lui confèrent à ses yeux une importance particulière.

Par ailleurs, les compagnons « vivent ensemble » et « boivent ensemble » « rituellement et obligatoirement, percevant parfois un droit de « gueulage » sur celui d'entre eux qui ne boit pas » (4).

(1) MARTIN SAINT-LÉON. — *Histoire des Corporations de Métiers.*

(2) LEVASSEUR. — *Histoire des Classes ouvrières en France avant la Révolution.*

(3) CORNAERT. — *Les Corporations de France.*

(4) MAUNIER. — *Essai sur les groupements sociaux.*

Le compagnonnage réunit ainsi tous les caractères d'un véritable groupement social cohérent et spontané et, bien que le plus souvent, les compagnons restent désarmés vis-à-vis de leur employeur, ils arrivent dans certains métiers à constituer de robustes associations. Le compagnonnage devient un foyer d'agitation, fomentant des grèves ou « cabales » et se révèle dès son origine « une puissante machine de combat ».

Quelques grèves longues et âpres éclatent au ^{xv}^e siècle. Ainsi la grève des ouvriers imprimeurs de Lyon provoquée en 1539 par la question des salaires et de la limitation du nombre des apprentis, ne trouve sa solution qu'en 1541. L'intervention de l'autorité entraîne la défaite complète des ouvriers.

L'édit du 28 décembre 1541 s'exprime ainsi : « C'est donner exemple et occasion aux autres compagnons et serviteurs de métiers qui sont en notre royaume, de faire quelquefois le semblable, qui est un vrai fondement et entretenement de mutineries et séditions, qui tournent à la fin au grand détriment de la chose publique » (1). Pour la même raison (mauvais exemple donné aux ouvriers) un nouveau conflit éclate à Lyon en 1571 entre les maîtres imprimeurs et leurs compagnons ; il se termine par l'échec partiel de ces derniers.

Mais, les compagnons luttent partout. Ils réclament l'augmentation de leurs salaires, refusent le travail qu'on leur propose, s'embauchent pour des délais dérisoires, monopolisent le placement, menacent et maltraitent les maîtres. A Dijon, en 1528, l'augmentation du prix de la vie fait naître des troubles que l'autorité réprime ; en 1552, on enjoint aux compagnons de « travailler de leur état sinon de quitter la ville dans les dix jours, sous peine du fouet » ; en 1560, nouvelles menaces ; en 1578, « on leur ordonne de couper leurs grandes barbes parce que plusieurs en profitent pour rester inconnus et continuer leurs maléfices » ; en 1581, on interdit leurs attroupements et cortèges armés » (2). A Bourges, de 1574 à 1583, à Troyes, de 1580 à 1594, les conflits se succèdent, violents. A Paris, de 1560 à 1580, les cordonniers font « monopoles et débauches à l'encontre des maîtres » ; les bouchers menacent les leurs de leurs couteaux ; en 1569, il est défendu aux boulangers « d'eux assembler, monopoliser, porter épées, dagues et autres bâtons offensibles, de ne porter aussi manteaux, chapeaux et hauts-de-chausses, sinon es jours de dimanches et autres fêtes auxquels jours seulement leur est permis porter chapeaux, chausses et man-

(1) Henri SÉE. — *Histoire économique de la France*, t. I.

(2) CORNAERT. — *Les Corporations en France*.

teaux de drap gris ou blanc et non autre couleur » (1). Au travail, ils doivent être continuellement en chemise, caleçon, sans hauts-de-chausses et en bonnet, de façon à ne pas pouvoir sortir à leur guise.

A cette violente agitation du ^{xvi}e siècle succède une période plus calme, mais l'esprit d'association entre ouvriers fait des progrès d'autant plus rapides que la condition des compagnons se fait plus mauvaise. C'est pourquoi les conflits du travail deviennent un mal endémique. Dès la fin du ^{xvii}e siècle, on voit des groupes d'ouvriers s'engager par contrats en forme passés devant notaire, à se soutenir mutuellement en cas de contestations avec leurs patrons. Les conflits naissent partout : les maçons à Paris en 1660 ; de 1660 à 1662 les papetiers en Auvergne ; en 1664 les garçons boulangers à Bordeaux ; les garçons cordonniers à Toulouse. D'autres conflits éclatent à Paris, à Lyon, à Montpellier, à Toulouse et à Dijon.

Puis s'ouvre en 1685 une période d'agitation due à la hausse des prix de la vie et aux difficultés monétaires.

Autour des années 1687, 1689, on note des violences exercées par les compagnons contre les maîtres. A la fin du ^{xviii}e siècle, une grève de plusieurs milliers d'ouvriers du textile à Darnetal dure un mois. Parfois les compagnons créent des caisses de résistance qui leur permettent, comme à Paris, de faire grève quand ils le veulent.

Puis les troubles sociaux, cabales et mutineries continuent, toujours plus violents et plus difficiles à résoudre. L'effervescence se manifeste partout, encore avivée par l'apparition des premières mécaniques. Elle ne fera que croître jusqu'à la Révolution.

Ainsi à Lyon, en 1744 éclatent des troubles très graves à l'annonce de la nouvelle du rétablissement d'un droit de trois cents livres autrefois exigé des ouvriers tisseurs qui voulaient s'établir maîtres. Vingt mille ouvriers dominent la ville pendant quelques jours.

A Sedan, en 1712, se produit une grève qui offre une particularité intéressante, car les grévistes assurent l'efficacité de leur résistance, en empêchant toute reprise du travail et en menaçant d'une forte amende quiconque leur désobéirait.

Une autre grève mérite également d'être signalée : celle des ouvriers relieurs de Paris en 1776 ; comme les ouvriers chapeliers du ^{xviii}e siècle, les compagnons disposent de quoi l'entretenir : ils ont une bourse commune que grossissent des prélèvements temporaires opérés sur la paie. Le conflit, qui eût pu se prolonger longtemps, se termine d'ailleurs rapidement par un coup de force de l'autorité publique.

(1) Cité par CORNAERT. — *Les Corporations en France.*

On peut dire que le ^{xvii}e et le ^{xviii}e siècles consacrent l'apparition d'un esprit nouveau qui ressemble déjà par certains côtés à ce qui est l'esprit moderne de lutte de classes.

A cette époque, en effet, l'exclusivisme patronal détermine des réactions brusques, souvent violentes de la part des ouvriers. Sans doute, les compagnonnages ne groupent-ils encore les ouvriers que de façon imparfaite ; ils n'apparaissent que dans certains métiers (tailleurs de pierre, menuisiers, charpentiers, forgerons) qui correspondent en général au Tour de France ; d'autre part, des luttes, inspirées de l'esprit de corps le plus étroit, éclatent entre devoirs rivaux. On a même nié que les compagnonnages aient pu s'apparenter à des associations ouvrières modernes : « On a beaucoup écrit sur ces compagnonnages, restés mystérieux en raison des rites secrets dont ils aimaient à s'entourer et l'on a parfois tendance à les opposer aux corporations et à voir en eux la préfigure des associations ouvrières des temps modernes. Je pense que pour apprécier sainement une situation très différente de la nôtre il faut se débarrasser d'analogies ou de comparaisons un peu sommaires » (1).

Il semble pourtant que les manifestations relatées dépassent la simple analogie et imposent la comparaison.

En réalité si les compagnonnages n'ont pas eu l'esprit de classe, ils ont obéi à l'intérêt de groupe et marqué une opposition résolue à l'esprit corporatif de solidarité *dans la profession*. Ils se sont placés en marge de la profession contre les maîtres, formant ainsi autant de *classes ouvrières professionnelles* qu'il y avait de compagnonnages distincts. Ils se trouvaient donc préparés à recevoir l'enseignement des prédicateurs socialistes et à passer de l'intérêt de classe professionnelle à l'intérêt de classe ouvrière ; par là, s'impose la comparaison des compagnonnages aux syndicats ouvriers. Les premiers déjà dénoncent la duperie de la solidarité professionnelle, dont les seconds feront un article de foi révolutionnaire.

A la veille de la Révolution, les compagnonnages manifestent une activité intense ; les grèves et les révoltes sont fréquentes, stimulées par une situation économique défavorable.

A Lyon, en 1787, 20.000 ouvriers « attendent leur subsistance de la charité publique ». A Paris, sur 650.000 habitants, le recensement de 1791 comptera 118.000 indigents. La misère aigrit les esprits. A Nantes, les garçons perruquiers refusent tout travail. Les ouvriers de la manufacture de tapisseries des Gobelins sont en pleine insurrection. A Saint-Etienne, Nîmes, Lyon, les émeutes ont un caractère des plus redoutables. A Paris, 3.000 ouvriers suspendent leur

(1) Olivier MARTIN. — *L'organisation corporative*.

travail, en 1789. Les ouvriers du faubourg Saint-Antoine fournissent les agents les plus actifs de l'agitation (1).

Pendant la Révolution, les compagnonnages se montrent hostiles aux maîtres ; il en est ainsi à Marseille pour les ouvriers chapeliers, menuisiers et cordonniers. Les cordonniers réclament l'abolition des maîtrises ; les chapeliers se plaignent que les maîtres emploient un plus grand nombre d'apprentis que ne le permettent les statuts, ce qui oblige les compagnons à s'expatrier.

Le décret d'Allarde, des 2 et 17 mars 1791, supprime les corporations mais ne satisfait pas les compagnonnages qui, habitués à l'indocilité, s'agitent avec violence d'autant plus qu'à la crise industrielle de 1787 a succédé le resserrement de la vie économique et la dépréciation des assignats, ce qui aggrave encore les misères ouvrières.

On accuse alors les ouvriers de reconstituer les corporations. « Le Moniteur » du 29 avril écrit : « Des ouvriers de quelques professions se réunissent journellement en très grand nombre, se coalisent, taxent arbitrairement ».

C'est pourquoi la loi Le Chapelier viendra interdire toute coalition et toute association d'ouvriers ou de maîtres. Elle prévient « tant les coalitions que formeraient les ouvriers pour faire augmenter le prix de la journée de travail que celles que formeraient les entrepreneurs pour les faire diminuer ».

En somme, si l'on ne peut affirmer la naissance d'un esprit de classe intolérant, l'ancien régime permet d'assister au déclin rapide de l'esprit corporatiste, que remplace chez les ouvriers le sentiment d'une indéniable solidarité. Les contours encore flous des classes patronales et ouvrières se développeront à mesure des progrès de la révolution industrielle.

(1) Germain MARTIN. — *Les Associations ouvrières au XVIII^e siècle.*

CHAPITRE IV

La misère ouvrière, résultat de la « Révolution industrielle ».

La grande industrie moderne naît en Angleterre dans le dernier tiers du XVIII^e siècle. Elle permet désormais une production considérable qui commande une circulation élargie et distribue les richesses suivant un mode particulier. Les machines conditionnent son développement ; elles entraînent une immense accumulation de travail humain auquel s'oppose « l'amas grandissant et formidable des capitaux » (1).

La grande industrie est responsable de l'accroissement de la distance qui sépare les classes ouvrières et patronales. Les entreprises ont désormais besoin de gros capitaux, alors que l'artisan pouvait se contenter des faibles sommes nécessaires à l'achat de ses outils et de ses matières premières. Il leur faut de larges débouchés tandis que l'artisan ne travaillait que sur commande et pour une clientèle locale. Elles emploient un très grand nombre d'ouvriers alors que l'artisan se contentait de quelques collaborateurs.

Or, la grande industrie et le machinisme, dont elle résulte, n'augmentent pas seulement le nombre des ouvriers ; elles en transforment la condition. Tout d'abord la machine crée du chômage, car elle se substitue aux hommes dont elle remplace souvent un nombre considérable. Il importe peu de savoir si au bout d'une période plus longue, les chômeurs recevront de nouveau du travail puisque, permanent ou temporaire, le chômage a les mêmes effets sociaux : misère et haine.

Les deux classes de producteurs se différencient maintenant très nettement : « L'une donne son travail et ne possède rien d'autre, vend la force de ses bras et le temps de sa vie pour un salaire ; l'autre détient le capital, possède les usines, les matières premières, les machines, et perçoit profits et bénéfices » (1). La classe ouvrière augmente tandis que l'autre s'enrichit, la première n'est rémunérée d'un travail incessant que par une subsistance précaire, tandis que la seconde jouit de tous les bienfaits d'une civilisation matérielle

(1) Paul MANTOUX. — *La Révolution industrielle au XVIII^e siècle.*

raffinée. Cette opposition, ainsi que l'accroissement simultané du nombre et de la richesse, sans que cette richesse paraisse profiter au nombre à proportion de l'effort fourni pour la créer, se manifeste partout à la fois et partout détermine un même courant d'idées et de passions (1).

D'autre part, le travail de l'ouvrier change de caractère ; alors qu'il possédait une certaine initiative et qu'il lui était possible dans certains cas de manifester son originalité, l'ouvrier se voit désormais confiné dans des travaux de surveillance où la qualification professionnelle est de moins en moins nécessaire : le recours massif à la main-d'œuvre des femmes et des enfants au début du XVIII^e siècle peut en témoigner.

Voici ce qu'en pense le compositeur typographe Adolphe Boyer en 1841 : « Maintenant, avec la division du travail, les procédés nouveaux et les machines, la plupart des états tendent à devenir purement mécaniques et les ouvriers de toutes les professions seront bientôt rejetés dans la classe des hommes propres à tout faire... Bientôt, on n'aura plus besoin de travailleurs que pour tourner des manivelles, porter les fardeaux et faire les courses ; il est vrai qu'ils auront l'instruction primaire, c'est-à-dire que leur intelligence sera assez développée pour comprendre que la société les rejette comme des parias. Par la simplification dans les moyens de fabrication, l'homme n'a plus besoin ni de sa force physique ni de son aptitude et n'est pas plus nécessaire qu'un enfant (2). »

Ce n'est plus le travailleur dans l'usine qui détermine le rythme du travail : l'ouvrier est le serviteur, le servant d'un outillage fonctionnant suivant un rythme qui lui est propre (3).

L'ouvrier-artisan d'autrefois devient un ouvrier d'entreprise et descend dans l'échelle sociale. Par exemple, à Mazamet, centre de délainage des peaux, les ouvriers peigneurs de laine, accomplissaient un travail pénible, mais jouissaient en contre-partie, d'un certain nombre d'avantages. « Leurs salaires étaient plus élevés (de 50 % environ) que celui des autres ouvriers du textile ; ils formaient une sorte d'aristocratie ouvrière ; on les appelait les gentilshommes peigneurs ; ils refusaient au cabaret de boire avec les autres ouvriers. Cette catégorie de privilégiés a disparu avec l'introduction du peignage mécanique. Les ouvriers qui conduisent les métiers de peignage ne touchent plus un salaire supérieur à celui de leurs camarades » (4).

(1) D'après Paul MANTOUX. — *La Révolution industrielle au XVIII^e siècle*.

(2) DOLLÉANS. — *Histoire du Mouvement ouvrier*.

(3) SIEGFRIED. — *La Révolution industrielle et ses répercussions sur les problèmes de notre temps*.

(4) PIROU. — *Les Cadres de la vie économique*.

Là encore, le machinisme n'a que des effets temporaires, puisque, par la suite, quantité de qualifications professionnelles apparaissent autour des machines. Néanmoins cet abaissement du niveau du travail, demandé à l'ouvrier, fait naître un état d'esprit qui, lui, demeurera.

D'ailleurs le machinisme exerce également sur la condition des ouvriers une action permanente. Le travail d'exécution se sépare de plus en plus du travail de direction. « Dans la grande usine moderne une scission s'opère : d'un côté la direction, œuvre de l'entrepreneur qui, aidé des chefs de services techniques, agence et coordonne l'affaire ; de l'autre côté l'exécution, œuvre d'une masse d'ouvriers dont chacun est cantonné dans un travail parcellaire et subalterne » (1).

Par ailleurs, les bénéfices, que permet l'entreprise capitaliste, éloignent encore les patrons des ouvriers ; il se crée une classe patronale à laquelle l'ouvrier a de moins en moins de chances de pouvoir accéder.

Il est clair que l'ouvrier ne peut plus se sentir solidaire d'un patron que souvent il n'a jamais vu ou d'une entreprise dont il recevra toujours le même salaire, quels qu'en soient les résultats d'exploitation.

Au contraire, il se sent proche, non seulement des ouvriers de l'entreprise qui l'emploie, mais aussi des ouvriers d'entreprises différentes, dont la condition sociale est la même que la sienne.

L'affirmation de la conscience de classe trouve un stimulant puissant dans la misère résultant de la révolution industrielle qui se manifeste surtout à partir de la Restauration. De nombreuses enquêtes générales et individuelles en témoignent. Le Dr Guépin écrit ce qui suit sur l'ouvrier nantais en 1835 : « Si vous voulez savoir comment il se loge, allez par exemple à la rue des Fumiers, qui est presque exclusivement occupée par cette classe ; entrez en baissant la tête dans un de ces cloaques ouverts sur la rue et situés au-dessous de son niveau. Il faut être descendu dans ces allées où l'air est humide et froid comme une cave ; il faut avoir senti son pied glisser sur le sol malpropre et avoir craint de tomber dans cette fange pour se faire une idée du sentiment pénible qu'on éprouve en entrant chez ces misérables ouvriers. De chaque côté de l'allée et par conséquent au-dessous du sol, il y a une chambre sombre, grande, glacée dont les murs suintent une eau sale ; recevant l'air par une espèce de fenêtre demi-circulaire qui a deux pieds dans sa plus grande élévation. Entrez, si l'odeur fétide qu'on y respire ne vous fait pas reculer. Prenez garde, car le sol inégal n'est ni pavé

(1) PIROU. — *Les cadres de la vie économique.*

ni carrelé, ou au moins les carreaux sont recouverts d'une si grande épaisseur de crasse qu'on ne peut nullement les apercevoir. Vous voyez ces trois ou quatre lits, mal soutenus et penchés à cause que la ficelle qui les fixe sur leurs supports vermoulus n'a pas elle-même bien résisté. Une paillasse, une couverture formée de lambeaux frangés, rarement lavée, parce qu'elle est seule ; quelquefois des draps, quelquefois un oreiller, voilà le dedans du lit. Des armoires, on n'en a pas besoin dans ces maisons. Souvent un métier de tisserand ou un rouet complètent l'ameublement... c'est là que souvent, sans feu l'hiver, sans soleil le jour à la clarté d'une chandelle de résine le soir, des hommes travaillent pendant quatorze heures pour un salaire de quinze à vingt sous » (1).

L'enquête du Dr Villermé aboutit à des conclusions analogues : les ouvriers vivent dans la plus grande gêne, souvent dans la misère ; leurs salaires sont bas ; leur alimentation déficiente, leurs ateliers insalubres ; ils travaillent jusqu'à quinze heures par jour et leur santé s'en ressent.

Comment s'étonner, dans ces conditions, de la naissance d'un esprit de classe. Déjà rapprochés matériellement par leur concentration dans les usines, les ouvriers le sont moralement par la misère. Car la misère unit comme la richesse sépare. Entassés dans les mêmes quartiers, autour des usines, assistant au spectacle quotidien de leurs malheurs communs, les ouvriers se sentent les victimes d'une même malédiction ; d'abord résignés, ils ne tardent pas à s'unir dans une même haine de ces riches qui les exploitent.

La période qui s'écoule de la Révolution à 1830 est dure aux ouvriers. Mais on n'y observe pas véritablement un mouvement susceptible de modifier la condition ouvrière. Ceux qui sont déjà des « prolétaires » ne savent pas encore s'unir pour faire triompher leurs revendications.

D'ailleurs les lois et la réglementation de cette période sont sévères pour les groupements de toute sorte et la conscience de classe ne se traduira dans les faits que plus tard, par des groupements organisés.

Nous avons vu la loi Le Chapelier interdire tous les corps intermédiaires entre l'individu et l'Etat « parce que le but de ces unions qui se propagent par tout le royaume et qui ont déjà établi entre elles des correspondances, est de forcer les entrepreneurs à augmenter le prix de la journée ». Voilà bien la raison secrète de la loi Le Chapelier. Non seulement la bourgeoisie ne partage pas la misère du peuple, mais d'une manière brutale elle en profite, puisque la propriété des machines lui permet de gagner beaucoup

(1) D'après DOLLÉANS. — *Histoire du Mouvement ouvrier.*

plus en payant la main-d'œuvre à peine davantage (1). Elle se rend déjà compte du danger que représente pour elle l'union des ouvriers. C'est pourquoi « l'attention des fonctionnaires est dès lors dirigée vers un but étrange : empêcher les hommes de s'unir, poursuivre en eux cet instinct de solidarité qui est le vivant ressort des sociétés. Au nom de la nature et de la liberté, ils proscrivent l'entr'aide » (2).

Ainsi la Révolution qui crée politiquement un état de choses nouveau, laisse la masse des ouvriers dans la plus sombre détresse. L'individualisme, sous prétexte d'assurer la liberté de l'homme, isole le travailleur, et le livre à la merci des plus forts. Ainsi sous la pression de la couche supérieure du tiers et d'un patronat déjà fortement constitué elle refuse aux salariés, le droit de se concerter pour réagir contre les souffrances qui les accablent.

Sous le Consulat et l'Empire, les lois concernant la classe ouvrière demeurent presque purement policières. « Il ne s'agit pas de protéger les travailleurs contre le surmenage ou contre les abus de toute espèce mais de les astreindre à une obéissance étroite et vis-à-vis du pouvoir de l'Etat et vis-à-vis du patronat » (3). La bourgeoisie entend sauvegarder son autorité : ce qui se traduit par une législation de classe. Par exemple en ce qui concerne le contrat de travail, la parole du patron constitue une preuve ; non celle de l'ouvrier (article 1781 du Code civil). La loi de Germinal an XI fait du livret ouvrier un moyen de contrôle policier. Elle punit les coalitions d'ouvriers de six mois de prison, tandis que les coalitions de maîtres ne sont passibles que de 100 francs à 3.000 francs d'amende. En outre, la loi Le Chapelier est renforcée par l'article 291 du Code pénal qui requiert l'autorisation du gouvernement pour la constitution de toute association de plus de vingt personnes. Une loi de 1834 réduira ce nombre à dix.

La législation de la Restauration continue celle de l'Empire et poursuit les associations ouvrières. Mais le calme relatif de cette période ne doit pas donner à croire que la mentalité prolétarienne n'ait pas évolué de 1815 à 1830. Les idées de Saint-Simon et de Fourier se répandent. Les mutualités professionnelles, nées sous l'Empire qui les tolérait, continuent à servir de refuge aux associations de métiers : les typographes de Marseille forment en 1820 la société de prévoyance et de secours et ceux de Lyon en 1822, la société mutuelle. Les plombiers et les zingueurs parisiens créent une nouvelle mutualité en 1819. Les mécaniciens de la capitale ne

(1) D'après HALÉVY. — *Essais sur le Mouvement ouvrier en France.*

(2) Daniel HALÉVY. — *Ibid.*

(3) PAUL-LOUIS. — *Histoire de la Classe ouvrière en France.*

fondent pas moins de cinq associations de 1819 à 1825 et leur exemple est suivi par les ouvriers de la voiture. La mutualité des boulangers remonte à 1820. Celle des fondeurs (chapeliers) date de 1817. Elle s'adjoint une bourse auxiliaire de chômage qui ne tarde pas à être dissoute par le pouvoir. La mutualité des fondeurs et mouleurs de cuivre se crée en 1820 (1).

Néanmoins toutes ces mutualités ne représentent qu'un effectif de salariés assez restreint. En 1823, il existe à Paris, 160 mutualités dont 132 comptant 11.000 membres.

Mais l'action ouvrière se manifeste surtout sous la forme de sociétés secrètes qui se développent sous la Restauration. Beaucoup de ces sociétés continuent le compagnonnage. La mobilité (motif premier de leur existence) (2), et leur tradition de mystère et de rites secrets, sont des obstacles aux poursuites judiciaires. Les indiscrétions étaient rudement châtiées ; par exemple, en 1836, un assassinat est décidé et exécuté par les cordonniers.

« Chose instructive et curieuse : à vouloir interdire l'association professionnelle, les pouvoirs ne gagnèrent que d'en perpétuer une forme brutale dont l'influence mauvaise a longtemps pesé sur l'ouvrier français » (3).

Ainsi le compagnonnage subsiste. Et malgré l'exiguité de son champ d'action, il reste une discipline de classe.

C'est pourquoi parfois, pendant cette période, des coalitions se forment, que les lois pénales ne suffisent pas à interdire.

Ainsi sous l'Empire, les ouvriers papetiers qui semblent assez fortement organisés ne craignent pas de mettre certains patrons « en interdit ». Ainsi en 1822, se déclenche une grande grève de la charpente parisienne ; le préfet de police édicte des arrestations.

Mais, en général, l'opposition et la surveillance de l'autorité entravent ces mouvements. Les ouvriers ne sont pas encore capables de défendre leurs intérêts collectifs ; à ce point qu'on a pu nier l'existence à cette époque du sentiment de classe.

Bien des bourgeois se déclarent satisfaits des ouvriers auxquels ils trouvent bon esprit. Ainsi la Chambre de Commerce d'Orléans pense que : « les ouvriers sont bons, reconnaissants même des secours qu'on leur donne parfois. Ils n'ont guère l'usage du livret. Le vin étant à bon marché, ils perdent des journées au cabaret ».

Mais là n'est-ce pas qu'apparence, ou cas particulier ? Ne faut-il pas attribuer l'absence de revendications d'une classe prolétarienne à l'inexpérience des ouvriers en matière de groupement, aux tracas-

(1) PAUL-LOUIS. — *Histoire de la Classe ouvrière en France.*

(2) Puisqu'ils tirent leur origine du Tour de France.

(3) HALÉVY. — *Essais sur le Mouvement ouvrier en France.*

series policières et (sauf dans quelques centres) à la rareté des grandes agglomérations ouvrières? Nous nous rallions à cette opinion : la conscience de classe existe désormais. La bourgeoisie le sait puisqu'elle s'oppose sans relâche aux efforts des ouvriers pour s'unir.

La révolution industrielle a précipité la formation d'un nouvel état d'esprit amorcé alors même qu'il existait encore des corporations : dès les premières années du XVIII^e siècle, on peut constater l'existence de deux classes, deux classes déjà ennemies.

CHAPITRE V

Le développement de l'esprit ouvrier d'association de 1830 à 1848.

Le développement de l'esprit d'association ouvrière revêt à partir de 1830 un aspect nouveau. Constatons d'abord que la transformation de l'industrie est plus rapide sous la Monarchie de Juillet que sous la Restauration. Bien que la petite industrie conserve une place prédominante, la grande industrie se développe à cette époque avec les progrès du machinisme et de la concentration.

Puis, les grèves et l'agitation sociale prennent à cette époque une ampleur qu'elles n'avaient pas encore connue. Par ailleurs, la classe ouvrière ne commence à s'organiser sérieusement que sous la Monarchie de Juillet, conséquence surtout de l'activité politique née de la Révolution de 1830.

Enfin, les premiers journaux ouvriers datent de cette époque.

La grande industrie occupe sous la Monarchie de Juillet une place déjà importante puisque le recensement de 1851 lui attribue 24.000 patrons et 1.300.000 ouvriers.

Le rôle des patrons tend à s'étendre ; il existe une classe en grande partie nouvelle, celle que l'on a pu appeler « la féodalité nouvelle » et déclarer plus dure et plus despotique que la féodalité du moyen âge : « Aristocratie d'argent et d'industrie qui sous la Monarchie de Juillet rivalise d'influence avec l'ancienne aristocratie foncière et même tend à la primer » (1).

Ces patrons jouent un rôle primordial dans la naissance du mouvement syndical. L'industrialisation de régions riches en matières premières constitue des agglomérations qui deviennent rapidement de véritables villes fondées et possédées par quelques financiers. Ainsi le Creusot est représenté par un seul homme : Schneider. « 10, 20, 30.000 hommes habitués d'ailleurs à l'obéissance, reconnaissent son autorité absolue ; il profite de la simplicité de ces foules enfantines. Il veut les avoir pour ainsi dire dans sa main et être aussi sûr d'elles que de ses propres machines. Il considère ces

(1) Cité par Henri SÉE. — *Histoire économique de la France.*

ouvriers, leurs femmes, leurs enfants, leurs domiciles comme les dépendances de ses usines » (1).

Les fondateurs d'industries sont en général des hommes que l'on vénère, ils sont constamment dans les ateliers ; on peut leur parler, ils répondent avec bonhomie. « Grâce à eux quelque chose de vivant et d'humain subsiste dans les usines » (2). Mais ils sont remplacés par des successeurs inégaux sous lesquels commence à s'exercer le règne anonyme des bureaux. Les ouvriers deviennent les fiches d'une administration, ils perdent contact avec les patrons en qui ils ne voient plus que les détenteurs de privilèges injustifiés.

En outre, les débuts de la grande industrie entraînent la crise du logement puisque des milliers d'ouvriers s'entassent rapidement autour des usines ; l'hygiène est souvent déplorable.

Quant aux salaires, il est difficile de les apprécier ; on sait du moins que le travail des femmes et des enfants les maintient à un taux qui ne permet aux ouvriers qu'une existence précaire. S'il survient une crise, c'est le chômage et la misère.

A partir de 1830, l'agitation sociale croît en violence. Les grèves éclatent un peu partout. A Lyon, en 1831, les ouvriers réclament une augmentation de salaire. N'obtenant pas satisfaction, ils se révoltent ; les troupes rétablissent l'ordre. Mais ces troubles qui n'ont pas de caractère politique, qui ne sont dus qu'à la faim, entraînent en 1834 une insurrection particulièrement violente, dont le caractère est cette fois nettement antipatronal.

A Anzin en 1833 éclate une véritable émeute.

A Paris en décembre 1833, se forment d'importantes coalitions de cambreurs, de bijoutiers, de boulangers puis de tailleurs, de cordonniers, de typographes, en relation les unes avec les autres.

En 1834, 1840, une crise économique déclenche un mouvement de grève ; le maçon Martin Nadaud décrit ainsi l'état d'esprit des travailleurs : « Le peuple était pris comme dans un étau ou comme un honnête homme dans un cercle d'assassins. Un cri de désespoir s'éleva parmi les ouvriers de Paris. Ce fut un bouillonnement de l'esprit public, semblable à la vapeur comprimée. Inopinément tous les corps de métiers parlèrent de se mettre en grève ; on n'entendit plus que ce cri : « Advienne de nous ce que pourra : mais le devoir nous commande, notre dignité exige que nous ne tendions pas la gorge plus longtemps à nos bourreaux. Du courage ! violons les lois sur les coalitions. Peut-être que ces actes d'énergie feront ouvrir les yeux aux traîtres qui nous ont fait de si belles promesses

(1), (2) Daniel HALÉVY. — *Essais sur le Mouvement ouvrier en France.*

au lendemain de la révolution de 1830 et qui n'en tiennent aucune » (1).

A Paris, en mars 1840, les tailleurs d'habits déclarent certains maîtres en interdit ; cette grève s'étend : il est curieux de noter qu'elle est soutenue par les cotisations d'ouvriers tailleurs de certaines villes de province, et même des typographes de Paris. La grève se généralise et s'étend aux menuisiers, charpentiers, puis aux ouvriers du bâtiment, maçons exceptés. Elle finit par inquiéter le gouvernement qui la réprime sévèrement. Mais elle a créé des liens de solidarité entre les divers corps de métiers. En 1845 éclate à Paris une nouvelle grève des charpentiers. En 1844 et 1846 des grèves à Saint-Etienne prennent l'aspect de véritables révoltes.

Ce mouvement social n'est pas fortuit et ne résulte pas seulement des conditions économiques défavorables. Il est la conséquence de l'organisation ouvrière qui commence à se manifester sous le signe de la lutte des classes.

Le compagnonnage qui reste, jusqu'en 1830, la seule organisation importante ne correspond plus aux idées des ouvriers et, après 1830, des scissions se produisent en son sein. En 1848, sa décadence est évidente.

Des sociétés de secours mutuels, que nous avons vu apparaître après la Révolution, se développent sous le règne de Louis-Philippe. Elles sont même encouragées par le gouvernement qui voit en elles une garantie d'ordre, de prévoyance et d'économie. Mais la loi de 1834 contre les associations permet à l'autorité publique de poursuivre les sociétés qu'elle considère comme s'occupant de politique, tout en tolérant celles qui lui paraissent inoffensives. En effet, très souvent, les associations de secours mutuels masquent des sociétés de résistance hostiles au patronat.

En 1831, se crée la Société philanthropique des tailleurs de Paris dont l'activité s'étend à 30 départements. L'association typographique de Nantes, créée en 1833, organise une caisse de secours mutuels et de prévoyance ; mais elle concerte des grèves qu'elle alimente de secours réguliers. Elle sert d'exemple aux ouvriers de Lyon et de Bordeaux. A Paris, se fondent : la Société Fraternelle des Ouvriers en Papiers Peints, la Société des Imprimeurs, la Bourse Auxiliaire des Fondateurs, la Société Philanthropique des Ouvriers Ebénistes du faubourg Saint-Antoine, la Société d'Union Fraternelle Philanthropique des Ouvriers Tisseurs, la Société de l'Union des Doreurs de Paris ; les deux dernières forment des bourses auxiliaires, c'est-à-dire se constituent des fonds de chômage ou de grève.

(1) DOLLÉANS. — *Histoire du Mouvement ouvrier*, t. II.

De 1840 à 1848, sous l'influence de la situation économique les sociétés de résistance s'organisent encore plus fortement. Ainsi se crée en 1839 la Chambre syndicale des Typographes de Paris, consacrée exclusivement aux questions professionnelles. Les sociétés des fondeurs en caractères, des imprimeurs en papiers peints recrutent de nombreux adhérents. Les maçons de Paris s'entendent pour lutter contre les tâcherons ou marchandeurs. A la veille de 1848, les lithographes de Lyon fondent une Société et les tisseurs de Roubaix, une fraternelle.

L'appel à la solidarité ouvrière se traduit par une littérature abondante : ainsi l'ouvrier typographe Leroux écrit : « L'égoïsme règne en nous car il n'y a pas de liens qui nous unissent, qui me fassent souffrir quand mon voisin souffre. Notre classe n'existe pas. Il n'y a que des individus. Et pourtant le salaire est notre patrimoine, notre propriété... D'où vient que cette propriété n'est pas reconnue ? Cela vient de l'état d'isolement dans lequel nous vivons... Notre salut est en nous, en nous seulement ».

Un corroyeur exprime en vers les mêmes sentiments :

Prolétaires, pourquoi ces haines,
Ne sommes-nous pas tous égaux,
N'avons-nous pas les mêmes maux,
Ne portons-nous pas les mêmes chaînes ?

Des efforts sont tentés en vue d'unir les ouvriers dans un cadre plus large que le cadre professionnel. L'un des premiers écrivains ouvriers qui fasse appel à cette solidarité est Grignon, ouvrier tailleur, membre de la société du Droit de l'Homme : il écrit dans une brochure (1) : « Appelons nos frères des autres corps d'Etat à suivre notre exemple ; alors, il faudra bien que le maître accepte la loi de l'ouvrier ».

Dans un tract (2) l'ouvrier Efrahem écrit : « Nous qui souffrons, ne comptons que sur nous-mêmes... cherchons un remède immédiat et efficace. Je crois que nous le trouverons dans l'association... qui a le double avantage de rassembler toutes les forces et de donner à ce tout une direction... le premier pas à faire est de constituer un corps de tous les travailleurs du même état. Mais vous n'auriez pas atteint le but que vous vous proposez si vous ne cherchiez à former une association de tous les corps d'état. Il faut unir les sociétés

(1) *Les réflexions d'un ouvrier tailleur sur la misère des ouvriers en général, la durée de la journée de travail, le taux des salaires, les rapports actuellement établis entre les ouvriers et les maîtres d'ateliers, la nécessité des associations d'ouvriers.*

(2) *De l'association de tous les ouvriers de tous les corps d'Etat*, cité par DOLÉANS.

partielles de travailleurs par un lien commun ; il faut que vous établissiez entre elles des rapports faciles et prompts ».

La cadre national est même dépassé par Flora Tristan qui, en 1843, dans « l'Union ouvrière » envisage une organisation ouvrière sans distinction de sexe ni de nationalité. « L'Union ouvrière » procédant au nom de l'unité universelle ne doit faire aucune distinction entre les nationaux et les ouvriers, ouvrières appartenant à n'importe quelle nation de la terre... « l'Union ouvrière » devra établir dans les principales villes d'Angleterre, d'Italie, d'Allemagne, en un mot dans les capitales d'Europe, des comités de correspondances » (1).

L'idée d'une union ouvrière dépassant le cadre professionnel existe déjà ; elle est intimement reliée à la jonction entre le parti républicain et le mouvement ouvrier. En effet, à partir de 1834, on voit des ouvriers adhérer aux sociétés secrètes politiques telles que les « Familles », les « Saisons », la « Fédération des bannis », la « Fédération des Justes ». Des liens existent entre les sociétés secrètes qui sont composées de travailleurs et intellectuels bannis, de toutes les nationalités. « L'entente existant entre Français, Allemands, Suisses, au sein des sociétés secrètes à Paris, s'élargit : entre les classes laborieuses de Grande-Bretagne, de Belgique, de France, les relations vont peu à peu devenir plus fréquentes et plus précises » (2).

Dans la mesure où il participe aux sociétés secrètes, le mouvement ouvrier « va chercher instinctivement à relier la solidarité entre travailleurs d'un pays à une solidarité nationale entre les classes laborieuses » (3).

Mais, l'ouvrier n'est pas encore préparé à l'union dans ce cadre international. Si l'esprit existe déjà, il faudra attendre 1866 pour voir apparaître l'institution.

Ainsi la période de 1830 à 1848 nous fait assister à un développement remarquable de l'esprit d'association ouvrière et dans des circonstances qui accusent l'opposition de classes. Les réalisations correspondantes sont encore limitées par suite des obstacles que lui opposent l'autorité publique, la force d'inertie et les faibles moyens de la classe ouvrière ; mais elles existent en marge de la légalité.

Toutes les idées nouvelles d'organisation de la classe ouvrière s'expriment à l'aide de tracts, de brochures, et surtout de journaux. En effet, les premiers journaux ouvriers apparaissent en 1830. Trois feuilles bi-hebdomadaires se fondent : « Le Journal

(1) DOLLÉANS. — *Histoire du Mouvement ouvrier*.

(2), (3) DOLLÉANS. — *Ibid.*, t. I.

des Ouvriers », le « Peuple » et « l'Artisan ». Cette première presse ouvrière ne tarde pas à disparaître.

Elle renaît bientôt. « La Fraternité », créée en 1841, a une rédaction purement ouvrière et représente l'opinion babouviste. La revue mensuelle, la « Ruche Provençale » fondée en 1839 est dirigée par l'ouvrier Pierre Vinçard, puis par le typographe Coutant. Inspiré de Buchez, « l'Atelier » entièrement rédigé par des ouvriers paraît en 1840, il entreprend d'intéressantes enquêtes industrielles et donne une grande ampleur aux questions ouvrières. Il établit qu'il ne faut pas s'en tenir à un étroit corporatisme. « La réorganisation du travail » est plus qu'une question industrielle, c'est une question politique » (1). Il songe à créer des liens de solidarité entre les classes laborieuses en Grande-Bretagne et en France.

De 1840 à 1848, la littérature socialiste prend une importance grandissante avec les disciples de Saint-Simon et de Fourier (Considérant, Pierre Leroux, etc...) avec Louis Blanc, Vidal, Pecqueur, Cabet, Proudhon. Tous leurs écrits auront un profond retentissement dans la classe ouvrière dont ils transformeront la mentalité, et à laquelle ils dénonceront les tares de la société et démontreront la nécessité de l'organisation (2).

Les socialistes français ne professent donc pas « la lutte de classes » selon la conception marxiste. Ils ne tiennent pas pour nécessaire l'élimination de la classe capitaliste. Leur doctrine est « associationniste » ; elle préconise l'organisation ouvrière dont ils attendent le remède aux misères sociales, par négociation et conciliation. Il faut que la classe ouvrière soit une et forte pour obtenir les conditions de vie qu'exige la dignité humaine. Mais l'association mettra en présence patrons d'un côté, ouvriers de l'autre, parce que la décomposition du corporatisme a ruiné l'esprit corporatif.

Durant les dix-huit années du règne de Louis-Philippe, les associations ouvrières évoluent de la mutualité à la résistance. Or, la mutualité s'attache à assurer les travailleurs contre les risques de la vie et à leur garantir un minimum de secours. La résistance consiste à mener le combat contre le patronat, pour obtenir de lui des augmentations de salaires, la diminution du temps de travail et autres avantages. La Monarchie de Juillet est ainsi marquée par un premier effort d'organisation militante chez les ouvriers. La classe ouvrière trouvera, par la révolution de 1848, une première occasion de s'organiser concrètement.

(1) Henri SÉE. — *Histoire économique de la France.*

(2) PAUL-LOUIS. — *Histoire de la Classe ouvrière en France, de la Révolution à nos jours.*

CHAPITRE VI

Le développement du mouvement syndical jusqu'en 1884.

La lutte ouvrière pour la conquête d'un droit nouveau, lutte que Proudhon qualifie d' « épopée », trouve ses premiers résultats dans la révolution de 1848. Née des fautes du Gouvernement de juillet et d'une crise économique, la révolution de février est aussi l'aboutissant des idées républicaines qui se sont répandues de 1833 à 1848.

L'esprit d'association entre les travailleurs s'est développé au point que « de 1848 à 1851 pour les ouvriers des grandes villes, Paris et Lyon notamment, l'association a une sorte de vertu magique » (1) ; il représente comme une panacée dont la fin de l'exploitation des travailleurs, la libération des prolétaires doit résulter.

La révolution de 1848 reconnaît la liberté d'association par le décret des 25, 29 février 1848 : l'article 8 de la constitution du 4 novembre 1848, l'érige même en droit constitutionnel. De nombreux groupements ouvriers apparaissent. L'Assemblée nationale les encourage même quand ils prennent la forme d'associations ouvrières de production. Elle décrète, le 5 juillet 1848, l'ouverture d'un crédit de 3.000.000 de francs en leur faveur. Aussi en 1848-1849 se fondent en France environ 300 coopératives de production dont 200 à Paris. Ces institutions à l'action limitée présentent un vif intérêt comme témoignage de tendances puisqu'elles sont constituées en vue d'éliminer les patrons.

À côté d'elles les associations puissantes qui se créent de 1848 à 1851 sont le signe de l'intensité de vie de la classe ouvrière.

Ainsi le 24 mars 1848, se fonde l'association fraternelle démocratique des ouvriers menuisiers de la Ville de Paris. Le 10 août 1848, les ouvriers maçons et tailleurs de pierre créent une association fraternelle « afin de mettre en commun leurs intérêts et de marcher ainsi vers le but de l'humanité, la fraternité universelle ». Les corroyeurs de Paris fondent le 6 mars 1848 une Société comprenant les drayeurs, les corroyeurs et les cambreurs. Les

(1) Henri SÉE. — *Histoire économique de la France.*

chauffeurs des usines à gaz de Paris et de la banlieue organisent une société qui a pour but le maintien du salaire et le placement. En mai 1848, les ouvriers fondeurs créent une société fraternelle qui accorde aux chômeurs un secours de 1 franc par jour, pendant vingt jours, jusqu'à la reprise du travail (1). Le 20 octobre 1848, les ouvriers rubaniers de Saint-Etienne, organisent une société. Les typographes de Marseille créent la société de secours mutuel Saint-Augustin ; les tanneurs et les corroyeurs de Marseille scindent la société de secours mutuels Saint-Claude : d'un côté les corroyeurs et maroquinières, unis dans la Société Saint-Simon, de l'autre les tanneurs et les corroyeurs, dans la Société Saint-Jude. En septembre 1848 les tailleurs de pierre du Rhône fondent une association générale dont dépend une caisse de solidarité destinée à venir en aide aux autres associations, qui se trouveraient dans le besoin. Au lendemain de la révolution de 1848 on voit apparaître l'association des travailleurs des Chemins de fer français qui le 7 mai compte plus de 2.000 membres.

Mais l'esprit d'association se manifeste également sur le plan de la fédération. L'idée en est due à Jeanne Deroin qui fait appel à la solidarité fraternelle de toutes les associations réunies. Un plan d'organisation de la production et de la répartition est envisagé. Une commission centrale de l'union des associations sera chargée de l'appliquer. Le projet d'union est soumis à un certain nombre d'associations. « Celles-ci le discutent, le modifient sur plusieurs points. Le 23 août 1849, les délégués de 43 associations se réunissent salle Saint-Spire et nomment une Commission de 5 membres qui invite, par la presse, toutes les associations à s'unir. Cent quatre associations acceptent le projet. Le contrat d'union est voté le 22 novembre et aussitôt enregistré, conformément aux lois » (2). Mais le 22 mai 1850, les dirigeants de l'association sont arrêtés et poursuivis pour conspiration contre le Gouvernement.

En effet, la révolution, apparue comme une victoire du peuple, ne tarde pas à évoluer vers le conservatisme social. Les ateliers nationaux sont un expédient et apparaissent bientôt comme tels aux ouvriers. Leur suppression entraîne l'insurrection de juin de caractère exclusivement ouvrier. Les ouvriers fatigués des donneurs de conseils, des discours, des réunions sans résultats, des théories idéologiques auxquelles ils ne comprennent rien, s'insurgent spontanément « sans cri de guerre sans chefs et sans drapeaux ». Les journées sanglantes de juin inquiètent la bourgeoisie qui voit apparaître le « spectre rouge ». Elles sont le point de départ d'une réac-

(1) D'après DOLLÉANS. — *Histoire du Mouvement ouvrier*, t. I.

(2) DOLLÉANS. — *Ibid.*

tion qui va se fortifier dans les années suivantes. Dès l'été de 1848, l'Assemblée revient sur les mesures protectrices du travail adoptées dans les premières semaines de la République. La loi du 27 novembre 1849 interdit formellement les coalitions d'ouvriers comme elle interdit d'ailleurs celles des maîtres. Les sociétés de secours mutuels tombent sous le coup de la loi de mars-juillet 1850 qui en autorise la dissolution si elles ne se restreignent pas à un but purement bienfaisant. « Il s'agit d'atteindre les sociétés de résistance qui peuvent se dissimuler sous leur couvert ou encore de sévir contre toute société qui servira de centre à une propagande anti-sociale, à une poussée de haine ou de dissension entre les diverses classes de citoyens » (1).

Les poursuites commencées sous la Seconde République se continuent sous le Second Empire. Le gouvernement de Napoléon III se présente, en effet, comme hostile aux sociétés secrètes, qui avaient tant effrayé les bourgeois et les campagnards depuis 1848. Il poursuit les associations ouvrières comme il condamne les doctrines socialistes; aussi supprime-t-il les associations ouvrières qui subsistent : sociétés de production, de consommation ou de secours mutuels, « sans trop distinguer l'objet qu'elles se proposent », et ne permet guère qu'il s'en forme de nouvelles hors du cercle qu'il trace alors aux sociétés de secours mutuels approuvées (2).

Par suite, depuis le coup d'Etat du 2 décembre, jusqu'en 1860, la classe ouvrière semble comme engourdie. Mais si l'idée d'association ouvrière semble sommeiller, ce n'est là qu'apparence. Ainsi Louis Reybaud se rend compte que chez les ouvriers, il n'y a plus de passions de circonstances, mais des sentiments profonds et positifs. De même les procureurs généraux de Lyon expriment dans des rapports leur conviction que la classe ouvrière n'a pas renoncé à la lutte.

Pendant les premières années de l'Empire le mouvement ouvrier est « pareil à ces sources qui soudain disparaissent dans le sol et restent invisibles sur un long espace de leur cours » (3).

Or, à partir de 1860, Napoléon III essaye de se concilier la classe ouvrière pour des raisons sentimentales, sans doute, mais aussi parce que la solidarité ouvrière est devenue apparente et que l'Empire doit compter de plus en plus avec les salariés. Cabon, dans le « Secret du Peuple de Paris », signale la formation d'un état d'esprit que l'on peut qualifier de syndicaliste. Une délégation

(1) Circulaire du Ministre de l'Intérieur Baroche, 28 juillet 1850.

(2) LEVASSEUR. — *Histoire des Classes ouvrières de 1789 à 1870.*

(3) DOLLÉANS. — *Histoire du Mouvement ouvrier.*

ouvrière est envoyée officiellement à Londres. Ses rapports publiés de 1862 à 1864 révèlent l'impression profonde produite par le régime anglais sur l'esprit des délégués et se prononcent en faveur du syndicat considéré comme moyen d'émancipation pour la classe ouvrière. L'idée d'associations ouvrières est reprise avec force : « l'association, voilà le véritable et plus efficace moyen d'émancipation progressive et pacifique de la classe ouvrière ».

Les efforts de Napoléon III en faveur des travailleurs contribuent à réveiller leur ardeur. Ainsi se posent en 1863 les premières candidatures ouvrières aux élections ; en 1864 une loi accorde aux ouvriers la liberté de coalition, le droit de faire grève. Néanmoins certaines restrictions sont édictées : les grévistes continuent à être punis en cas de violences et de manœuvres frauduleuses ; le droit de réunion n'existe toujours pas.

Grâce à cette loi, grâce à la tolérance des pouvoirs publics, les associations ouvrières peuvent de nouveau se développer. Elles prennent surtout la forme de la coopération : associations de crédit, de consommation, ou de production. Mais bien que traduisant un esprit ouvrier d'association, elles n'ont guère le caractère anti-patronal des syndicats. Ceux-ci se créent à partir de 1862 à l'imitation des syndicats patronaux, ils sont tolérés par l'administration impériale, du moins quand ils prennent la forme apparente de mutuelles.

Ainsi la société mutuelle des ébénistes se fonde en 1863, la société de prévoyance et de solidarité des ébénistes en 1864, la société de protection des ébénistes en 1864 ; la société de prévoyance et de solidarité des bijoutiers en 1865 ; la mutuelle des tisseurs de Saint-Etienne en 1865 ; la caisse du sou des vieux pour les fondeurs en fer et les mouleurs en fonte parisiens en 1863 ; la bourse de prévoyance de la voiture de Paris ; la caisse fraternelle des mineurs de la Loire en 1866. La société de secours mutuels des typographes dissimule une société de résistance contre les patrons. En 1868, les Chambres syndicales sont reconnues presque officiellement par le Gouvernement puisque le Ministre du Commerce déclare : « Les raisons de justice et d'égalité invoquées par les délégations ouvrières pour former à leur tour des réunions analogues à celles des patrons, ont paru dignes d'être prises en considération et conformément aux intentions de Votre Majesté, les ouvriers de plusieurs professions ont pu se réunir librement et discuter les conditions de leurs syndicats ».

Sous l'influence des délégués ouvriers de la « commission d'encouragement pour les études des ouvriers » créée en 1867, une soixantaine de Chambres syndicales se fondent en 1868.

Un effort est ensuite tenté en vue d'étendre le cadre de l'asso-

ciation. Un projet de fédération est proposé (avril 1869) et un conseil fédéral fondé. A la fin de 1869, quarante Chambres syndicales adhèrent à la Chambre fédérale des sociétés ouvrières de Paris. D'autres fédérations apparaissent également en province, à Marseille, Lyon, Bourges. Ainsi dans les dernières années de l'Empire, l'organisation du prolétariat s'accroît de toutes parts. Mais on observe alors un phénomène désormais fréquent : les passions politiques interviennent ; la croyance à la nécessité d'un bouleversement social empêche les efforts d'aboutir.

Les mêmes difficultés se retrouvent dans l'établissement de la première Internationale. Dès que l'ouvrier ne se sent plus solidaire de son entreprise, dès qu'il se rapproche des autres ouvriers, il est logique que s'évadant du cadre de son métier il envisage un cadre national groupant les ouvriers de toutes les professions, puis un cadre international.

Ainsi se fonde la première Internationale des travailleurs qui tient son premier congrès à Genève, en septembre 1866.

Mais existe-t-il déjà en France un esprit international ? On peut en douter. L'Internationale reçoit l'appui de la seule élite ouvrière. L'ouvrier Eugène Varlin devra déployer de nombreux efforts pour lui gagner l'adhésion des sociétés ouvrières. De plus, ces différents congrès révèlent des divergences de vues qui rendent difficile son établissement.

L'Internationale inquiète le Gouvernement impérial. « Napoléon III avait un instant nourri l'espoir de la détourner de son but. Il eût voulu s'en faire nommer grand maître et la manier par toute l'Europe comme un instrument de son étrange politique idéaliste. Le rêve dure peu ; l'Internationale se répand avec une rapidité inouïe jusqu'en Amérique, en Australie, groupant des ouvriers qui ne ressemblent aucunement à leurs pères de 1848. Ils abandonnent le romantisme qui les avait déçus et font bon accueil aux formules tranchantes que propagent les amis de Marx, ainsi qu'au dogme de la guerre des classes. L'Internationale effraye beaucoup, mais ce grand épouvantail fait plus de sensation que de sérieuse besogne. Il vit de prestige » (1). Quoi qu'il en soit, le gouvernement de Napoléon III que nous avons vu si tolérant à l'égard des associations ouvrières nationales poursuit sans cesse les sociétés relevant du mouvement international. Il s'appuie même sur les premières pour combattre les autres. Il accuse l'Internationale de fomenter les grèves nombreuses et violentes de 1870 ; les poursuites qu'il intente marquent la rupture entre l'Empire et le mouvement

(1) HALÉVY. — *Essais sur le mouvement ouvrier en France.*

ouvrier ; sans quoi il est vraisemblable que le droit syndical eût été consacré par la loi assez rapidement.

Néanmoins l'idée de classe ouvrière internationale est très répandue au moment où éclate la guerre de 1870. L'Internationale, malgré deux procès en 1868 et la dissolution légale du bureau de Paris, survit sous diverses formes. Elle trouve une base dans les sociétés ouvrières qui s'affilient à elle, de plus en plus nombreuses.

Elle commence à jouer un rôle dans l'organisation de la lutte de classes. Mais sa force ne va pas encore jusqu'à pouvoir empêcher la guerre ; ses appels aux frères d'Allemagne restent vains.

La guerre de 1870 est néfaste au développement du mouvement ouvrier. Elle en brise l'élan constructeur et rompt l'armature de l'Internationale. Les Français sont déçus par la classe ouvrière allemande : ils la croyaient capable de faire prévaloir ses intérêts de classe sur ses intérêts nationaux. Marx écrit à Engels : « Les Français ont besoin d'être rossés... la prépondérance allemande transportera le centre de gravité du mouvement ouvrier européen de France en Allemagne » (1). De plus, un conflit de tendances partage les sections de l'Internationale.

C'est pourquoi la Commune ne compte pas d'internationalistes à son origine. Elle traduit les souffrances d'une population humiliée par la défaite.

Le mouvement de création de sociétés ouvrières auxquelles la Commune donne lieu ne survit pas à la répression de M. Thiers, et à la « petite terreur blanche » qui se prolonge jusqu'à la fin de l'ordre moral.

La loi du 14 mars 1872 interdit l'affiliation à l'Internationale. L'état de siège, qui subsiste jusqu'en 1876, ne permet pas à l'action ouvrière de se développer. La crainte ressentie par les ouvriers les empêche de reconstituer leurs organisations. Ainsi l'union syndicale ouvrière créée par 23 associations ouvrières, le 28 août 1872, est dissoute par le Préfet de Police qui s'en défie parce qu'« il est bon de prévoir ce qu'elle pourrait amener dans l'avenir ». D'autre part, l'Assemblée nationale refuse de subventionner une délégation ouvrière à l'Exposition universelle de Vienne.

Mais si les ouvriers ont peur, l'esprit syndical n'a pas disparu pour autant. En l'absence même des militants traqués et en dépit d'une police guettant tout geste révélateur, un certain nombre d'ouvriers conservent une « espèce de croyance, de religion politique, dont la crainte est impuissante à les guérir » (2).

La renaissance du mouvement ouvrier se manifeste par les trois

(1) DOLLÉANS. — *Histoire du Mouvement ouvrier*.

(2) DOLLÉANS, — *Ibid.*

congrès ouvriers de Paris (1876), de Lyon (1878) et de Marseille (1879). Le congrès de 1876 s'en tient à des revendications qui n'ont aucun caractère politique. Il se place sur le plan purement ouvrier. « La première parole des délégués, leur premier acte, avant même de parler et d'agir, a été pour se séparer, pour se distinguer de tous les partis politiques existants, en excluant de leurs délibérations tout ce qui n'était pas travailleur manuel, ou délégué de travailleurs également manuels » (1). Le congrès de Lyon révèle les mêmes tendances ; il est dominé par Guesde qui veut intégrer la force de la classe ouvrière au parti socialiste et faire de l'internationalisme ouvrier un internationalisme politique.

Le congrès ouvrier de Marseille en octobre 1879 donne la majorité aux collectivistes et décide l'organisation des travailleurs en parti de classe : « Avant toute chose, le prolétariat doit faire une scission complète avec la bourgeoisie ». Il décide aussi que les représentants ouvriers devront s'abstenir de toute compromission, quelle qu'elle soit, avec tous les partis politiques. Néanmoins, l'action des socialistes révolutionnaires se fait sentir ; elle inquiète les gouvernements qui sentent le « besoin de faire quelque chose ». D'autre part, les syndicats croissent en nombre et en puissance, institution qui traduit si bien un esprit, qu'elle se développe spontanément avec une force contre laquelle l'autorité est impuissante.

Une chambre syndicale des menuisiers se crée en 1871. Les employés de commerce de Paris refondent leurs statuts en 1879. L'« initiative » créée par les porcelainiers comprend, en 1874, 1.300 membres dont 200 femmes. La Chambre syndicale de la voiture apparaît en 1872, celle des mécaniciens en 1873. Cette dernière comptera 6.000 membres en 1880. En 1880, naît la Chambre syndicale des fondeurs. En 1876, est fondée la Chambre syndicale des mineurs de la Loire ; en 1882, celle des mineurs du Pas-de-Calais. En 1882, Paris voit apparaître la Chambre syndicale des chapeliers qui paie des indemnités de chômage, de maladie et d'infirmité, des retraites de vieillesse et des allocations de funérailles (2).

Il y a donc dans les années qui précèdent 1884, une étonnante poussée syndicale ; le nombre des syndicats est déjà évalué à 135 en 1875 ; en 1880, le député Alain Targé signale l'existence de 500 syndicats groupant 60.000 membres ; en 1884, on compte à Paris, seulement, 200 syndicats ouvriers réunissant 50.000 affiliés.

L'action syndicale se manifeste également sur le plan de la fédération. La société générale des chapeliers, constituée en 1879 comprend, en 1884, malgré les poursuites auxquelles elle donne lieu,

(1) DOLLÉANS. — *Histoire du Mouvement ouvrier*. Tome II.

(2) PAUL-LOUIS. — *Histoire de la Classe ouvrière en France*.

4.000 adhérents et 36 groupements. La Fédération typographique fondée en 1881 réunit déjà l'année suivante près de 6.000 affiliés. En 1883, se crée la Fédération des mineurs.

Si bien que, la loi du 21 mars 1884, qui organise les syndicats, n'est pas en somme autre chose que la reconnaissance du fait accompli. Il existe déjà avant cette loi un droit syndical qui pour n'être pas écrit n'en est pas moins réel. « C'est le syndicat, en vivant, qui a imposé le respect de son activité et qui, en agissant, a fait tomber peu à peu les lisières légales ou autres. La classe ouvrière a conquis de haute lutte, la facilité de s'organiser, comme elle a conquis une certaine liberté de la grève » (1).

Voilà bien le caractère essentiel du syndicat que reconnaît la loi de 1884 : la spontanéité. Le syndicat est le couronnement normal du nouvel esprit au développement duquel nous avons assisté : l'esprit de classe. Dès 1871, la classe ouvrière est parvenue à un degré de conscience tel « qu'aucune réaction, qu'aucun massacre ne sera plus capable d'entraver ses progrès » (2).

En effet, la classe ouvrière a crû en nombre et en force à la suite des progrès de l'industrie ; Audigane écrit dans ses « Mémoires d'un ouvrier de Paris » : « On dirait une continuelle succession de changements de vue : les usines et les fabriques ont été véritablement transformées. Ainsi les exigences économiques ont poussé l'industrie vers l'agglomération de capitaux immenses et la possession d'un matériel extrêmement puissant : de cette constitution manufacturière et commerciale si énergique et si absorbante, il est résulté pour le travail des conditions nouvelles. En face de ces puissantes unités, de ces associations colossales où l'anonymat doit aller sans cesse en augmentant, qu'est l'ouvrier isolément considéré ? un grain de sable (3) ! »

Ce n'est, en effet, que dans la seconde moitié du XIX^e siècle que triomphe l'organisation capitaliste. Elle triomphe en France avec la loi de 1867 sur les sociétés anonymes ; cette nouvelle forme de société permet d'accumuler les capitaux énormes sans lesquels on ne peut concevoir de très grandes entreprises commerciales ou industrielles ; mais ce développement subit de l'industrie supprime définitivement tout ce qu'il pouvait subsister d'humain dans les rapports entre patrons et ouvriers. Les entreprises sont dirigées par un anonyme conseil d'administration dont les membres n'ont peut-être jamais vu un seul de leurs ouvriers. Ces administrateurs

(1) PAUL-LOUIS. — *Histoire de la Classe ouvrière en France.*

(2) HALÉVY. — *Essais sur le mouvement ouvrier en France.*

(3) DOLLÉANS. — *Histoire du Mouvement ouvrier*, t. I.

représentent un capital dont les propriétaires anonymes changent sans cesse. L'esprit de classe ne peut qu'en être favorisé.

Voici ce qu'écrivait M. Daniel Halévy sur les mines du Creusot et de Montceau-les-Mines (1) : « Schneider et Chagot moururent laissant des successeurs inégaux à leur tâche, le règne de l'anonymat commença. Leurs 30.000 ouvriers se sentirent saisis par un mécanisme impitoyable qui chaque année restreignait un peu plus leur liberté ; ils étaient désarmés et privés même du droit de se plaindre. Ils n'osaient pas s'adresser à cette hiérarchie d'employés formalistes, cérémonieux, qui avaient pris la place du maître. Quelques-uns murmuraient. Les bureaux se sentirent menacés. Les suspects furent successivement appelés à la direction : « Vous avez dix jours leur dit-on. — Pourquoi ? — Vous avez dix jours... » Une sensation d'étouffement oppresse ces ouvriers si peu exigeants ».

Ainsi l'esprit de lutte de classes est définitivement constitué par l'apparition de la grande industrie. La société est maintenant divisée en deux classes ennemies. Entre l'industriel moderne et chacun des ouvriers qui travaille pour lui, il y a un abîme, c'est-à-dire de la haine qui rend la guerre inévitable.

La classe ouvrière, qui obtient en 1884 la reconnaissance du droit syndical, va maintenant poursuivre d'autres buts que la satisfaction de revendications de salaires ou autres avantages. Elle va viser à la suppression du salariat, c'est-à-dire à la disparition des patrons, ces exploités !

(1) HALÉVY. — *Essais sur le Mouvement ouvrier en France.*

CHAPITRE VII

L'épanouissement de l'esprit de classe de 1884 à 1918.

Les chefs d'entreprises ont été impuissants à arrêter le développement syndical. Après quinze années d'une lutte acharnée contre les efforts combinés des patrons et de l'Etat, les ouvriers ont peu à peu conquis leur droit syndical.

En effet, l'institution est sans cesse poursuivie par la haine patronale : la haute industrie tente d'empêcher l'application de la loi de 1884 ; elle mène une guerre implacable contre les organisations naissantes. Des métallurgistes ferment leurs établissements et ne les rouvrent qu'à condition que les ouvriers leur remettent les livrets de leur Chambre syndicale. « Aux environs de Valenciennes, les ouvriers doivent assister, le cœur serré, à une étrange parade d'exécution : leurs pauvres papiers sont entassés au milieu d'une cour et détruits par le feu » (1). Les ouvriers cèdent : on les garde. Sinon, on couche leurs noms sur des listes noires et il leur est difficile, voire impossible de trouver du travail. M. Fallières déclare que sur certains points, on opère une véritable « chasse aux syndiqués ».

Mais aucune action patronale ne peut plus rien contre l'esprit de solidarité ouvrière, si ce n'est le renforcer et infléchir l'action ouvrière vers la violence.

La loi est tournée par les patrons : « Cette politique inspire aux travailleurs d'usine, à la masse, une rancœur et un scepticisme incurables, ils seraient bien bons de respecter ces lois que leurs maîtres tournent si brutalement quand elles les gênent. Aux individus persécutés, elle donne une terrible colère — qui s'en étonnerait » (2) ?

Même quand le syndicat existe, il se heurte à l'hostilité patronale. Quand il veut représenter le personnel et négocier en son nom, le délégué syndical qui est le porte-parole des ouvriers d'une

(1), (2) HALÉVY. — *Essais sur le Mouvement ouvrier en France.*

usine est chassé avec indignation, traité d'agitateur par le directeur qui n'est pourtant pas, lui non plus, autre chose qu'un délégué des actionnaires.

Malgré tout, ce qui prouve la force de l'esprit dont ils procèdent, les syndicats prennent une place importante dans l'organisation ouvrière ; ils font œuvre utile et régularisent les conflits industriels :

Au 1^{er} juillet 1890, l'effectif syndical est de 139.000 syndiqués répartis entre un millier de Chambres syndicales. En 1892, il est de 288.000 (1.589 syndicats). En 1895 (1^{er} juillet) il est de 419.000 (2.163 syndicats) ; au 31 décembre 1899 il atteint 492.000 (2.685 syndicats). La progression continue ensuite : 643.000 en 1903, 752.000 en 1904, 781.000 en 1905, 836.000 en 1906, 957.000 en 1908, 977.000 en 1910, 1.064.000 en 1912. Après 1912, on observe un léger fléchissement dû à la crise économique : 1.026.000 en 1914.

L'esprit d'association se manifeste également sur le plan plus vaste des fédérations nationales de métiers qui seront, après 1900, la charpente de la Confédération du travail. Mais jusqu'en 1892 des organisations ouvrières hésitent entre diverses tendances politiques. En octobre 1886, au Congrès de Lyon, elles essaient déjà d'échapper à la tutelle des partis politiques. La création de la Fédération des syndicats marque la naissance d'un syndicalisme indépendant. Mais cette fédération perd de l'importance, car on l'accuse de se laisser dominer par les guesdistes. Les Bourses du travail en profitent. D'origine récente (la première est inaugurée en 1887) les bourses sont en 1892 au nombre de 14 et développent leur influence sur le mouvement ouvrier. Elles réunissent les membres des syndicats d'une localité ; elles travaillent utilement pour le placement professionnel, l'organisation de caisses de chômage et de secours ; elles connaissent la faveur et apportent une large contribution au développement de la conscience ouvrière. « Des hommes du peuple y rencontrent des hommes du peuple dans une salle qui leur appartient, dans une institution voulue et dirigée par eux-mêmes. Ils étaient venus discuter salaire et travail, mais réunis ils parlent de toutes choses, de la justice, de l'humanité, de la science, et la bourse devient plus qu'une bourse, une maison, le doux foyer d'une classe réduite jusqu'alors à la vie la plus dispersée et la plus misérable » (1).

Puis apparaissent les fédérations de métiers, auxquelles on préfère bientôt les fédérations d'industrie. En 1904 on compte 52 fédérations dont les plus récentes étaient celles des sabotiers et de

(1) Daniel HALÉVY. — *Essais sur le Mouvement ouvrier en France.*

l'habillement. 109 Bourses du travail sont ouvertes ; les premières sont celles de Paris (1887), de Marseille (1889) et de Toulon. Les Bourses réunissaient les syndicats d'une même ville, quelle que fût la profession de leurs membres : les fédérations rassemblent tous les syndicats d'une même profession à travers la France.

Le 7 février 1892, les délégués de 15 Bourses du travail se réunissent à Saint-Etienne et fondent la Fédération des Bourses du travail. D'une part, ils déclarent leur volonté de créer des institutions ouvrières entièrement autonomes. D'autre part, ils proclament l'unité de la classe ouvrière : « Le prolétariat conscient, oubliant les néfastes divisions qui avaient paralysé ses efforts, est uni... autour de la Fédération des Bourses ; toutes les forces ouvrières ne formeront qu'un seul bloc uni par des intérêts communs, cimenté par la solidarité. Solidarité, Unité » (1).

L'idée de réaliser l'union ouvrière grâce à la formation d'une vaste confédération syndicale est reprise par le congrès de la fédération des bourses à Toulouse en 1893. Mais la première Confédération générale du travail, fondée au congrès de Limoges en 1895, ne représente qu'une fraction des organisations ouvrières existantes ; séparée de la fédération des bourses elle ne peut réussir. L'unité ouvrière se réalise au congrès de Montpellier en septembre 1902. La Confédération générale se compose désormais de deux sections autonomes : la section des bourses du travail et celle des fédérations d'industries ou de métiers et des syndicats isolés. Elle affirme l'indépendance de l'organisation générale des travailleurs à l'égard des partis politiques et de toutes les écoles idéologiques. Le congrès d'Amiens de 1906 confirme cet état d'esprit.

C'est qu'en effet, la lutte de classe et la disparition du salariat comme tel, sont devenus les buts précis de l'organisation ouvrière.

Désormais tous les efforts doivent tendre à la suppression de la classe patronale : la grève générale est le moyen préconisé. Le premier, l'ouvrier Joseph Tortelier, lance en 1886 l'idée de grève générale de tous les ouvriers dans tous les métiers. Le congrès de la fédération des syndicats au Bouscat en 1888 déclare que « seule la grève générale, c'est-à-dire la cessation complète de tout travail, ou la révolution, peut entraîner les travailleurs vers leur émancipation. Au congrès de Tours, en 1892, Fernand Pelloutier, fait adopter une résolution proclamant la nécessité, comme moyen révolutionnaire, de la grève générale : « la suspension universelle et simultanée de la force productrice », la suspension du travail dans le plus grand nombre d'industries possible, surtout dans les

(1) DOLLÉANS. — *Histoire du Mouvement ouvrier*, t. II.

industries essentielles à la vie sociale est, « parmi les moyens pacifiques et légaux, celui qui doit hâter la transformation économique et assurer sans réaction possible le succès du IV^e Etat » (1).

Aristide Briand au congrès de Nantes compare la grève générale « au coup de pouce décisif, au levier puissant, permettant de faire sur la société capitaliste les pesées nécessaires ». De même le II^e congrès de la C. G. T., à Tours en 1896, vote le principe de la grève générale.

Ces appels de plus en plus fréquents à la solidarité ouvrière pour le déclenchement de la grève générale montrent bien que le but poursuivi est l'anéantissement de la classe patronale. Les augmentations de salaires, le vote de lois sociales, la diminution du temps de travail continuent à figurer dans le programme des organisations ouvrières ; mais la volonté de transformation sociale intégrale, le projet d'abolir le régime capitaliste en lui substituant l'administration des choses par les travailleurs eux-mêmes, sont maintenant les buts essentiels d'une élite ouvrière qui représente les sentiments plus ou moins confiants de la masse. Toutes les résolutions des congrès ouvriers sont en ce sens : le congrès d'Amiens (1906) par exemple déclare (2) : « La C. G. T. groupe... tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat ». « Le congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte des classes qui oppose sur le terrain économique, les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière. » Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicat poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures du travail, l'augmentation des salaires, etc...

Ce programme est également celui de l'Association internationale des travailleurs qui, brisée par la guerre de 1870, se reconstitue avec peine en 1889. Les dissensions politiques et nationales l'empêchent d'exercer une grande influence et témoignent que l'esprit d'association ne recherche pas encore le cadre international. L'esprit nationaliste l'emporte encore sur l'esprit internationaliste. C'est pourquoi, la profession de foi antimilitariste du congrès de Marseille (« les prolétaires n'ont pas de patrie et répondront à toutes les déclarations de guerre par la grève générale ») n'empêche

(1) DOLLÉANS. — *Histoire du mouvement ouvrier*, t. II.

(2) PAUL-LOUIS. — *Histoire de la Classe ouvrière en France*.

pas les ouvriers d'adhérer, en 1914, à l'union sacrée ou collaboration des classes.

Mais la guerre expose le prolétariat à toutes les attaques : les syndicats ne conservent qu'une apparence de fonctionnement « un grand silence s'abat sur la classe ouvrière » (1). Le sentiment national l'emporte sur toute autre préoccupation. Le syndicalisme subit une éclipse et ne reprendra sa force qu'après la guerre.

(1) PAUL-LOUIS. — *Histoire du Mouvement ouvrier.*

CHAPITRE VIII

Le développement de l'esprit dans la classe patronale.

Nous avons laissé dans l'ombre jusqu'ici l'évolution de l'esprit associationniste chez les patrons pour plusieurs raisons. D'abord il est beaucoup moins vif que l'esprit d'association ouvrier. Aujourd'hui encore, les patrons des entreprises de moyenne importance, notamment, sont demeurés individualistes à l'extrême ; et il est difficile d'apercevoir dans la classe patronale un sentiment analogue à celui que l'on voit apparaître dans la classe ouvrière.

D'autre part, les groupements patronaux ne procèdent pas des mêmes causes que les groupements ouvriers. Ils sont le plus souvent d'origine économique : lorsque les patrons de certaines entreprises se rendent compte que la libre concurrence leur est défavorable et qu'ils feraient mieux de s'entendre, ils s'unissent sous des formes variables allant d'une association aux liens assez lâches (des règles communes sont édictées pour les conditions de vente), jusqu'à la fusion complète des entreprises en un seul trust. Mais le but est économique : « l'organisation de l'exportation, la protection contre la concurrence, la réglementation des prix, la défense fiscale, la conciliation et l'arbitrage entre producteurs » (1).

Toutefois les syndicats patronaux ne s'occupent des relations du travail que pour se défendre contre les syndicats ouvriers ou les interventions de l'Etat.

Les associations patronales apparaissent peu après la Révolution, en dépit de la loi Le Chapelier, mais en nombre infime. L'Empire, la Restauration, la Monarchie de Juillet, puis le Second Empire, qui poursuivent les associations ouvrières, tolèrent ces groupements dont l'importance demeure d'ailleurs toujours réduite. Néanmoins, la tolérance gouvernementale permet de compter à Paris au moment de la loi de 1884 : 185 syndicats patronaux et 25.000 membres : en province, il existe une centaine de chambres syndicales.

(1) ROUAST. — *Législation industrielle.*

A partir de 1884, nous assistons au développement des syndicats patronaux, parallèlement à l'évolution des syndicats ouvriers. Il existe en 1914, 5.000 syndicats patronaux groupant 400.000 membres. En 1936 : 6.000 syndicats groupant 600.000 membres.

Le pourcentage des patrons syndiqués diffère beaucoup suivant l'industrie : 73 % dans les mines, et 81 % dans les industries chimiques. Mais dans la fabrication des étoffes par exemple, il n'y a que 4 % de patrons syndiqués. Dans l'industrie textile, la fédération patronale n'englobe que le cinquième des établissements dont les ouvriers, au contraire, sont pour les trois quarts syndiqués. Les patrons des petites et moyennes industries demeurent donc isolés.

Comment expliquer cette curieuse absence d'esprit d'association chez le patronat français ? D'abord par l'individualisme très poussé du chef d'entreprise qui veut rester le maître chez lui. Ensuite par le fait que la force d'un seul patron peut équilibrer celle de l'ensemble de ses ouvriers. L'ouvrier est, en fait, dans une situation de dépendance totale vis-à-vis de son patron ; alors qu'il ne peut supporter le chômage longtemps : le patron au contraire peut fermer son usine sans grand dommage, pendant quelque temps.

Aussi les patrons français n'ont-ils ressenti le besoin de s'associer que lorsque s'est dressée devant eux une classe ouvrière unie dont la solidarité permettait des grèves de longue durée. Et encore ne se groupent-ils qu'à regret.

Aussi, les syndicats patronaux ne prennent-ils de l'importance que lorsque la force des syndicats ouvriers en fait sentir le besoin ou bien encore lorsqu'il faut contrebalancer l'intervention de l'Etat dans la vie économique et dans les rapports du travail.

Les syndicats patronaux sont fédérés, à l'instar des groupements fédératifs ouvriers. Les quatre plus importants sont : « l'union des industries minières et métallurgiques », « l'union des industries chimiques », « l'union des syndicats patronaux de l'industrie textile » et « le comité central des houillères ».

Au-dessus des fédérations existe une confédération : « la confédération générale de la production française » constituée en 1919. Bien que n'en représentant qu'une partie, elle avait déjà, avant 1936 le caractère d'un organisme représentatif du patronat français. C'est pourquoi, lorsque les événements de 1936 lui firent remplir le rôle de représentant officiel du patronat, elle fut très critiquée : parce qu'elle n'était pas le reflet de tous les milieux patronaux, parce qu'elle n'avait pas de liens assez étroits avec les syndicats provinciaux, parce qu'elle parlait au nom de la grande industrie et non en celui de la petite.

C'est pourquoi, elle devint la Confédération Générale du Patronat

Français après avoir modifié ses statuts, en tenant compte des critiques qui lui avaient été adressées.

Mais, malgré les efforts de discipline collective tentés depuis 1936 tant par la Confédération Générale du Patronat Français, que par les organisations qui la composent, il faut reconnaître que les groupements patronaux demeurent peu organisés : ils font encore, après 1936, une part trop grande à l'individualisme et ne conservent trop souvent qu'un rôle de conseil au lieu d'avoir un rôle de direction.

Le syndicat patronal ne représente qu'une institution bien artificielle, surtout quand on le compare au syndicalisme ouvrier dont la vigueur demeure étonnante même après la guerre de 1914.

CHAPITRE IX

Le syndicalisme ouvrier entre les deux guerres.

La guerre de 1914 est, comme on l'a vu, défavorable au développement de l'institution syndicale... Quant à l'esprit syndical, il existe en puissance dans la masse, mais momentanément l'esprit d'union nationale le domine.

Cependant l'année 1917 nous fait assister aux essais d'une minorité ouvrière pour réveiller les sentiments de classe. Ainsi la Fédération des métaux exprime les sentiments des militants dans un appel de son comité exécutif « le droit syndical supprimé en fait, sous le masque hypocrite d'une liberté l'annihilant... les militants traqués, déplacés, renvoyés au front pour délit d'opinion... le droit de réunion contesté, supprimé pour ceux qui, luttant pour la vérité, refusent d'accepter ou de répandre les mensonges et les excitations haineuses les plus viles et les plus basses... les organisations ouvrières humiliées, avec leur existence hautainement tolérée par le pouvoir, insolemment contestée par le patronat. Le patronat encouragé par les gouvernants et leurs agents, libéré de tout contrôle, de toute inspection, exploite durement les enfants et les femmes que le surmenage condamne à l'épuisement et à la tuberculose ; il bénéficie dans de nombreux cas d'une main-d'œuvre militarisée, soumise à une autorité aussi excessive qu'utilement contestable... Grossissant démesurément ses profits, il augmente proportionnellement ses prétentions liberticides ; se refusant à admettre les tarifs des salaires insuffisants qu'on nous impose, il ne les applique pas, ou en général ne règle les salaires que sur le minimum de base de l'affûtage pour tous les travaux aux pièces » (1).

Mais les classes laborieuses ne répondent pas aux appels à la révolte qu'on leur adresse : « Nous aurions voulu, écrit Merrheim, que la classe ouvrière répondît à notre appel. Elle n'y a pas répondu : nos appels n'eurent pas d'écho immédiatement. La masse qu'a-t-elle fait ? La masse, elle s'écartait. Je n'ai pu la réveiller, cette masse... Elle n'a pas répondu à l'appel de Zimmerwald. Et, même si j'avais été arrêté à mon retour de Zimmerwald et fusillé, la

(1) DOLLÉANS. — *Histoire du Mouvement ouvrier*, t. II.

masse ne se serait pas levée, elle était trop écrasée sous le poids des mensonges de toute la presse et des préoccupations générales de la guerre » (1).

A l'apathie des classes ouvrières correspond la désunion de leurs chefs, qui se révèle à la conférence de Clermont-Ferrand, malgré la motion unanime par laquelle celle-ci se termine.

L'armistice apporte un grand espoir ; la C. G. T. en raison du développement des industries métallurgiques pendant la guerre compte près de 200.000 adhérents ; mais sa division profonde empêchera les masses ouvrières de profiter de son importance numérique. Certains militants, comme Pierre Monatte, désirent une révolution politique par l'émeute et la violence ; d'autres, au contraire, comme Merrheim veulent, avant d'utiliser la violence, réaliser une révolution économique en donnant aux travailleurs leur pleine capacité.

Bien que la révolution russe et la création de la III^e Internationale développent en France une mystique révolutionnaire, ces dissensions déterminent l'échec de la grève des cheminots de 1920, qui entraîne une régression du syndicalisme. Fin 1921, la C. G. T. ne compte plus que 600.000 membres contre 1.800.000 l'année précédente.

Par la suite, la C. G. T. est divisée par les querelles intérieures ; la question de l'affiliation à l'Internationale de Moscou ou à celle d'Amsterdam détermine une scission qui dresse la C. G. T. contre la C. G. T. U. et l'unité syndicale n'est reconstituée qu'en 1936. Mais cette union et un gouvernement de Front Populaire donnent au mouvement ouvrier une ampleur que traduisent les troubles et les grèves de 1936, 1937. La C. G. T., qui ne comptait que 800 techniciens en 1935, en compte 50.000 en 1936. Le nombre des syndiqués des industries chimiques passe de 6.000 à 150.000.

L'examen de la situation en France, à la veille de la guerre de 1939, semble pouvoir justifier les remarques suivantes :

Il existe incontestablement un esprit ouvrier que les inégalités sociales entretiennent et que traduit l'idée de lutte de classes. La majorité des ouvriers pourrait s'exprimer ainsi : « Point de co-responsabilité ; aucune complicité avec les classes dirigeantes, avec les partis bourgeois, qui voulurent ou qui admirent cette situation. Séparation nette, absolue, sans équivoque, sans transactions. Deux routes, deux âmes, deux mondes, nous et eux, irréconciliables, aujourd'hui et plus encore demain » (2).

(1) DOLLÉANS. — *Histoire du Mouvement ouvrier*, t. II.

(2) Paroles de TURATI, cité par DOLLÉANS. — *Histoire du Mouvement*, t. II.

Mais l'intensité de cet esprit de classe varie suivant les moments, avec la situation économique, avec la réussite ou l'échec des revendications qu'il suscite. Il est, en effet, curieux d'observer la variation brusque des effectifs syndicaux. L'échec d'une grève fait perdre confiance : on abandonne le syndicat. Sa réussite entraîne des adhésions.

Or, l'effectif syndical est un indicatif excellent de l'état d'esprit ouvrier dans la mesure du moins où la liberté syndicale est encore respectée. Le syndicat est, en effet, une institution libre que seul un état d'esprit peut faire naître.

Mais, depuis la reconnaissance du syndicat, nous pouvons assister à une extension de ses prétentions. Facultatif à l'origine, le syndicat tend à devenir obligatoire en fait, par la mise à l'index de l'ouvrier non syndiqué. Institution privée, il finit par représenter les intérêts des non syndiqués de sa profession, et reçoit de l'Etat un pouvoir réglementaire.

Malgré tout, le syndicat reste une création spontanée, dont le caractère essentiel est d'avoir été reconnu et non créé par la loi.

Les conventions collectives de travail, à la généralisation desquelles nous assistons depuis quelques années, ont le même caractère. Réglementant le statut du travail de façon contractuelle, collective et préalable (1), les conventions collectives sont pratiquées bien avant d'être reconnues par la loi. Telles sont les conventions d'Arras en 1891, où l'accord collectif réalisé en 1895 dans l'industrie du livre. La loi ne les reconnaît que plus tard ; elle leur confie l'application de la semaine anglaise en 1917, de la loi de huit heures en 1919.

La loi du 24 juin 1936 donne aux conventions collectives un statut juridique nouveau, qui consacre une conception réglementaire et institutionnelle du syndicat ou groupement de syndicats puisqu'il devient possible d'étendre un accord collectif à une région, par arrêté ministériel.

Néanmoins, dans le cadre du capitalisme, l'accord collectif du travail demeure, à quelque degré, contractuel, puisqu'il s'agit toujours, pour deux parties d'intérêts opposés, de réaliser un accord.

Quoi qu'il en soit, à la veille de la guerre de 1939, les conflits du travail sont loin d'être résolus pacifiquement. Seule, la violence semble pouvoir résoudre l'antagonisme des classes. Faut-il pour tant renoncer aux efforts pacifiques ?

(1) PIROU. — *Les cadres de la vie économique.*

TROISIEME PARTIE

CHAPITRE I

Les rapports de l'esprit et de l'institution.

La conception historique du corporatisme implique une institution spontanée issue de besoins et d'aspirations déterminées, et non créée artificiellement par des lois. Depuis le début du xx^e siècle, nous assistons dans bien des pays à la création par voie d'autorité d'institutions qui, se disant corporatives, prétendent favoriser le retour au vieil esprit corporatif. Le processus apparaît donc inverse : les corporations du moyen âge procédaient d'un esprit corporatif tandis qu'aujourd'hui le législateur recrée une institution dont il attend la renaissance de l'esprit ancien.

Il est bon sans doute qu'une institution naisse spontanément, mais il est possible que la « nécessité sociale » dont nous avons déjà fait état n'apparaisse pas clairement à l'opinion ni surtout les possibilités économiques et psychologiques qui en favorisent l'éclosion.

La lutte de classes qui peut se présenter comme le résultat de l'évolution naturelle ne reflète peut-être pas fidèlement la conscience populaire et ses conséquences pourraient fort bien sembler désastreuses à ceux-mêmes qui les auraient souhaitées. Il est d'ailleurs rare que les aspirations et les idées réunissent une complète unanimité ; le conflit entre partisans de la révolution violente et partisans de la collaboration des classes, atteste l'existence d'un problème politique qui serait, comme toujours, de rechercher la conciliation des deux tendances. C'est en ce sens qu'une institution peut non pas faire naître un esprit, mais le traduire en répondant aux besoins et aux vœux inconscients de la masse.

Il s'agit « seulement » de trouver une institution susceptible d'aboutir à un accord. L'Etat doit naturellement jouer le rôle le plus important dans cette création. Doit-il se borner à orienter, à suggérer ? Son intervention doit-elle au contraire se manifester

jusque dans les moindres détails? Des expériences étrangères, notamment celle du Portugal, nous fourniront de précieux enseignements à cet égard.

La spontanéité d'une institution en garantit sans doute l'utilité. Lorsque les besoins du public et le sentiment général, touchant les moyens propres à les satisfaire, en viennent à se traduire dans les faits, sans aucune pression extérieure, il y a là un procédé de formation du droit dont la valeur n'est pas contestable. Si le droit doit être la découverte de ce qui convient le mieux aux individus d'un lieu et d'une époque, la tâche du législateur se trouve simplifiée, son rôle se bornant à constater ce qui existe, et à le consacrer légalement. Encore convient-il que l'autorité vérifie qu'il s'agit là d'une réalisation permanente; et non d'une aspiration, née d'une situation momentanée, qui disparaîtrait aussi vite qu'elle est venue. Le misonéisme des gouvernements donne des apaisements à ce sujet; il suffit par exemple de mesurer le temps qu'il a fallu aux syndicats pour se faire reconnaître. Ces délais ne sont-ils pas d'ailleurs utiles et la lenteur dans les constructions sociales n'est-elle pas une garantie souhaitable de leur durée?

S'il est bon qu'une institution se crée seule et repose sur un esprit public unanime, une telle condition n'est pas facile à obtenir. On doit même constater que dans la plupart des cas, il est bien difficile de discerner entre les diverses opinions qui se font jour, celle qui répond le mieux à l'esprit public. Bien souvent, des opinions diamétralement opposées rallient les suffrages, et nous devons voir là un exemple, entre bien d'autres, de cette loi de lutte à laquelle l'humanité semble soumise; pour les départager, on ne peut évidemment retenir le critère du nombre car l'opinion de la minorité peut se réclamer de valables raisons qui ont échappé à la majorité. C'est là qu'apparaît la part d'initiative et d'originalité laissée au législateur. En présence d'une thèse et d'une antithèse, il lui faudra rechercher une synthèse ou encore choisir entre les deux tendances. Le « génie » de l'homme politique consistera à discerner les réalités profondes et à ne pas se laisser leurrer par l'apparence; il semble bien, à en juger même par l'expérience russe, où le communisme s'est sensiblement atténué, que le sentiment de justice éprouvé par la masse ne s'identifie pas à la doctrine communiste; si le législateur doit tenir compte de l'« éthique », il lui faut cependant, quand il s'agit d'une organisation positive, ne point se faire d'illusions sur les possibilités de réalisation d'un régime qui n'a été conçu que dans un élan de mystique sociale et qui révèle en ses profondeurs une volonté de justice, sans porter en lui les moyens de la réaliser.

L'examen de la situation actuelle fait apparaître des tendances différentes.

La deuxième partie de cet ouvrage a montré que les ouvriers répudiaient la doctrine libérale ; l'évolution sociale accuse le développement constant de l'esprit d'association chez les membres de la classe ouvrière ; elle aboutit à la formation d'un puissant idéal d'affranchissement du salariat par la lutte des classes. Selon cette première opinion, la disparition brutale de la classe patronale doit déterminer l'avènement du prolétariat ; il en résulterait une série de conséquences heureuses pour les prolétaires ; leur bonheur serait désormais assuré.

Mais il ne faudrait pas croire que l'action révolutionnaire correspondit aux aspirations de tous. D'abord, la doctrine libérale a encore ses partisans. Certains entrepreneurs persistent à la défendre, sans d'ailleurs l'observer, puisqu'ils forment des cartels, des trusts et n'hésitent pas à faire appel à l'Etat dès qu'ils sont en difficulté. Ils désirent surtout sauvegarder leur indépendance et conserver l'intégralité de leurs bénéfices. Tous ceux que menace directement une dictature ouvrière, croient suffisant pour conserver leurs privilèges, d'accorder quelques concessions secondaires.

Enfin, un certain nombre de gens, bourgeois par leur situation et leur éducation, désirent vivement, par sentiment autant que par intérêt, économiser une révolution en proposant, volontairement, des réformes profondes, susceptibles d'arrêter les revendications ouvrières par la suppression de leur objet. Ceux-là sont convaincus qu'un seul fait explique l'histoire intérieure des nations : la lutte du malaise contre le bien-être ; à certains moments, les classes mal partagées dérangent l'ordre social. C'est pourquoi, répudiant un libéralisme que défendent seulement quelques champions attardés, désirent-ils rompre définitivement avec un régime qui ne correspond plus aux aspirations du moment ; ils aspirent à concilier les tendances et à favoriser l'extension de l'esprit de collaboration qu'ils incarnent. Ils veulent trouver une institution, qui garantisse aux révolutionnaires les résultats sociaux qu'ils attendent de la révolution, et aux non révolutionnaires, la sauvegarde de leur indépendance.

En définitive, la difficulté est de concevoir un droit nouveau qui puisse être pensé par l'opinion publique : les nouvelles institutions ne seront viables que formulées en termes de droit qui trouvent leurs principes dans la conscience de l'opinion ; à cette seule condition l'institution agira dans le sens du développement de la collaboration. L'homme de science le plus objectif ne pourrait, en effet, prétendre à un déterminisme rigoureux. Il y a place pour

l'intervention de la volonté humaine, à condition que celle-ci s'inspire des considérations que nous venons d'exposer.

Puisqu'on ne peut escompter la naissance spontanée de cette institution, il faut la créer de toutes pièces ; l'intervention de l'Etat est donc nécessaire ; mais jusqu'où devra-t-elle aller ? L'autorité publique peut se borner à donner un cadre juridique à l'institution et à la soutenir ; elle peut, au contraire, intervenir activement en considérant que si le peuple est fort capable de savoir ce qu'il veut c'est-à-dire quelles fins sociales doivent être réalisées, il est par contre incapable de définir les moyens ; d'autant moins que la passion politique et la mystique de la « revanche sociale » obscurcissent son esprit. Le rôle de l'Etat est de discerner, au delà des mouvements d'opinion, les aspirations profondes, et de résoudre les problèmes de réalisation.

Les expériences étrangères peuvent nous aider à découvrir quelle part l'Etat doit se réserver dans la création d'une institution destinée à faire éclore un esprit de collaboration.

L'Etat peut, comme en Suisse, tout abandonner à l'initiative des intéressés ; les efforts qui se dépensent, sans unité d'inspiration engendrent des corporations de fins et d'extensions limitées ; utile et heureuse préparation, dit M. Coquelle-Viance (1), qui ne nous conduira jamais à une solution durable aussi longtemps que le gouvernement fédéral n'aura pas pris une décision générale, fait un choix entre les diverses formules proposées et essayées.

L'Italie nous montre l'expérience inverse d'un corporatisme très étatisé. M. Mussolini avait instauré, par de nombreux édits, des corporations qui n'étaient en réalité que des organismes d'Etat, sinon de véritables institutions publiques. On peut dire que l'expérience eût été un échec si elle n'avait été soutenue par un pouvoir politique reposant malgré tout sur un semblant d'idéal.

Le Portugal nous offre l'autre exemple d'un régime qui veut partir de l'institution pour modifier la vie sociale. Mais à l'origine, M. Salazar désirait voir les corporations se former spontanément dans le cadre qu'il leur avait fixé. L'article 14 de la constitution portugaise s'exprimait ainsi : « Il incombe à l'Etat d'autoriser les corporations morales ou économiques et les associations ou organisations syndicales, d'encourager et d'aider leur formation ». Le chef du gouvernement portugais se proposait d'instaurer un corporatisme d'association par la mise en application temporaire d'un système pré-corporatif. Il voulait susciter les initiatives privées et déterminer les Portugais à s'organiser eux-mêmes volontairement. Pourtant, malgré le milieu très favorable au corporatisme que

(1) *Un ordre corporatif français.*

représentent la paysannerie et l'artisanat, l'attente de M. Salazar a été déçue. L'Etat a dû intervenir presque partout, tout en conservant l'espoir d'être bientôt remplacé par les volontés individuelles. Si bien que, « l'obligation de s'associer est au Portugal une préface à la liberté d'association ». Le système n'est que provisoire, le contrôle direct de l'Etat n'est qu'un accident ; « un étatismisme temporaire dérive d'un anti-étatismisme fondamental » (1). En somme, on espère que l'institution pourra modifier la psychologie populaire et créer une mentalité corporative. Y parviendra-t-on ? M. Salazar a fait à ce sujet des déclarations qui seraient pessimistes si elles ne s'atténuaient de l'espoir que le temps lui donnera raison.

Ce demi-échec a permis d'écrire (2) : « Ce ne sont pas les textes si parfaits soient-ils, ce ne sont pas les intentions si pures et si nobles apparaissent-elles, qui créeront le milieu indispensable à la matérialisation des idées généreuses de M. Salazar ». On a pu dire qu'il était illusoire d'imaginer la restauration d'un ordre corporatif à la suite d'un acte de la puissance publique, d'un fait du prince, sans autre préparation. Ces critiques ne paraissent pas pertinentes. M. Salazar n'a pas voulu adapter l'homme à un plan ni « créer » un esprit corporatif (ce qui semblerait, en effet, presque impossible) ; il n'a voulu que susciter le développement d'un esprit latent : l'esprit de collaboration. Son échec momentanément prouve seulement que l'institution est peut-être mal choisie, mal conçue ou de création trop récente.

De l'expérience portugaise, il semble qu'il faille tirer un enseignement. L'Etat doit prendre une part prépondérante à la création de l'institution. Néanmoins, il doit laisser aux initiatives privées la possibilité de se manifester afin de savoir dans quelle direction il convient de s'orienter ; alors il pourra intervenir efficacement et donner à l'institution l'autorité nécessaire à la réalisation des buts pour lesquels elle a été créée. Jamais l'Etat ne devra oublier que sa tâche accomplie, il devra s'effacer ; mais son action est indispensable.

Une certitude est acquise : une telle institution est possible ; l'esprit de collaboration est susceptible d'être réalisé ; la lutte de classes n'est pas une fatalité historique ; il suffit pour s'en convaincre, d'étudier le régime social de la Suède (3). Ce pays a réussi à rapprocher les classes et à établir entre elles des relations confiantes, cordiales. Ce succès étonne d'autant plus qu'il n'est dû

(1) BAUDIN. — *Le corporatisme*.

(2) Fred HUSSON. — *Notes sur le corporatisme au Portugal*.

(3) Les renseignements sur la Suède sont puisés dans : *Syndicat et corporatisme* de L. O. FROSSARD.

qu'aux efforts privés : il est la conséquence du caractère de la Centrale syndicale ouvrière qui, subissant l'influence du parti social-démocrate, dirige ses efforts vers les réformes réalistes et non vers la révolution.

Les résultats sont étonnants ; alors qu'en 1920, 450 conflits du travail touchaient 150.000 ouvriers, en 1935 par l'effet de la législation sociale, il ne se produit plus que 94 conflits concernant 17.000 ouvriers. C'est que, tout en défendant leurs intérêts avec vigueur, patrons et ouvriers ont fini par comprendre qu'attachés à la même tâche ils sont des « collaborateurs » qui doivent envisager comme un bien commun la prospérité des entreprises. Cette compréhension réciproque est allée jusqu'à décider des ouvriers à renoncer à l'échelle mobile des salaires dans les moments de crise pendant que des associations patronales refusaient de discuter avec des ouvriers non syndiqués. « On a vu le président de la Confédération patronale faire des cours à l'Ecole des militants de la confédération ouvrière ».

La France n'en est pas encore là ; l'esprit de lutte de classes, ou, plus généralement, la méfiance domine chez les ouvriers ; la classe patronale demeure égoïste et aveugle. Il faudra vaincre ces tendances avant de pouvoir espérer développer l'idée de collaboration : mesurer les défauts de la classe bourgeoise et la réformer ; donner satisfaction aux revendications légitimes des travailleurs, à l'aide d'une nouvelle organisation économique.

CHAPITRE II

Les conditions morales de la disparition de la lutte des classes.

L'étude que nous avons entreprise des syndicats ouvriers durant ces dernières années nous a montré le développement progressif de l'esprit de lutte de classes. Désireuses, à l'origine, d'utiliser la nouvelle force que leur donnait l'association ouvrière, les classes laborieuses ont d'abord visé à l'obtention d'un certain nombre d'avantages, relatifs au temps de travail, aux salaires, etc... Mais elles se sont attaquées bientôt à la disparition pure et simple du régime capitaliste et de ceux qui en profitent. L'esprit combattif a profondément pénétré la masse ouvrière. On n'enlèvera pas aux prolétaires le sentiment qu'il existe au monde deux catégories d'individus : des exploités dont ils sont, des exploités qu'il faut faire disparaître pour les remplacer par les exploités. Or, les prolétaires sont en nombre important par rapport aux privilégiés ; leur union est faite déjà depuis longtemps. On se demande dans ces conditions pourquoi la masse ouvrière n'a pas encore réussi à détruire le régime auquel elle s'attaque.

C'est qu'en définitive le drame de la classe ouvrière est de manquer des cadres nécessaires pour succéder aux anciens. Qu'une révolution brutale balaye la classe dirigeante, les ouvriers seront incapables (pendant un certain temps du moins) de la remplacer.

Il est d'ailleurs facile de comprendre pourquoi il en est ainsi. Dès qu'un ouvrier fait preuve d'une certaine supériorité sur ses camarades, il est bien rare que celle-ci ne se traduise pas dans les faits par le succès et les avantages pécuniaires qui en sont la récompense. Cet ouvrier est ainsi conduit à changer automatiquement de catégorie sociale et envisage pour ses enfants une situation supérieure à la sienne. Devenu propriétaire, il est bien rare qu'il ne change pas de camp et ne perde pas le sentiment de la solidarité qui le reliait à ses anciens camarades de travail. On a souvent observé, au cours des conflits collectifs de 1936, que les patrons les moins « sociaux », les moins favorables aux revendications ouvrières, étaient eux-mêmes d'anciens ouvriers.

La classe ouvrière est donc condamnée, par définition même, à

manquer non de meneurs, non de chefs, mais de cadres de valeur. Bien entendu, il est des exceptions remarquables ; certains anciens ouvriers, qui se sont élevés intellectuellement et moralement par un travail acharné, ont conservé le sentiment de la solidarité de classe, ils sont demeurés ouvriers. Mais ces hommes d'élite restent l'exception ; les premiers, ils déplorent leur isolement.

Où trouver alors les cadres nécessaires à la vie d'un pays ? Pelloutier voulait voir l'énergie ouvrière s'exercer sur le plan de la « culture de soi-même ». Il considérait l'union de cette force individuelle à la force collective, que représentait l'élan des masses, comme indispensable pour édifier une « société d'hommes fiers et libres ». Des militants, comme Emile Pouget et Paul Delesalle, partageaient cette conception éducatrice du mouvement ouvrier. Leurs efforts furent vains. Aussi faut-il choisir entre les termes de l'alternative : ou bien détruire complètement les classes dirigeantes, c'est-à-dire accepter la période de marasme résultant de l'absence d'éléments de remplacement et le risque de voir la révolution n'aboutir qu'à un changement du personnel dirigeant ou possédant ; ou bien utiliser les cadres existants en les transformant. En d'autres termes : révolution ou évolution ; bref, transformation de la classe dirigeante.

Il n'est pas interdit d'envisager une institution qui combinerait les aspirations légitimes de la classe ouvrière avec la nécessité de conserver des cadres cohérents dont le caractère devrait d'ailleurs évoluer dans un sens que nous préciserons plus loin.

Que sont ces aspirations ouvrières ? Avant tout un besoin caractérisé de justice ; les mots « justes » et « injustes » sont parmi les plus caractéristiques du langage populaire.

Au point de vue économique, il est clair que l'ouvrier demande que lui soient assurées la sécurité et la régularité de son travail en même temps qu'une rémunération lui permettant une vie convenable. Il veut, avant tout, écarter les risques du chômage dont les conséquences sont si désastreuses pour lui et sa famille. Il souhaite un régime qui évite les crises jugées non seulement inévitables mais indispensables par les libéraux. Ces aspirations économiques, dont nous traiterons plus loin, se doublent de passions sociales.

Tocqueville remarquait déjà, il y a plus d'un siècle, la tendance générale des hommes à l'égalité (1). Il observait qu'un individu préfère partager une existence médiocre avec ses contemporains plutôt que de jouir d'un certain confort, en reconnaissant à d'autres le droit à une vie plus confortable encore. Ce désir d'égalité qui n'est pas niable n'est cependant pas aussi général que le pensait

(1) *De la démocratie en Amérique.*

Tocqueville. Si, bien souvent, les mots « pourquoi lui et pas moi » expriment les sentiments d'un ouvrier à l'égard d'un membre de la classe possédante, il est fréquent d'entendre exprimer des opinions qui rendent justice au mérite d'un homme enrichi par son travail ou dont la réussite sociale est la conséquence directe de la compétence. L'homme du peuple a toujours été intimidé, par l'homme « qui sait » et qui comprend des choses qui lui sont inaccessibles. La puissance des sorciers des tribus primitives n'a pas d'autre origine.

Aussi le principal obstacle à la collaboration des classes ne nous paraît-il pas être tellement « l'abîme » qui sépare les ouvriers de leurs employeurs, que le fait que les privilèges de ces derniers ne semblent pas toujours justifiés. Il est rare d'entendre un ouvrier se plaindre de l'inégalité des salaires. Il comprend fort bien que la compétence d'un ingénieur justifie une rémunération supérieure à la sienne et rarement il estimera abusif le luxe de l'appartement d'un médecin. Par contre, il lui semble révoltant que les fils de ces derniers mènent une existence oisive ou même poursuivent des études coûteuses, alors que sa situation matérielle oblige ses enfants à gagner leur vie de bonne heure. Abstraction faite de la jalousie inévitable des pauvres pour les riches, l'idée d'inégalité est sans doute acceptée par la masse beaucoup plus facilement qu'on ne le dit parfois ; mais la différence des conditions doit être solidement étayée par la différence des valeurs, pour être considérée comme légitime.

En tout cas, l'inégalité des salaires est pratiquée dans un pays où l'on pourrait croire que règne, au contraire, l'égalité la plus stricte. L'U. R. S. S. est, en effet, notamment depuis l'expérience Stakhanoviste le pays où « l'éventail des salaires est le plus ouvert ».

On peut pourtant objecter que les sentiments de lutte de classes ont atteint une telle intensité, que le fait même de parler de collaboration apparaît aux ouvriers comme une trahison et une duperie. Bien souvent, des ouvriers professent une haine du patron et l'étendent même à tous les possédants, que leurs titres à la propriété soient ou non justifiés. Il arrive aussi que ce qu'entreprennent les patrons dans un but social, soit considéré avec méfiance par ceux qui ne veulent pas enlever à la classe ouvrière l'espoir d'une transformation de régime. En effet, tout ce qui améliore le sort des ouvriers dans le cadre juridique actuel, ne peut qu'amoindrir les vellétés révolutionnaires, tandis que la misère pousse aux solutions désespérées. Mais si l'on veut regarder les choses en face et se demander contre qui luttent les ouvriers, on ne peut guère s'étonner de la violence des conflits.

Bien des « bourgeois » médisent de leur classe et renient leurs

origines ; cette mode, de mauvais goût, ne doit pas empêcher cependant de reconnaître les fautes commises en France par la classe bourgeoise. Quel égoïsme dans les rapports entre employeurs et ouvriers ! Quelle insouciance de la condition ouvrière, quel manque de sentiments humains ou simplement sociaux ! On reste étonné des résistances que les ouvriers ont dû vaincre pour obtenir des avantages dont l'absence ne se concevrait même pas aujourd'hui. Aucun argument de « concurrence impitoyable », de « prix de revient à comprimer », ne saurait excuser la légèreté avec laquelle les bourgeois considéraient les problèmes ouvriers. Souvent, on faisait l'aumône, on s'apitoyait sur le sort de quelques individus vraiment malheureux ; mais dès qu'il s'agissait d'ouvrir le coffrefort, de restreindre les bénéfices, on oubliait paroles et promesses charitables, en se retranchant derrière les inflexibles lois économiques. L'esprit social de maint patron ne saurait infirmer cette constatation générale de l'égoïsme et de l'individualisme des classes possédantes qui, retranchées derrière un ordre juridique qu'elles ont construit, se refusent, contre leur intérêt même, aux concessions les plus indispensables. Que l'on consulte pour s'en persuader les hommes qui ont réglé les conflits de 1936 et 1937 par exemple. Ceux-ci ont bien souvent observé que les patrons manquaient d'esprit social.

Comment s'étonner dans ces conditions, de l'accroissement de la haine des classes ? On a trop répété depuis Marx que la lutte des classes était inéluctable comme résultant d'un phénomène économique fatal : la concentration progressive des entreprises ; et d'un fait social inévitable : la prolétarianisation croissante des masses. Les salariés n'ont pas été les seuls à le croire, les employeurs pensant bien souvent comme eux n'ont même pas tenté de rechercher si ce déterminisme n'était pas un peu simpliste et si l'intervention de la volonté humaine ne pouvait s'exercer. En fait, l'égoïsme et une politique de facilité, ont toujours prévalu : la classe possédante ne justifiait pas ses privilèges.

La méfiance de la classe ouvrière vis-à-vis de la classe patronale peut être combattue de diverses façons. La plus efficace serait évidemment la suppression de la classe ouvrière en tant que classe non possédante, c'est-à-dire « l'embourgeoisement » de l'ouvrier. Une meilleure répartition des richesses pourrait l'assurer.

La seconde serait que la classe possédante se décidât à justifier ses privilèges. La combinaison des deux moyens semble aussi logique que nécessaire ; pour le moment, envisageons le second qui doit aider à triompher de l'esprit de lutte de classes. En effet, la collaboration semble impossible à l'heure actuelle, parce que l'ouvrier considère la classe possédante comme une classe d'exploit-

teurs. La collaboration deviendra possible, quand l'ouvrier sentira que la classe privilégiée justifie ses privilèges, qu'elle est devenue désormais une sorte d'élite. En d'autres termes, quand la richesse correspondra à une supériorité personnelle, quand les patrons auront compris que, dans leur propre intérêt, il leur faut surmonter leur égoïsme et penser au bien général, quand enfin, l'égalité au point de départ permettra en fait et non plus seulement en droit l'accession des plus dignes à une situation prédominante, l'idée de lutte de classes aura perdu une grande partie de sa virulence.

Est-il utopique de vouloir remplir ces conditions? Sans doute, si nous prétendions à la perfection. Mais il n'est nullement chimérique de supposer un régime qui répartisse la richesse en tenant un plus grand compte du mérite de chacun. Ainsi la place faite au concours dans l'accession aux postes d'Etat pourrait fort bien être accrue ou même généralisée (1).

Il n'est pas non plus impossible de donner aux classes possédantes le sentiment du bien général. Sans qu'il soit besoin de susciter chez les représentants de celles-ci l'idéologie que l'on constate dans des pays voisins de la France, il suffirait de leur faire entendre leur intérêt ; l'Etat pourrait exercer là une pression valable.

Le rôle de l'enseignement peut être important en la matière. Toute une réforme reste à accomplir. Il serait présomptueux de vouloir en préciser les modalités. Bornons-nous à souhaiter qu'on subordonne l'enseignement à un but : former des chefs et leur donner conscience de leurs devoirs et de leur rôle social. On rompra ainsi avec l'enseignement de la III^e République, dont on a dit non sans raisons qu'il formait des esprits incapables de rien comprendre s'ils ne peuvent prendre en note un nom et une date. Encore une fois, il ne nous appartient pas de préconiser des réformes en cette matière : nous ne pouvons que signaler leur nécessité, et préciser leur but.

Quant à l'égalité à la base, les moyens ne manquent pas pour en réaliser l'essentiel. Les progrès constants jusqu'à ce jour de l'enseignement gratuit et des bourses permettent tous les espoirs dans ce domaine. Il suffit de poursuivre les efforts.

Bien entendu, nous mesurons les difficultés qui existent à vouloir donner à une classe possédante les caractères d'une élite. C'est pourquoi, ces vues ne sont qu'un idéal vers lequel les efforts doivent tendre. Elles sont en tout cas des conditions nécessaires pour réaliser la collaboration des classes.

Au surplus, il n'est pas souhaitable que tout antagonisme dispa-

(1) Encore convient-il d'éviter le surmenage de certains concours qui laisse des traces profondes durant toute une vie.

raisse entre classes. Sinon la classe possédante arrêterait vite ses efforts. Elle doit au contraire se sentir, dans une certaine mesure, enviée et jalousée afin d'être incitée toujours à réformer, transformer, inventer.

Voilà donc la ligne générale de la réforme nécessaire que la classe possédante devrait pouvoir s'imposer. Le saura-t-elle? On ne peut s'empêcher de penser à l'aristocratie de l'ancien régime dont la situation n'était pas sans analogie avec la situation actuelle de la bourgeoisie. A l'origine, groupement ouvert de chefs militaires, de conducteurs d'hommes, la noblesse obtient des privilèges en contre-partie des services qu'elle rend. Peu à peu, hélas, elle n'en rend plus, perd sa vigueur, refuse de se réformer, prévoit sa disparition, et... disparaît par la Révolution. En sera-t-il de même de la bourgeoisie de notre époque? Ou bien se réformera-t-elle?

Nous avons voulu montrer que l'esprit de classe peut faire place dans certaines conditions à l'esprit de collaboration; il le fera d'autant mieux que les aspirations économiques des classes laborieuses recevront davantage satisfaction.

CHAPITRE III

Les conditions économiques de la collaboration des classes.

La collaboration entre classes, conditionnée par le changement d'attitude et d'esprit de la classe possédante, ne deviendra possible que par un agencement économique permettant de donner satisfaction aux revendications légitimes de la classe ouvrière. L'esprit de collaboration trouvera dans l'amélioration des conditions matérielles de la vie des ouvriers son levain le plus efficace.

Nul doute, en effet, que l'individualisme ne réponde plus aux aspirations du moment. Reposant sur l'intérêt personnel, il se construisait en partant de l'individu : poussé par son intérêt personnel, l'homme recherche le maximum de gain avec le minimum d'efforts. Il produit ce qui lui rapporte le plus c'est-à-dire ce qui est le plus utile à ses concitoyens ; en pensant à soi, l'individu sert donc le bien général ; mais s'il veut abuser de la situation et maintenir des prix élevés, il suscite la concurrence de producteurs désireux eux aussi de profiter de bénéfices importants.

Ce système parfait en théorie l'est devenu de moins en moins en fait, à mesure que s'atténuait le rôle de l'individu en tant qu'agent actif de l'économie. Le capitalisme a subi une évolution profonde qui a conduit de la lutte entre les petites entreprises, vouées à la concurrence, à l'entente entre grandes entreprises concentrées. A l'ordre spontané et providentiel qui devait résulter du système ont succédé le désordre et l'anarchie. A-t-il d'ailleurs jamais existé un ordre providentiel ? Il semble que la belle époque du libéralisme et du capitalisme de petites unités n'ait jamais connu elle-même qu'un équilibre bien précaire. Sans doute, la concurrence jouait-elle en faveur d'un rétablissement rapide de l'équilibre économique grâce à la poursuite par chacun de son intérêt personnel ; mais il est indéniable, ainsi que l'a fait remarquer M. Noyelle (1) que les ouvriers qui protestaient contre la médiocrité de leur état et contre la misère en temps de crise, obéissaient également à leur intérêt personnel. L'intérêt personnel semble donc « d'une part

(1) *Utopie libérale. Chimère socialiste. Economie dirigée.*

imposer un régime de concurrence, d'autre part inciter un grand nombre d'individus à dénoncer les effets de la concurrence quand celle-ci tourne contre leur bien-être ».

Au surplus, le système apparaît fort défectueux avec le développement des entreprises. D'une part, leur élargissement progressif peut aboutir spontanément au monopole. D'autre part, la concentration peut être concertée par des chefs d'industrie désireux d'éviter une concurrence de plus en plus coûteuse. Dans les deux cas l'équilibre « automatique » n'est plus respecté, soit que les ententes maintiennent des prix artificiels, soit qu'elles organisent l'obéissance à l'injonction des prix, prescrivant la baisse de la production lorsque ceux-ci diminuent.

Ainsi, la production se dérobe de plus en plus à l'automatisme « non pas parce que l'Etat intervient, contrairement à la loi du régime, mais parce que la loi du régime (intérêt personnel) pousse un grand nombre de producteurs à fuir la concurrence » (1).

En ce qui concerne la monnaie et le crédit, M. Noyelle a également démontré (2) qu'à l'idée d'automatisme s'était substituée l'idée d'organisation concertée. Quant au salaire, il est suffisamment clair qu'il ne résulte guère du libre jeu de la loi de l'offre et de la demande, pour qu'il soit inutile d'y insister.

Quoi qu'il en soit, les correctifs apportés au régime libéral, inspirés d'ailleurs des lois mises en lumière par la théorie libérale, indiquaient que le système reposant sur les prix était loin d'être spontané, et encore moins automatique. L'ordre qui semblait s'établir, sans qu'on l'ait voulu ni souhaité, pouvait facilement être regardé comme providentiel. Aussi les libéraux écartaient-ils les critiques qu'on leur adressait sous prétexte que les conséquences des lois naturelles ne pouvaient être elles-mêmes que naturelles. Or, le régime économique libéral ou quasi-libéral était désastreux pour les classes ouvrières. Lorsque l'équilibre économique était rompu, il fallait un certain temps pour qu'il se rétablît ou qu'on le rétablît. Ainsi, quand l'offre apparaissait supérieure à la demande, un certain nombre d'entreprises fermaient leurs portes condamnant les ouvriers au chômage pour un temps indéterminé. L'état économique tendait sans doute, toujours vers un état d'équilibre mais ne pouvait jamais s'y maintenir.

Bien plus, des libéraux considéraient le chômage comme indispensable au rétablissement de l'équilibre ; M. Rueff illustre cette thèse par un exemple : pour transporter des matériaux d'un point A à un point B de son usine, un industriel peut employer indifféremment un pont roulant qui lui reviendra à 100.000 francs par an,

(1), (2) *Utopie libérale, chimère socialiste, économie dirigée.*

ou 10 ouvriers, qu'il paiera 10.000 francs par an. Si, toutes choses égales d'ailleurs, le prix de la main-d'œuvre s'élève à 12.000 francs par an par exemple, l'industriel commandera le pont roulant et condamnera ces dix ouvriers au chômage, jusqu'au moment où la concurrence entre les ouvriers chômeurs fera baisser le prix de la main-d'œuvre à un niveau où l'entrepreneur aura intérêt à reprendre les dix ouvriers en question.

Ce raisonnement schématique est parfaitement correct ; et M. Rueff avait raison, sous quelques réserves, d'indiquer l'indemnité de chômage (ou dôle) comme la cause du chômage permanent en Angleterre : c'est bien pourquoi le régime libéral doit être écarté. On ne peut tout de même pas attendre des classes laborieuses qu'elles acceptent docilement l'insécurité que leur vaut le régime libéral. Les résultats sociaux de la liberté ne peuvent que « susciter les revendications ouvrières tendant à la transformation profonde du régime économique en vue d'obtenir un meilleur équilibre et une répartition des biens plus satisfaisante pour les déshérités » (1).

Aussi durement éprouvés par les crises, déçus par le libéralisme, les individus aspirent-ils à une discipline dont ils attendent en même temps que le bien-être, la sécurité et la tranquillité. Une organisation professionnelle, pour être acceptée, devra résoudre de façon satisfaisante les problèmes d'équilibre, de répartition et de productivité auxquels le libéralisme a donné des solutions inacceptables.

Sans vouloir prétendre envisager dans le détail les réformes économiques susceptibles d'obtenir le consentement populaire, on peut néanmoins indiquer dans quelle direction il convient de s'engager pour rendre possible la disparition de la haine des classes et redonner de la vie à un esprit de collaboration. Les remarques suivantes semblent s'imposer : puisqu'il faut éviter le chômage et les crises dont il résulte, un équilibre stable doit être obtenu entre la production et la consommation. Or le mécanisme des prix, dont nous venons de reconnaître l'insuffisance, doit être abandonné ou perfectionné. D'autre part, l'étatisme qui supprime toute initiative individuelle et qui cristallise la vie économique semble devoir également être écarté. Nous lui préférons un régime d'économie organisée où les tâches seraient réparties entre l'Etat, les professions et les particuliers dans une proportion que nous allons essayer maintenant de déterminer.

Tout d'abord, le plan général de production ne peut incomber qu'à la puissance publique. Elle seule est capable de connaître l'intérêt général ; seule elle peut être impartiale et diriger l'éco-

(1) NOYELLE. — « Op. Cité ».

nomie vers des buts d'intérêt immédiat et futur ; seule, elle peut établir la hiérarchie des besoins et acheminer des activités dans un sens socialement et économiquement nécessaire.

Quel étonnement d'observer combien de gens se livraient à des activités superflues, alors que d'autres travaux pourtant indispensables ne pouvaient être exécutés ! Qui prétendra qu'il ne vaudrait pas mieux, avant de consacrer capitaux, temps et main-d'œuvre à la construction de yachts et de voitures de luxe, s'occuper de construire des maisons saines pour la classe pauvre de la population et de la vêtir décemment ? Le choix de ce qui nous est nécessaire, d'une manière individuelle ou collective, est toujours à la base de la vie ; il peut à lui seul imprimer de nouvelles orientations à l'économie nationale et à toute l'administration publique. Des constatations de cet ordre démontrent la nécessité de concevoir un plan d'ensemble.

Mais il est impossible de confier ce travail aux professions qui doivent se borner à fournir des renseignements utiles à la confection du plan. Par contre, les professions organisées doivent en assurer l'exécution. Chaque organisation professionnelle reçoit mission de produire telle quantité de tel produit ; il lui incombe de répartir les contingents de production entre ses membres ; mais dans ce cadre, une certaine latitude et une certaine autorité doivent lui être accordées, afin d'éviter la stagnation de la vie économique et d'assurer l'amélioration de la qualité des produits, malgré la certitude qu'ont les chefs d'entreprises, de vendre leurs marchandises à des prix fixés d'avance.

Au surplus, il n'est pas impossible d'envisager la direction de la production par le contrôle des prix. L'exécution du plan serait assurée par une modification des prix permettant d'augmenter les productions insuffisantes et de diminuer les productions excédentaires. Cependant, cette demi-correction du libéralisme paraît encore pleine d'inconvénients.

La profession doit être organisée de façon à bien représenter non seulement l'ensemble de ses intérêts, mais aussi les intérêts des consommateurs. Autrement dit, le contrôle des pouvoirs publics semble indispensable. Ainsi pourrait être assuré l'équilibre économique général.

C'est assurément dans le domaine de la répartition des revenus que d'abord des efforts doivent être tentés. En effet, il était choquant, sous le régime libéral, d'assister à la destruction en grand, afin de maintenir les prix, de marchandises de toute sorte dont on avait ailleurs le plus grand besoin. L'économiste libéral était satisfait quand au prix, P , la demande, D , équilibrait l'offre, O . Mais il oubliait toujours que la demande ne se confondait pas avec

les besoins et qu'au prix, P, seule une partie plus ou moins grande de la population pouvait satisfaire ses désirs. Ou bien, il se consolait en pensant que la baisse du prix de revient permettrait de satisfaire progressivement un nombre croissant de personnes. Il tolérait la répartition la plus inégale des richesses puisque celle-ci résultait du jeu des lois naturelles et permettait tout aussi bien aux hommes de gagner des millions que de mourir de faim. Il admettait la demande de marchandises de grand luxe, alors que le travail et les capitaux dépensés à la fabrication de celles-ci auraient pu servir, tout de même plus utilement, à la construction d'habitations ouvrières par exemple. Car le régime libéral avait ceci d'étonnant qu'il permettait les fantaisies les plus coûteuses aux gens qui avaient les moyens de se les payer, mais interdisait à toute une classe de la société de se procurer les marchandises les plus indispensables.

Le salaire représentait, pour le régime libéral, la contre-partie d'un service rendu. Il ne devait, théoriquement du moins, varier que selon l'intelligence, la qualification professionnelle et la force physique. A cette définition libérale du salaire, doit être substituée la conception sociale d'une rémunération reposant sans doute sur le travail fourni, mais tenant compte des besoins et de la valeur sociale de chacun.

Qui fixera les salaires? On peut craindre que la libre discussion des parties en présence ne donne lieu aux abus du régime ancien. De plus, il faut pouvoir diriger la main-d'œuvre vers les professions où elle est nécessaire; le jeu des salaires peut remplir cet office.

Voilà pourquoi l'Etat doit intervenir en cette matière délicate, mais comme il tiendra compte bien entendu des propositions des professions organisées, il convient de se demander quelle structure doit être donnée à la direction de l'organisme professionnel.

La participation des ouvriers et employés à la gestion de l'entreprise est la question qui donne lieu aux discussions les plus âpres et suscite les résistances les plus violentes. Les ouvriers la désirent; les patrons la repoussent. Or l'esprit de collaboration sera tenu en échec tant que les ouvriers ne seront pas, d'une façon ou d'une autre, intéressés à la gestion de l'entreprise. Il faut que les patrons regardent le problème en face. S'ils n'acceptent pas volontairement une représentation ouvrière à leurs côtés, ils rejeteront les ouvriers vers la lutte de classes et se condamneront ainsi à disparaître dans un délai plus ou moins bref. Le temps n'est plus où l'ouvrier acceptait de n'être qu'un facteur de la production. Il veut être traité « humainement ». Les idées démocratiques ont gagné la masse qui a trouvé de plus en plus injuste de n'être rien dans la gestion d'usines où elle a, non sans se trop complaire dans

l'idée de ses capacités, l'impression d'être tout. Il nous semble que tant que ces revendications ne seront pas satisfaites, subsistera l'obstacle principal à la collaboration des classes, à l'éclosion de l'esprit corporatif, à la croyance en la solidarité humaine.

L'argument de l'incompétence ouvrière est-il donc si fort que les employeurs ne puissent, en conscience, admettre un partage de gestion ? Ont-ils seulement pris souci de bien entendre ce que signifie « part de gestion » et de voir clairement les avantages en regard de l'inconcommodité dont ils font un épouvantail.

Contre la part de gestion, ses adversaires articulent trois griefs : elle est incompatible avec la nécessité de l'autorité qui implique une hiérarchie ; elle fait fi de la compétence technique, de l'expérience des affaires ; elle masque une arrière-pensée d'usurpation progressive, visant à la dépossession.

L'autorité hiérarchique ? Elle est assurément indispensable. Et ceux des ouvriers qui en méconnaissent le prix en régime « bourgeois » ne tarderaient pas à prendre conscience que rien ne peut aller sans elle, sous tout autre régime. Il s'agit précisément de leur en faire découvrir la « loi » et en même temps de leur donner à comprendre que les grandes espérances doctrinales du communisme sont faites d'un mirage. La part de gestion dissipera le mirage en y substituant les réalités. Problèmes d'organisation, de commandement, de coordination, de rendement, problèmes financiers et commerciaux, méthodes de gestion, de prévision, etc... prendront corps aux yeux de tous. Et il apparaîtra que la masse ouvrière serait sans force si les chefs n'étaient là que pour la discipliner.

Compétence ? S'imagine-t-on que la part de gestion mettra les ouvriers en situation de faire échec, par le seul veto de leurs délégués, aux décisions de la direction responsable ? Le ou les représentants ouvriers seront en position de donner un avis, d'exprimer une opinion, de discuter, et par là même de constater, chemin faisant, leurs erreurs, leurs illusions, leurs insuffisances. Ils auront l'occasion de s'instruire, de mettre leur capacité à l'épreuve, par conséquent d'abandonner les formules creuses, les certitudes tranchantes, les préjugés de la classe ouvrière.

Usurpation ? N'oublie-t-on pas le but à poursuivre, la difficulté à résoudre, le péril à conjurer ? Désarmer l'esprit de lutte de classes, détourner le courant révolutionnaire, prévenir la grande usurpation dont les esprits lucides et froids savent qu'elle aboutirait à une catastrophe, non pas seulement pour les possédants, mais pour la collectivité, voilà à quoi il faut tendre. Précisément, les employeurs auront à montrer, affirmer la légitimité de leurs droits, de leur rang, à convaincre leur personnel qu'ils sont hommes quali-

fiés et non privilégiés sans titre. Craindre que l'usurpation progressive ne soit l'aboutissant de la part de gestion consentie est repousser la seule méthode possible. C'est aussi, croyons-nous, manquer de foi dans les vertus de la classe dirigeante ou témoigner d'une pusillanimité qui n'est point de saison. La classe dirigeante est appelée à faire ses preuves, à démontrer que sans elle l'affranchissement révolutionnaire de la classe ouvrière est voué à l'échec parce qu'il engendrerait le chaos. L'usurpation n'est pas à redouter quand les chefs sont capables. Les ouvriers ont perdu, non sans valables motifs, le sens de la hiérarchie mondaine et même sociale. Ils gardent le respect de la hiérarchie du travail. Non pas tous, évidemment, mais les meilleurs, ceux-là seuls dont la volonté est agissante. Des conflits particuliers surgiront à coup sûr. Veut-on créer un monde sans conflits? Il suffit que le conflit général soit écarté. Il le sera quand les ouvriers auront appris que la prospérité n'est pas affaire d'éloquence, même véhémence, ni de mystique politique, quand ils se sentiront initiés aux problèmes de la production, associés à l'œuvre commune, admis aux délibérations, traités en hommes et quand ils recueilleront les bienfaits du régime nouveau.

Pour que l'autorité soit reconnue, il faut que les ouvriers en constatent la nécessité et l'efficacité. Pour que la compétence ne soit pas discutée, il suffit qu'elle soit vérifiable. Pour que l'inégalité de la répartition ne semble pas inique, il convient que les mieux pourvus apparaissent comme les mieux doués. Et toute arrière-pensée d'usurpation disparaîtra dès le jour où les ouvriers, éclairés sur les conditions d'un ordre social durable, discernent que n'importe quel système économique et politique, fût-il décoré des plus brillantes formules démocratiques ou démagogiques, ne pourra faire que les talents ne soient inégaux, que les rémunérations ne soient mesurées au mérite, que les initiatives individuelles ne soient fécondes et, par conséquent, à ménager.

Sans doute un délai est à prévoir avant que l'économique et le social puissent être convenablement articulés, et il faut cependant que; sans délai, l'horizon s'éclaire d'une espérance vivifiante. Il appartient à l'œuvre sociale de faire surgir ce rayon. C'est dans le domaine social que d'abord l'esprit de collaboration des classes pourra luire.

Il convient de favoriser l'extension des œuvres sociales jusqu'ici insuffisantes parce que livrées aux initiatives privées. D'ailleurs, créées par le patron, ces œuvres rencontraient bien souvent l'hostilité des ouvriers auxquels elles semblaient faire la charité. Il paraît donc utile de créer des organismes mixtes dont l'activité pourrait s'étendre des caisses de retraites et de secours, des dispensaires, des colonies de vacances, aux activités sportives et intellectuelles.

Ces institutions pourraient fonctionner dans le cadre de la profession, à condition de tenir compte des inégalités entre professions riches et pauvres, et de ne pas oublier que pour être efficace, une œuvre doit être proche des intéressés. Il conviendrait donc d'établir des compensations entre professions et de laisser aux entreprises une certaine initiative.

Les efforts sociaux qui doivent être tentés n'auront pas seulement pour effet de remédier systématiquement aux injustices sociales. Ils se répercuteront dans le domaine économique. L'ouvrier travaillera d'autant mieux que sa situation matérielle et morale sera plus sûre.

La classe patronale est à peu près unanime à admettre l'intervention ouvrière dans le domaine social ; c'est-à-dire la création d'organismes mixtes. Elle reconnaît volontiers le droit pour les ouvriers à s'organiser une vie matérielle plus heureuse, mais, illogique avec elle-même, elle leur refuse un droit d'intervention dans la fixation des salaires et encore plus une part active à la fixation du prix de vente. Nous avons déjà dit combien cette attitude paraissait néfaste au développement de l'esprit de collaboration ; la liaison de l'économique et du social ne peut que confirmer cette impression. Si l'on veut vraiment dépasser le capitalisme, il ne faut pas prendre des mesures fragmentaires mais entreprendre des réformes générales ; il faut réorganiser entièrement le système économique en exploitant à fond les principes nouveaux mis en application.

La défaite de 1940 a obligé la France à organiser un régime d'économie dirigée. Après ces mesures hâtives inspirées des nécessités de l'heure, le Gouvernement désireux de rompre avec le régime qu'il rend responsable de la défaite, entreprend la « Révolution Nationale » dont l'idée directrice est de résoudre le problème social, en faisant disparaître la lutte de classes, pour lui substituer un esprit de collaboration. L'expérience que tente la Charte du travail atteint une ampleur exceptionnelle, car elle est la première tentative d'organisation systématique des rapports du capital et du travail. Les réformes entreprises jusque-là avaient seulement tenté de remédier à des difficultés résultant de circonstances données. Les conventions collectives du travail, l'arbitrage des grèves et lock-out étaient des mesures fragmentaires qui ne relevaient pas d'un système cohérent destiné à établir la paix sociale.

Il n'est d'ailleurs pas étonnant qu'aucune réforme d'ensemble n'ait été entreprise jusqu'à la défaite ; d'une part, les dirigeants ouvriers considéraient la lutte de classes, comme un fait inévitable, historique, que seule la substitution de la propriété collective à la propriété individuelle pourrait supprimer ; d'autre part, les partis

de droite, désireux de réaliser l'accord des classes, par la mise en œuvre d'une doctrine sociale hardie, étaient discrédités aux yeux du public par leur attitude religieuse et politique. Quant aux partis intermédiaires, M. Frossard a fort bien fait remarquer que favorables dans leur principe à la collaboration des classes, ils avaient tendance à croire, que « la question sociale pouvait se décomposer en questions sociales et se régler par une succession de réformes de répartition faites à point » (1).

Les conflits, avivés par l'égoïsme ou la colère, n'avaient de chance d'être résolus que par l'abandon complet du libéralisme et le recours à une organisation entièrement nouvelle.

La Charte du Travail a essayé de favoriser l'expansion de la collaboration au détriment de la lutte sociale. Y est-elle parvenue?

(1) FROSSARD. — *Syndicat et corporation.*

CHAPITRE IV

Les principes de la Charte du Travail.

La loi du 4 octobre 1941 est un texte d'une importance capitale, elle est le premier effort d'ensemble tenté en France pour établir les rapports des travailleurs et des employeurs sur des bases de paix sociale. La Charte du Travail veut en finir avec la lutte de classes.

Les messages du Maréchal Pétain insistent sur ce caractère et indiquent le chemin à suivre. A Saint-Etienne, le 1^{er} mars 1941, le Maréchal déclarait : « On ne peut faire disparaître la lutte des classes, fatale à la nation, qu'en faisant disparaître les causes qui ont dressé ces classes les unes contre les autres. Ces causes, c'est la menace du travail sans joie, de l'ouvrier sans métier. C'est le taudis dans la cité laide où il passe des hivers sans lumière et sans feu. C'est la vie de nomade, sans terre, sans toit. Telle est la condition prolétarienne. Il n'y aura pas de paix sociale tant que durera cette injustice ».

Plus tard, le Maréchal complétait sa pensée : « Que veulent au juste les ouvriers ? D'abord : s'évader de l'anonymat où ils ont été trop souvent confinés jusqu'ici ; ne pas vendre leur travail comme une marchandise, ne pas être traités comme des machines, mais comme des êtres vivants, pensants, souffrants, avoir avec leurs chefs des relations d'homme à homme. Ils veulent ensuite échapper à l'incertitude du lendemain ; être protégés contre les abus du chômage, trouver dans leur métier une sécurité ou pour mieux dire une propriété ; avoir la possibilité d'y avancer jusqu'à la limite de leurs aptitudes. Ils veulent, en outre, participer dans une mesure efficace, à l'action entreprise contre les misères qui les guettent, lorsque survient la maladie et lorsqu'arrive la vieillesse ; ils veulent pouvoir élever leurs enfants et les mettre en état, suivant leurs capacités, de gagner honorablement leur vie ».

A la séance inaugurale du Comité d'organisation professionnelle, le Maréchal ajoutait : « L'organisation professionnelle que vous allez élaborer ne peut rien retenir de ce qui engendrait la lutte des classes ou de ce qui en procédait. Vous écarterez tout ce qui est de

nature à y ramener. Car la lutte des classes est le prélude à la guerre civile, à échéance plus ou moins éloignée ».

Enfin, le rapport introductif de la Charte s'exprime ainsi : « Le comité (d'organisation professionnelle) a pleinement compris l'orientation qu'il convenait de donner au monde du travail.

« Il a montré, par une déclaration solennelle, sa volonté de rompre définitivement avec le vieux système de la lutte des classes ».

Répudiant la lutte des classes, la Charte veut lui substituer la collaboration confiante, loyale et permanente de tous les membres de la profession, en vue de réaliser la paix sociale. Il s'agit d'abandonner la pratique des coalitions dressées les unes contre les autres, par conséquent de réviser ou de supprimer les rouages ou les organes qui y conduisent inéluctablement et de créer, au contraire, des institutions propres à engendrer la collaboration.

L'un des buts à atteindre est la prospérité des entreprises. La Charte insiste sur la solidarité qui unit les divers facteurs de l'entreprise : « Le centre du groupement n'est donc plus la classe sociale, patronale ou ouvrière, mais l'intérêt commun de tous ceux qui participent à une même entreprise. Le bon sens indique, en effet, (quand il n'est pas obscurci par la passion ou par la chimère) que l'intérêt primordial, essentiel des membres d'un même métier, c'est la prospérité réelle de ce métier ». Et encore : « Il est vain de penser que des ouvriers puissent être heureux au sein d'une industrie en détresse ; la prospérité de l'entreprise conditionne le bien-être de leurs membres ».

Tel est l'esprit de la Charte. Il est excellent, à condition que tous les discours et les textes qui l'expriment, trouvent leur réalisation dans les faits. Or, la Charte a limité ses prétentions à la création d'un climat favorable au rapprochement des classes. Elle s'est contentée de donner des cadres juridiques au nouveau mouvement d'idées, en voulant éviter de créer autoritairement des institutions définitives qui risquaient de n'entraîner l'adhésion de personne. Cet état d'esprit apparaît dans le message du Maréchal du 1^{er} mars 1941 (Saint-Etienne) : « La loi ne saurait créer l'ordre social ; elle ne peut que le sanctionner dans une institution, après que les hommes l'ont établi. Le rôle de l'Etat doit se borner ici à donner à l'action sociale son impulsion, à indiquer les principes et le sens de cette action, à stimuler et à orienter les initiatives ». Le rapport qui précède la Charte s'exprime ainsi : « La Charte n'a pas la prétention d'apporter par elle-même des satisfactions directes, mais elle crée des institutions aptes à engendrer une atmosphère plus propice à la justice pour tous et à la prospérité pour chacun ». Enfin, parmi les buts qu'il faut rechercher, le rapport introductif à la Charte cite : « Le développement progressif des

réalisations sociales destinées à satisfaire les intérêts et les aspirations légitimes des travailleurs ».

Il est si vrai que la Charte n'a voulu que susciter des institutions, qu'elle a laissé à la pratique le soin de choisir entre trois tendances : le syndicalisme, qu'elle a conservé tout en le limitant comme nous le verrons plus loin, et les comités sociaux ; les associations professionnelles mixtes qui loin d'être un anachronisme, comme on l'a souvent répété, se justifient par le caractère même de la Charte ; enfin le corporatisme. Cette attitude prudente semble parfaitement légitime. On cherche avant tout à redonner de la force à l'esprit de collaboration que l'on croit exister concurremment avec l'esprit de classe. Pour y parvenir, il faut, à l'aide d'institutions bien choisies, donner satisfaction aux revendications légitimes des masses, tout en sauvegardant l'indépendance patronale. Mais on peut difficilement, quand un gouvernement très fort n'existe pas, réaliser d'emblée toutes les réformes nécessaires. Il faut temporiser, préparer le terrain, créer des institutions capables d'évoluer selon les besoins ; en outre, il est bon que la pratique indique d'elle-même, parmi les directions possibles, la voie qu'il convient de suivre.

C'est pourquoi la Charte ne crée pas immédiatement les corporations ; mais elle les prépare (« la profession d'aujourd'hui, la corporation de demain ») c'est ce qu'exprime cette phrase de son texte : « La famille professionnelle servira de base à la création des futures corporations qui restent le grand espoir de l'avenir français ». Seul, le souci de ménager les étapes et de construire avec fruit, n'a permis jusqu'ici de réaliser les corporations que partiellement.

On ne peut qu'approuver ce désir de ne rien brusquer, de susciter des institutions et non de les imposer. Encore faut-il que l'on souhaite réellement faire œuvre utile et que les scrupules de ne rien réaliser brutalement ne dissimulent pas la volonté de retarder les réformes, pour gagner du temps.

Or, l'application de la Charte du Travail s'est heurtée, dès sa promulgation, à des obstacles de tous ordres : les difficultés économiques sans doute, la situation fautive d'un gouvernement en tutelle, mais surtout l'égoïsme forcené de la plupart des classes de la société.

Au début pourtant, les milieux syndicalistes ouvriers étaient, en majorité, désireux de faire l'expérience. Déçus dans leurs espérances, ils ont pris une attitude d'hostilité, de méfiance ou d'attente.

C'est pourquoi il faut reconnaître que la Charte est, jusqu'à maintenant, un échec. L'esprit de collaboration des classes n'a pas fait le moindre progrès depuis 1941.

Si l'on écarte le moyen révolutionnaire, deux solutions étaient

possibles pour aboutir : un pouvoir fort qui aurait pu imposer les réformes jugées utiles pour supprimer la lutte de classes ; mais la France de 1941 était loin de posséder ce gouvernement fort. Ou bien, procéder comme le fait la Charte ; ménager l'avenir ; mais il eût fallu que cette méthode trouvât un écho dans la population. Cet écho ne s'est pas fait entendre. Les appels du Maréchal Pétain sont restés vains. L'enthousiasme pour le nouveau régime et l'œuvre de construction qu'on a voulu entreprendre, malgré les circonstances, n'a eu qu'un temps.

Le Maréchal Pétain allait jusqu'à déclarer aux travailleurs : « Sans votre adhésion enthousiaste à l'œuvre de reconstruction nationale sociale, rien de grand ne peut être fait ; sachez vous y donner avec un désintéressement total ». Or, ne sommes-nous pas loin de « l'adhésion enthousiaste » ?

Quant aux patrons, auxquels le Chef de l'Etat disait : « Parmi vous, beaucoup ont une part de responsabilité dans la lutte des classes. Votre égoïsme et votre incompréhension de la condition prolétarienne ont été trop souvent les meilleurs auxiliaires du communisme », ils n'ont pas davantage montré d'aspirations à un idéal ou d'esprit de sacrifice. Ils se sont attachés à limiter les désavantages que pouvait leur causer l'application de la Charte, tout en paraissant travailler pour elle.

Sans doute la résistance à la Charte, provient-elle du caractère du Gouvernement qui l'a promulguée ; elle peut également s'expliquer par un certain nombre d'erreurs.

Nous allons voir que la place faite aux syndicats ne correspond pas à des traditions ouvrières déjà anciennes.

Passant ensuite à l'étude des comités sociaux, « pierre angulaire » de la réforme, nous étudierons dans quelle mesure ils ont donné satisfaction aux revendications légitimes de la classe ouvrière.

Enfin, nous examinerons comment le problème économique a été résolu et quel avenir la Charte laisse à la liaison de l'économie et du social.

CHAPITRE V

Les syndicats et la Charte.

La partie de la Charte qui a soulevé le plus de critiques est certainement celle qui a trait aux syndicats. L'attitude ouvrière, défavorable à la Charte, l'est surtout en raison de la nouvelle forme syndicale proposée.

Nous avons vu, en effet, dans la deuxième partie de ce travail, quelle spontanéité avait présidé à la naissance des syndicats et des groupements qui leur étaient superposés. La reconnaissance de ces associations, d'abord occultes, s'imposa avec une force particulière. Les syndicats, antérieurement et postérieurement à la liberté d'association, bénéficiaient d'un statut spécial, différent de celui des associations. Ils étaient devenus le mode d'action ouvrière par excellence. Les travailleurs demeurent très attachés aux seules organisations qui aient vraiment réussi à leur apporter quelques satisfactions.

Mais nous avons vu également qu'après des débuts modestes, les syndicats étaient devenus l'arme d'un véritable impérialisme patronal et ouvrier visant tout simplement à la domination de l'économie et de l'Etat. C'est pourquoi, des partisans de la corporatisme souhaitaient supprimer le syndicat et le remplacer par un organisme unique encadrant toutes les forces de la production. Mais on dut reconnaître l'existence d'une tradition syndicale qu'il aurait été maladroit de rompre ; car le mot même de syndicat a une valeur représentative dans le monde du travail : il évoque les luttes de la classe ouvrière pour son émancipation.

La Charte a conservé les syndicats mais elle en a profondément modifié le caractère. Les réformes qu'elle entreprend sont, d'ailleurs, dans la ligne de la transformation juridique profonde effectuée depuis 1940.

Le Gouvernement s'est attaché depuis cette époque à briser toute résistance éventuelle ; il faut bien dire que ses inspirateurs ne poursuivaient pas seulement le but désintéressé de réconcilier les classes. Ainsi la loi du 16 août 1940, qui crée les comités d'organisation, dissout les confédérations générales. Superficiellement, elle peut paraître juste puisqu'elle supprime à la fois la Confédé-

ration générale du travail et la Confédération Générale du patronat français ; en atteignant les organisations ouvrières, elle touche également l'organisation syndicale patronale. Mais cette égalité de droit dissimule une inégalité de fait puisque les patrons reçoivent des comités d'organisation une cohésion que le vieux droit syndical était incapable de leur apporter. En outre, ces comités disposent d'une autorité réglementaire qui peut provoquer des réquisitions de matières premières et d'entreprises ; ils disposent d'un pouvoir disciplinaire étendu, et peuvent imposer des cotisations à leurs membres ; ils reçoivent un droit de regard sur les syndicats et surtout, ils disposent de pouvoirs réglementaires dans des domaines qui relevaient auparavant de l'activité syndicale, par exemple en ce qui concerne les règles d'emploi de la main-d'œuvre.

Par ailleurs, à la dissolution des groupements patronaux et ouvriers à l'échelle nationale, la loi du 16 août ajoute la possibilité de dissolution éventuelle par décret de tout groupement professionnel dont l'activité se révélerait nuisible au bon fonctionnement d'une branche d'activité, ou paraîtrait incompatible avec les comités d'organisation.

Il y a donc une rupture d'équilibre très nette : alors que les comités d'organisation renforcent l'unité patronale, les organisations ouvrières perdent toute cohésion. Ce à quoi, il faut ajouter, la disparition, du fait de la guerre, d'un certain nombre d'organisations où étaient représentées les formations ouvrières qui disposaient ainsi de moyens de se faire entendre. Tels étaient le Conseil Supérieur du Travail, le Conseil National Economique, le Conseil National de la Main-d'œuvre.

La Charte du Travail porte un nouveau coup au droit syndical, tel qu'il résultait de la loi de 1884. En effet, la loi du 16 août 1940 ne frappait que les grandes confédérations ; celle du 4 octobre 1941 fait disparaître les fédérations, les unions départementales et les bourses du travail ; elle ne laisse subsister que les unions qui rassemblent sur le plan régional les représentants des syndicats professionnels et les fédérations qui réunissent à l'échelon national les représentants des unions régionales ; il y a une fédération syndicale unique par profession. En outre, ces unions et fédérations constituent des groupements de personnes physiques plus que des groupements de syndicats.

Quant au syndicat lui-même, il subit une profonde réforme de structure et se voit dépossédé de la plupart de ses attributions.

Tout d'abord l'article 12 de la Charte dispose que : « Toutes les personnes quels que soient leur âge et leur nationalité exerçant une activité professionnelle, sont inscrites d'office au syndicat professionnel de leur catégorie, de leur circonscription et de leur

profession, sous la responsabilité de ce syndicat ». Ainsi est créé le syndicat obligatoire. Cette décision élargit considérablement le recrutement syndical puisque de moins d'un million répartis entre les syndicats cégétistes, les syndicats chrétiens, les syndicats professionnels, le nombre des syndiqués passe au chiffre de dix millions ; aucun membre d'une profession ne peut éviter de faire partie d'un syndicat ou se retirer du groupement professionnel. Peu important la nationalité, l'âge, le sexe, ou la capacité civile du travailleur.

Naturellement, l'adoption de cette mesure a suscité des controverses. On lui a reproché de soulever la grave question des cadres : où trouver des hommes capables de diriger, de la base au sommet des organisations d'une telle densité ? En effet, on peut supposer que l'on ne trouvera pas à encadrer les dix millions de syndiqués du jour au lendemain ; le précédent de cinq millions de cégétistes de 1936 ne permet pas de l'espérer, car ceux-ci comprenaient des agents des services publics, régis maintenant par un statut spécial et d'autre part à la tête de beaucoup de syndicats et fédérations d'industries se trouvaient des communistes disparus momentanément. En outre, les syndicats non obligatoires ne groupaient que les éléments actifs de la classe ouvrière et l'on peut reprocher à l'augmentation des effectifs d'alourdir l'organisation en lui faisant perdre de sa vigueur. Mais les objections restent vaines devant la nécessité du moment ; si l'on n'avait pas décrété le syndicat obligatoire, les effectifs syndicaux risquaient de tomber à peu de chose.

La nécessité du syndicat unique découle de l'obligation de se syndiquer comme l'a fort bien montré M. Frossard (1). A partir du moment où le syndicat est obligatoire, le champ est libre à toutes les propagandes. La majorité des ouvriers que n'intéressaient guère les querelles d'école, de doctrine, de tendances, préférerait sa liberté plutôt que de faire un choix. Si l'on retire cette faculté en conservant le « pluralisme » syndical, il y aura en France dix millions de syndiqués que se disputeront : cégétistes, chrétiens, professionnels, et autres tendances. « C'est une sorte de campagne électorale, permanente, qui s'instituera avec ce qu'elle comporte d'agitation des esprits et, par voie de conséquence, de désordre dans le travail, sinon dans la cité » (2).

La Charte a opté logiquement pour le syndicat unique ; elle décide dans son article 9 « que dans une même circonscription, pour une même profession, industrie ou famille professionnelle et une même catégorie de membres, il sera formé un syndicat unique ». Bien entendu, cette décision rencontre de fortes oppositions, notam-

(1) , (2) FROSSARD. — *Syndicat et Corporation*.

ment de la part des syndicalistes chrétiens qui voient en elle la disparition de leurs syndicats confessionnels et ont toujours défendu le pluralisme syndical, car, étant en minorité, ils risquent de se trouver noyés dans la masse (1). Par contre, l'ancienne C. G. T. a vu dans le syndicat unique l'occasion de regrouper ses forces, de les réencadrer, sinon de les renforcer ; en effet, la Charte réalise, d'un seul coup, ce qu'aucune organisation ouvrière n'avait jamais pu réussir : l'union de tous les travailleurs dans des syndicats indépendants des partis politiques. Les milieux patronaux sont également favorables aux syndicats obligatoires « plus capables de transactions » selon l'expression de M. Detœuf. Mais, avec M. André Marchal, nous nous demanderons « si le syndicat obligatoire ne risque pas alors d'être un syndicat sans âme et sans volonté » (2).

On peut approuver également la division des syndicats en « catégories », que préconise l'article 10 de la Charte : « Les syndicats professionnels sont constitués par catégories distinctes des membres. Sont considérés comme pouvant former une catégorie distincte : les employeurs, les ouvriers, les employés, les agents de maîtrise, les ingénieurs (cadres administratifs et commerciaux). Les catégories similaires peuvent être fusionnées, notamment lorsque les effectifs de l'une d'elles sont insuffisants pour constituer un organisme distinct ». Cette nouvelle structure syndicale a le mérite de ne pas opposer patronat et salariat et de tenir compte de la réalité des fonctions économiques. M. Perroux a montré (3) que les syndicats « de tendance » n'étaient même pas à proprement parler, des syndicats de classe. « Tout l'effort de la C. G. T. consistait plutôt à agréger au noyau prolétarien des groupes sociaux (fonctionnaires, artisans, paysans) qui constituaient des alliés précieux dans la lutte politique... Ce syndicalisme de classe, au sens très large, ne traduisait plus ni une situation économique homogène, ni une simple préférence idéologique ». Désormais, le cloisonnement s'impose aux membres de la profession ; il établira une distinction entre les intérêts économiques distincts, maintiendra les syndicats dans un rôle strictement professionnel, et brisera la solidarité de classes qui pouvait unir les différentes catégories.

(1) Notons cependant que le cardinal Liénart, évêque de Lille, a déclaré à une réunion récente (mai 1944) de l'Union régionale des Syndicats libres du Nord : « La principale objection doctrinale à l'entrée des ouvriers chrétiens dans les syndicats uniques disparaît, puisque la doctrine de ces syndicats nouveaux cadre suffisamment avec celle de l'Église. C'est ce qui nous explique que les évêques estiment qu'il n'y a plus de raison de dissuader les catholiques de s'agréger aux syndicats uniques ».

(2) *L'action ouvrière et la transformation du régime capitaliste.*

(3) *La Charte du Travail*, dans « Rencontres » (6-7).

Ainsi, il est possible d'approuver les réformes de structure syndicale réalisées par la Charte (1). Le syndicat de catégorie, unique et obligatoire, traduit légitimement le désir de substituer la collaboration à la lutte de classes. Encore ne doit-on le considérer que comme une institution temporaire qu'il faudra réviser dès qu'elle aura atteint son but, car on ne peut ni espérer ni souhaiter obtenir une tendance unique.

Il semble, par contre, que la Charte ait commis une grave erreur en limitant comme elle le fait les possibilités d'action et les attributions du syndicat. Car c'est aussi dans la détermination des fonctions du syndicat que la Charte témoigne du désir de bannir la politique des questions professionnelles. L'article 14 de la Charte qui énumère les attributions des syndicats professionnels, « en exclut strictement toute activité politique ou professionnelle ». M. Perroux ajoute (2) que cette prescription, étant donné le contrôle qui s'exerce désormais sur les syndicats et les sanctions dont eux, ou leurs membres, peuvent être l'objet, a plus de chances d'être efficace que par le passé.

Si cette mesure peut sembler légitime, l'interdiction de la grève, proclamée par l'article 5 de la Charte, peut le paraître moins. M. André Marchal a montré, en étudiant les rapports des grèves aux conditions économiques (3), que les grèves, d'abord spontanées et accompagnées d'actes de violence, sont devenues progressivement, avec le développement des syndicats, des mouvements concertés et pacifiques. Il a pu édifier une théorie économique des grèves professionnelles où il apparaît que le succès d'une grève dépend de la situation économique (essor ou dépression, l'essor facilitant le succès) et de la force syndicale. Il écrit que l'on peut même concevoir une évolution où les grèves ne seraient déclenchées qu'à coup sûr, par des fédérations de syndicats disciplinées et averties des conditions économiques. Quant aux résultats des grèves, M. André Marchal établit que, si en période de prospérité, la grève se traduit presque fatalement pour les ouvriers par des avantages tangibles et définitifs, en période de dépression, ces avantages risquent d'être illusoire. De plus, si la grève affaiblit l'entreprise, l'ouvrier en souffre car son reclassement ne peut être immédiat. En outre, dans la mesure où les grèves ont un caractère politique et non professionnel, elles engendrent un esprit de haine et exercent ainsi sur le rendement du travail, une influence regret-

(1) Le rapport au Chef de l'État s'exprime ainsi « les syndicats devront être obligatoires pour être forts, uniques pour être francs ».

(2) *La Charte du Travail*, dans « Rencontres » : *L'économie sans abondance*.

(3) *L'action ouvrière et la transformation du régime capitaliste*.

table. Néanmoins, sous un régime libéral, notamment sous un capitalisme d'entente et de monopoles, la grève était le seul moyen par lequel les ouvriers pouvaient obtenir de meilleures conditions de vie. A tort ou à raison, les travailleurs considèrent la grève comme la seule arme efficace dont ils disposent : la leur enlever, en droit, est une erreur psychologique. Tous les gouvernements, à l'exception de gouvernements très forts, ont été obligés de l'admettre. En France, c'est le Second Empire, qui le 25 mai 1864, a supprimé le délit de coalition. Le droit de grève est devenu un droit traditionnel dont la suppression apparaît aux classes laborieuses comme une brimade supplémentaire. Sans doute, la Charte du Travail est-elle logique en interdisant la grève puisque « elle condamne la lutte de classes, et en créant des juridictions du travail, rend inutile le recours à ces moyens violents ». Supprimer la grève était pourtant inutile et nuisible. En effet, ou bien les institutions nouvelles sont capables d'assurer (tel était leur but) la satisfaction des aspirations ouvrières : en ce cas, aucune grève importante n'est à craindre, empêchée d'autre part, par la réforme du syndicat que nous avons étudiée plus haut. Ou bien le régime nouveau est un échec : en ce cas, interdites ou non, les grèves réapparaîtront. Il aurait mieux valu, semble-t-il, régulariser la grève, au lieu de l'interdire, d'autant plus qu'on pouvait espérer, grâce à la nouvelle organisation syndicale, orienter l'action ouvrière vers la négociation et la collaboration et faire ainsi diminuer le nombre des conflits. Il est vrai que les conditions actuelles de la France, ruinée et occupée, ne permettaient peut-être pas d'autres solutions ; mais elles n'exigeaient pas que du syndicat, la Charte gardât le mot, rejetant la chose.

Les attributions du syndicat sont, en effet, bien inconsistantes. L'article 14 de la Charte en donne une définition directe : les syndicats encadrent leurs ressortissants : ils servent à classer les travailleurs entre les diverses catégories. Puis ils représentent leurs membres : ils conservent le droit d'agir en justice pour défendre l'intérêt collectif de la catégorie, leurs intérêts propres, ou certains de leurs affiliés (violation d'une convention collective ou d'une sentence arbitrale) (1). Mais en aucun cas ils ne peuvent représenter la profession. Puis ils assurent « la transmission et l'exécution des décisions corporatives ». Enfin, ils « étudient les questions professionnelles en vue de la présentation de suggestions corporatives ». C'est-à-dire qu'ils n'interviennent que dans un domaine limité et ne disposent d'aucun pouvoir, en raison de la crainte qu'inspirent les organisations aux moyens matériels trop puissants : les acqui-

(1) ROUAST et DURAND. — *Législation industrielle*.

sitions à titre onéreux sont seules permises sans autorisation ; encore sont-elles étroitement limitées aux cotisations, à la contribution du comité social, aux biens provenant des anciens comités sociaux et aux locaux nécessaires au fonctionnement du groupement.

Les attributions des comités sociaux limitent indirectement le domaine des syndicats. Ainsi les comités sociaux sont chargés « des questions de salaires, des conventions collectives, de l'apprentissage, du perfectionnement professionnel et de l'éducation ouvrière ; dans l'ordre social, ils s'occupent de l'amélioration des conditions d'existence, habitations, jardins, sports ; ils réglementent l'embauchage et luttent contre le chômage, ce qui fait penser à M. Rouast qu'ils gèreront les bureaux de placement. Par ailleurs, les œuvres créées par les anciens syndicats sont transférées aux comités et gérées par eux. Leurs ressources limitées aux sommes nécessaires à leur fonctionnement, les syndicats ne peuvent plus adresser des subventions à des sociétés coopératives ». De plus, M. Perroux fait observer (1) que la loi ne dit rien de la formation générale des syndiqués par le syndicat. L'esprit du texte qui semble vouloir faire du syndicat un organe professionnel lui paraît exclure cette attribution. Mais il y a plus : l'article 70 de la Charte décide que les membres des conseils d'administration des syndicats seront désignés par le Gouvernement.

Dans ces conditions, on peut se demander à quoi sert le syndicat, sans pouvoirs propres pour organiser la profession, ni pour réaliser la collaboration entre catégories professionnelles. M. Perroux n'y voit rien de plus qu'un groupe de catégories, intermédiaire entre les travailleurs et le comité social. Comment peut-on alors espérer rallier les syndicalistes à ce syndicat vide de substance, sans initiative, cantonné dans les tâches administratives ou bureaucratiques ? Comment veut-on que la classe ouvrière reconnaisse dans ce bureau la précieuse conquête de multiples années d'efforts ? Rien d'étonnant à ce que les ouvriers se désintéressent de l'institution et cherchent ailleurs des inspirations et des mots d'ordre.

De cette désaffection témoigne une circulaire du Chef du Gouvernement, en date du 11 novembre 1942, qui constate que « ne pouvant se former librement en syndicats, des groupements voulant poursuivre la défense des intérêts professionnels de leurs membres ont pensé survivre en prenant la forme des associations de la loi de 1904 ; ces associations doivent être interdites ». Il faut donc constater que le syndicat n'a plus d'âme, il n'est plus une organisa-

(1) *La Charte du Travail*, dans « Rencontre », *L'économie sans abondance*.

tion ouvrière, mais un organe de droit public, incapable d'éveiller « les vocations syndicales » chères à M. Frossard.

Pour lui redonner de la vie, il faudrait lui rendre l'essentiel de ses attributions et surtout lui laisser choisir librement ses chefs. Cette dernière condition est impossible actuellement, mais il faudra bien, tôt ou tard, la réaliser.

L'indépendance syndicale semble également désirable ; le centre des jeunes patrons le reconnaît en ces termes : « L'indépendance des syndicats ouvriers est nécessaire à l'étude des questions qui intéressent la vie ouvrière ainsi qu'à la formation et au soutien des élites ouvrières appelées à siéger dans les comités sociaux ». En effet, le syndicalisme français n'était pas un simple agent de revendications, mais, suivant M. Paul Durand, « un grand groupement fraternel, un centre de solidarité, une école de formation des élites ». On a lutté en détail dans tout ce qui, au sein des syndicats, pouvait favoriser la lutte des classes, sans s'apercevoir que l'ensemble de ces mesures supprimait l'institution, purement et simplement. Il eût suffi de s'attaquer à « quelques points névralgiques ».

A moins que, comme le veulent sans doute les fondateurs de la Charte, l'adhésion aux comités sociaux n'ait rendu cette réforme inutile. Ce désir est révélé par l'étroite subordination des syndicats aux comités sociaux : les statuts des syndicats doivent être approuvés par le comité social national de la profession ; les dépenses des organismes professionnels sont couvertes en partie par une contribution du comité social correspondant ; enfin, tout membre d'un syndicat peut être exclu par décision du comité social régional de la profession.

Le syndicat apparaît donc comme une concession à la tradition ouvrière ; il ne joue plus aucun rôle actif. Les comités sociaux le remplacent. Trouverons-nous en eux l'institution capable de fonder la paix sociale ? de susciter l'esprit de collaboration ?

CHAPITRE VI

Les réalisations sociales de la Charte. Les Comités Sociaux.

La suppression des syndicats en tant qu'organes d'action effective est compensée par la création d'organismes nouveaux, dont le but proclamé est de provoquer la collaboration des classes. Des comités sociaux d'établissement sont créés qui, d'après l'article 24 de la Charte, réalisent au premier degré la collaboration sociale et professionnelle entre la direction et le personnel. Au-dessus d'eux, se placent des comités locaux, régionaux et nationaux, de composition tripartite ; les ouvriers (ouvriers et employés) siègent à côté des employeurs, en présence des représentants des catégories intermédiaires. Ainsi est réalisée la communauté de travail préconisée par M. Perroux, avec cette différence que les tiers départageants ne viennent pas de l'extérieur mais de l'intérieur. La Charte a fait de ces comités sociaux la « pierre angulaire de son édifice ». Elle a donné aux comités sociaux professionnels des pouvoirs étendus qui correspondent pour partie aux anciennes attributions des syndicats.

D'abord, les comités sociaux disposent d'un pouvoir réglementaire, leur permettant d'édicter des règlements obligatoires pour toute la profession. Ils s'occupent des questions de formation professionnelle si négligées jusqu'à présent ; l'apprentissage, le perfectionnement, le reclassement, les écoles de cadre, relèvent de leur compétence. Ils défendent les droits de la profession et s'occupent de la propriété du métier et de la qualification professionnelle. Ils règlent l'embauchage et le licenciement. Ils organisent les rapports individuels du travail, ce qui leur donne compétence pour les questions des salaires et l'élaboration des conventions collectives. Ils sont chargés de l'application des mesures relatives à l'hygiène et à la sécurité du travail.

En outre, les comités sociaux jouent un rôle de protection sociale. Ils mènent la lutte contre les risques du travail, du chômage notamment et doivent s'occuper de la gestion d'assurances et de caisses de retraites. Ils organisent les services sociaux : l'assistance, l'aide familiale sous les formes morale, matérielle ou intellectuelle.

Ils doivent également rechercher l'amélioration des conditions d'existence (habitations, sports, culture générale, etc...).

Enfin les comités sociaux disposent d'un pouvoir disciplinaire qui leur permet de contrôler les établissements et d'assurer l'application des règlements professionnels.

Les comités sociaux jouissent ainsi, au point de vue professionnel et social, d'attributions étendues ; ce qui prouve le désir des promoteurs de la Charte, de faire de ces institutions, le centre de la nouvelle organisation. Au point de vue social notamment, il faut souligner et approuver la participation du personnel à la gestion des œuvres créées pour lui ; la Charte confie même, exclusivement, aux comités sociaux, la gestion des œuvres sociales créées dans la profession.

On a voulu rompre ainsi avec la tradition qui subordonnait cette gestion au patronat. Désormais, les travailleurs ont le sentiment, non seulement de contrôler, mais de gérer, et d'être, sur le terrain social, sur un pied d'égalité avec le chef d'entreprise ; on fait disparaître en outre les sentiments de défiance du personnel ; dernier avantage enfin, la participation ouvrière à la gestion des œuvres sociales remplit un rôle éducatif du plus haut intérêt pour la classe laborieuse, non seulement parce qu'elle peut lui donner conscience de ses responsabilités mais encore parce qu'elle peut la préparer à jouer un rôle dans la gestion économique.

Les comités sociaux traduisent, dans la réalité, l'idée centrale de la Charte : rompre définitivement avec le vieux système de la lutte de classes ; baser la paix sociale sur la collaboration de tous. Cette idée de « collaboration provoquée » suivant l'expression de M. Rouast n'est pas neuve. L'institution de délégués du personnel au sein des établissements répondait à cette pensée. L'autorité publique s'était souvent préoccupée d'établir des contacts entre les organisations patronales et ouvrières afin d'aboutir à une réglementation des conditions du travail qui reposât sur l'entente des groupements intéressés. Enfin l'Etat avait associé employeurs et salariés dans la gestion de services économiques ou sociaux. Tels étaient (1) les commissions administratives des offices de placement et des fonds de chômage, les conseils d'administration des caisses d'Assurances sociales, le Conseil supérieur du Travail, le Conseil national économique. Les comités sociaux consacrent ces précédents en provoquant la collaboration des milieux professionnels sous l'autorité de l'Etat. Cette fonction est particulièrement nette en ce qui concerne les comités sociaux d'établissement ou d'entreprise. Pour représenter une tendance qui n'a pas encore

(1) ROUAST et DURAND. — *Législation industrielle.*

prévalu (la tendance corporative), et bien qu'en dehors du cadre professionnel, ils jouent, dans la Charte, un rôle considérable.

En effet, dans les comités d'entreprise ou d'établissement se rencontrent patrons et ouvriers sous l'égide des représentants des catégories intermédiaires. Or, il importait avant tout de provoquer cette réunion de forces qui étaient d'autant plus antagonistes, qu'elles se connaissaient moins. Comme l'indique le rapport introductif à la Charte, « l'expérience a montré que partout où les hommes de bonne foi, issus de milieux sociaux très divers se rencontrent pour une explication loyale, les malentendus se dissipent pour faire place à la compréhension, puis à l'estime, puis à l'amitié ». Le Maréchal Pétain, dans son message du 1^{er} mars 1941, donnait la définition du rôle du comité social d'entreprise : « Lorsque dans chaque entreprise ou dans chaque groupe d'entreprises, patrons, techniciens, ouvriers auront pris l'habitude de se réunir pour gérer en commun les intérêts de leur profession, pour administrer en commun leurs œuvres sociales, apprentissage, compagnonnage, qualification, allocations familiales, secours de maladie, retraite, logement ou jardins ouvriers, il ne tardera pas à se créer entre eux une solidarité d'intérêts et une fraternité de sentiments indestructibles. » Ainsi est exprimé la véritable caractère de la Charte qui, loin d'être une fin en soi, apparaît comme un moyen d'amener les catégories sociales à œuvrer d'un commun accord, et de les empêcher de dépenser le plus clair de leurs forces en luttes stériles.

Poursuivre ce but est d'autant plus légitime que l'on admet, avec M. Perroux, que le problème prolétarien n'est pas tellement dans la lutte d'une classe contre une autre classe, que dans l'isolement de la classe ouvrière. « La psychologie des ouvriers s'explique vraisemblablement moins comme une protestation à l'égard du commandement technique, de l'ordre donné par le chef pour l'exécution des tâches ou comme une révolte contre les oppositions d'intérêts qui séparent les preneurs et les donneurs de travail, que comme une rébellion contre une séparation, un isolement et une dépendance résultant des relations sociales et qui se manifeste à l'égard de tous les groupes sociaux de la communauté nationale » (1). Le prolétaire sent le tragique de sa situation, parce qu'il compare une communauté dont il sort à un état non communautaire de division où il entre. C'est pourquoi la Charte cherche à créer un climat nouveau par le contact direct d'homme à homme au sein des comités sociaux. Le but à atteindre est de réaliser cet esprit communautaire préconisé par le Maréchal Pétain qui déclarait à Saint-Etienne, le 1^{er} mars 1941 : « En réalité les causes de la

(1) François PERROUX. — *Renaitre IV* (politique).

lutte des classes ne pourront être supprimées que si le prolétaire qui vit aujourd'hui accablé par son isolement, retrouve dans une communauté de travail, les conditions d'une vie libre et digne, en même temps que des raisons de vivre et d'espérer. Cette communauté est l'entreprise. Sa transformation peut seule fournir la base de la profession organisée qui est elle-même une communauté de communautés ». On doit donc approuver toutes les institutions qui ont pour objectif la réintégration du prolétariat dans la communauté nationale.

Ainsi, la maison commune instituée par les articles 50-53 de la Charte est une création intéressante. Bien conçue, elle doit permettre à la solidarité corporative de se développer. De même on doit approuver sans réserve l'effort auquel se sont astreints certains patrons en prenant leurs repas avec leurs ouvriers. Cette pratique est une contribution importante au développement de l'esprit communautaire : les Grecs la jugeaient indispensable.

Quant aux comités sociaux d'établissement ou d'entreprise qui devaient fournir les bases de l'esprit communautaire, ont-ils rempli leur rôle ? Au point de vue social, il est indéniable qu'ils ont rendu d'appréciables services aux salariés, apportant, dans le domaine de l'entr'aide et du ravitaillement, des avantages substantiels aux familles nécessiteuses des prisonniers de guerre et des travailleurs exerçant leur activité en dehors de l'entreprise.

Ils ont surtout réalisé l'heureuse réforme de la suppression du paternalisme. C'était une erreur que de donner à l'ouvrier l'aide dont il avait besoin hors de l'atelier, sous la forme d'une charité. « Charité réelle, peut-être, mais l'ouvrier en était, à juste titre, humilié. Charité calculée, octroyant ce qu'elle ne pouvait refuser, l'ouvrier en était à juste titre irrité » (1). L'aide procurée par une communauté à laquelle le travailleur a fourni sa part lui donne au contraire, un sentiment de justice et d'indépendance. Mais l'intérêt du comité social d'établissement est surtout d'avoir établi un contact direct et presque permanent entre ouvriers, cadres et chefs d'entreprises ; quoi qu'on puisse penser de cette institution, on doit en reconnaître l'utilité. Néanmoins son succès n'a pas toujours été ce qu'on pouvait espérer ; il dépend en grande partie du mode de désignation de la représentation ouvrière. La Charte laisse une assez grande liberté dans la constitution du Comité Social : « Les premiers comités sociaux seront constitués par les représentants des différentes catégories de personnel de l'établissement en accord avec le chef d'établissement ». (Article 26.) Diverses formules ont été employées ; de l'expérience faite jusqu'ici, il ressort que l'élec-

(1) LEFERCQ. — *Revue de droit social*, décembre 1943.

tion directe à bulletin secret est le mode de désignation qui soulève le moins de contestations et confère à la constitution du comité social le caractère de sincérité le plus grand. Il est donc souhaitable que les chefs d'entreprise utilisent ce procédé le plus souvent possible.

Par contre, les membres des comités sociaux professionnels sont désignés directement ou indirectement par l'autorité publique. Aussi ne jouissent-ils d'aucun crédit dans la classe ouvrière qui n'hésite pas à les considérer comme des agents du Gouvernement au même titre que les membres des conseils d'administration des syndicats ; dans certaines régions, on éprouve les plus grandes difficultés à les recruter. Pour tout dire, les comités sociaux sont souvent considérés comme des moyens de propagation de la doctrine gouvernementale, ou des instruments de la puissance patronale ; en fait, la Charte dit elle-même que la doctrine des comités sociaux ne saurait être que celle du Gouvernement ; d'autre part, l'influence patronale risque d'être appuyée par les cadres, ce qui lui donne la prépondérance dans les comités sociaux (ainsi que le fait remarquer M. Marchal). Le mode de désignation des membres des comités sociaux n'est à vrai dire pas la seule raison de l'hostilité ouvrière : la dépendance des syndicats vis-à-vis des comités sociaux soumis à l'influence patronale et étatique l'explique également. Au surplus, la Charte devait être un régime de transition, elle s'est révélée comme un régime d'attente. Elle devait préparer les corporations ; l'article 39 semble l'indiquer. Mais c'était annoncer là une véritable transformation sociale puisque la Corporation doit associer les salariés au règlement des problèmes économiques. Néanmoins, la Charte n'hésite pas à la prévoir. Le rapport au Maréchal dispose que « la famille professionnelle servira de base à la création des futures corporations qui restent le grand espoir de l'avenir français... Ces corporations ne se réaliseront que dans une heureuse articulation des liens sociaux et des intérêts économiques d'un même groupe de professions. L'interpénétration de l'économie et du social est une œuvre de longue haleine ». Les termes, pour vagues qu'ils soient, donnent à penser que l'on a pris conscience de la nécessité de lier l'économie et le social. Si l'on veut vraiment, suivant l'expression de M. Perroux, dépasser le capitalisme et non le corriger, il faut « socialiser l'économie » et réaliser la corporation. Il ne sert à rien d'enlever au patron une partie de ses bénéfices pour les affecter à un fonds commun destiné à améliorer la sécurité et le bien-être de ses collaborateurs : il ne suffit pas de déterminer les salaires à partir d'un minimum vital (satisfaction d'ailleurs purement juridique) il faut aller plus loin et débarrasser l'ouvrier de la servitude du salariat en lui donnant

la qualité d'associé, et ainsi arriver un jour prochain à la suppression de la condition prolétarienne.

Reconnaissons cependant la valeur des comités sociaux, surtout d'établissement, pour « provoquer » la collaboration des classes, rôle que ceux-ci remplissent d'autant mieux qu'ils n'ont pas à s'occuper de la fixation des salaires. Institutions de préparation, les comités sociaux nous paraissent pouvoir être, avec quelques modifications, des instruments de réalisation sous la réserve d'une liberté plus grande accordée aux syndicats. En tous cas, leur rôle social n'est pas critiquable, pas plus qu'on ne peut nier l'effort que représente la Charte du travail. Le principe de l'établissement du minimum vital et de la hiérarchie des salaires, en fonction de la qualification professionnelle, ne peut être contesté ; de même la promotion ouvrière et la formation ouvrière devaient être réalisées. Quant à l'accession du monde du travail à la connaissance économique, elle est la base même de la suppression de la condition prolétarienne.

CHAPITRE VII

Le nouvel ordre économique et la collaboration des classes.

La défaite de 1940 a placé le Gouvernement français devant des problèmes économiques qu'il était urgent de résoudre. C'est pourquoi l'organisation de la production a été entreprise avant l'organisation de la profession. Recherchons comment ont été résolus les problèmes de répartition de productivité et d'équilibre que doit nécessairement envisager tout système économique. La loi du 16 août 1940 créant les comités d'organisation d'une part, la Charte du Travail d'autre part, ont essayé de donner des solutions à ces problèmes. Mais y a-t-il articulation entre ces comités et la Charte du Travail? Dans quelle mesure faut-il assurer l'unité des moyens appliqués à la production et des moyens appliqués aux relations sociales? En d'autres termes, les institutions actuelles permettent-elles la collaboration des classes? Sinon, dans quel sens faut-il les modifier?

La situation dans laquelle se trouvait la France à la suite de sa défaite était déplorable; les matières premières faisaient défaut, par suite de l'arrêt des importations, de l'épuisement des stocks et des destructions opérées. La main-d'œuvre était réduite du fait des prisonniers; les victimes de la guerre étaient nombreuses. Or, il était impossible de compter sur les initiatives privées. Seul, l'Etat pouvait rétablir la situation.

La nécessité de l'intervention de l'Etat est contestée par les partisans d'« une démocratie industrielle ». Ceux-ci, contrairement au syndicalisme révolutionnaire qui voulait éliminer la classe capitaliste, désirent intégrer les deux classes dans un même système. Mais l'avènement de la démocratie industrielle suppose, comme l'a montré M. Noyelle, « l'abolition de l'idée de classe, l'abolition dans les consciences. En sommes-nous là? et peut-on admettre que le régime sera viable, sans qu'il soit besoin de lui donner des soins attentifs, viable sans surveillance étatiste un peu vigilante? » En tout cas, la tutelle de l'autorité publique dans le domaine économique est indispensable pour la période de difficultés

extraordinaires que nous vivons depuis 1940. M. Noyelle (1) en affirme la nécessité tout en admettant que cet étatisme doit suivre une courbe décroissante pour ne disparaître d'ailleurs que lorsque l'organisation professionnelle sera parachevée. Il ajoute que la loi du 16 août 1940, présentée comme étatique par ses auteurs « n'a échoué en partie, dans ses fins, que faute par l'autorité publique d'en avoir fait jouer les prescriptions étatiques ». Quoi qu'il en soit, tous les problèmes économiques sont maintenant réglés par les Comités d'organisation, organes étatiques, puisque leurs membres, désignés par l'Etat, sont placés sous le contrôle de plus en plus efficace de Commissaires du Gouvernement. « Pouvait-on faire moins, écrit M. Noyelle (2), quand il s'agit de remettre debout une économie désarticulée, quand la tâche doit être confiée à des hommes jusqu'alors animés de l'esprit de concurrence et de qui doit dépendre le sort de toutes les entreprises concurrentes, grandes, moyennes et petites ».

Les comités d'organisation, sous l'action coordinatrice de l'Etat, ont pour mission de substituer au faux équilibre, faussement automatique de l'économie libérale, un plan concerté de production et de consommation. Leur rôle apparaît plus important dans l'industrie que dans l'agriculture qui dépend surtout de facteurs naturels. Sous l'impulsion de l'Etat, ils organisent l'économie avec l'aide des offices de répartition. La production est dirigée par la répartition des matières premières suivant un ordre de priorité dans les besoins, compte tenu peut-être de la productivité propre à chaque entreprise. Ainsi l'anarchie de la production n'est plus. L'économie est ordonnée : on ne pourra plus (suivant une expression bien souvent répétée) produire n'importe quoi, n'importe où, n'importe comment.

Les objections que soulève le nouveau système sont sérieuses : difficulté des innovations économiques ; fonctionnarisation des entrepreneurs ; diminution de la qualité : encore reste-t-il à savoir si l'on ne peut pas remédier à ces inconvénients. En tout cas, la portée sociale de cette transformation du régime économique est des plus vastes. Il est enfin possible de subordonner des intérêts particuliers à l'intérêt général. On peut désormais classer les besoins suivant une hiérarchie et diriger les activités dans le sens le plus nécessaire au bien commun ; les habitations ouvrières pourront être construites avant les châteaux de plaisance et les barques de pêche avant les yachts. La direction de l'économie était indispensable pour assurer l'équilibre économique d'une période de

(1) Henri NOYELLE. — *Economie sans abondance* « Rencontres ».

(2) H. NOYELLE. — *Ibid.*

pénurie ; il nous semble que, même la paix revenue et l'abondance retrouvée, elle s'imposera encore. Les comités d'organisation paraissent donc être, par leurs attributions du moins, mieux que des institutions provisoires. Néanmoins, leur composition est vivement critiquée, car ils sont recrutés parmi les employeurs ou les cadres des entreprises ; or, il est indéniable qu'il existe une étroite dépendance entre l'économique et le social. La participation aux bénéfices (question de répartition) entraîne aussi des conséquences sociales considérables.

Le problème de la productivité révèle également une étroite liaison entre les questions économiques et sociales. Il serait vain d'établir plus de justice sociale dans la répartition si l'on ne pouvait conserver sinon augmenter la productivité. Or, la productivité dépend sans doute des ressources nationales, des matières premières, des échanges internationaux, de la technique et de la qualité de la direction et de la main-d'œuvre ; mais le zèle des ouvriers joue également un grand rôle : « C'est pourquoi, dit M. Noyelle, le comité mixte qui apparaît sur le plan social, intéresse la productivité pour autant qu'il doit susciter l'esprit de solidarité par contact permanent entre patrons et ouvriers. On peut se demander, en outre, si la productivité n'exige pas une participation ouvrière à la gestion proprement dite, celle qui implique pouvoir d'initiative et de veto » (1).

Enfin, le problème de l'équilibre peut entraîner des répercussions sociales des plus graves puisqu'il consiste à informer chaque profession de ce que doit être utilement sa production annuelle.

Il n'existe donc pas deux problèmes, l'un économique, l'autre social. Or, l'organisation française actuelle sépare nettement les problèmes économiques des problèmes sociaux. D'une part, des comités sociaux aux attributions exclusivement sociales puisque, pour les comités sociaux d'entreprises, par exemple, l'article 24 de la Charte dispose que « leurs attributions excluent toute immixtion dans la conduite et la gestion de l'entreprise et dans les questions débordant le cadre de cette entreprise ». D'autre part, des comités d'organisation qui consacrent en fait le triomphe des grandes entreprises par une augmentation de la concentration industrielle et qui continuent le capitalisme en le renforçant et en l'aggravant.

Pourtant la Charte a constaté le gravité du problème ; le rapport qui la précède écrit que les corporations « ne se réaliseront que dans une heureuse articulation des liens sociaux et des intérêts économiques d'un même groupe de professions ». Et, l'ar-

(1) H. NOYELLE. — *L'économie sans abondance* « Rencontres ».

ticle 4 de la Charte est ainsi rédigé : « L'organisation professionnelle est appelée à connaître tous les aspects sociaux et économiques de l'activité professionnelle » ; mais il se continue ainsi : « Toutefois, en raison des circonstances et sauf exceptions prévues à l'article 39, les questions d'ordre économique resteront jusqu'à ce qu'il en soit autrement décidé dans les attributions des comités provisoires d'organisation. Or, si le principe de la liaison de l'économie et du social est admis par la Charte, peu de choses ont été faites jusqu'ici pour le mettre en application. Sans doute ne passe-t-on pas sans transition d'un régime à un autre ; mais encore faut-il ménager cette transition.

Les comités sociaux permettent l'accession de la classe ouvrière à la connaissance sociale par la gestion d'œuvres. Mais il ne suffit pas de multiplier les œuvres pour modifier l'atmosphère des relations du capital et du travail. Pour réaliser au sein de l'entreprise un véritable esprit communautaire, il est indispensable de donner aux salariés, suivant des modalités qu'il reste à définir, le droit de participer à la direction. Là se trouve le seul moyen de libérer l'ouvrier de ce qu'il appelle l'exploitation capitaliste et de supprimer la condition prolétarienne. Les objections, on l'a vu, ne manquent pas à la réalisation de cette réforme profonde. Elles perdent de leur valeur du fait de l'existence de l'économie dirigée. Ce régime est par définition même un régime de sécurité ; les profits de l'entrepreneur perdent donc la part de légitimité qu'ils tiraient du risque. En effet, les producteurs recevant un contingent déterminé de production qu'ils doivent vendre à un prix fixé d'avance (sauf en ce qui concerne l'exportation) ne courent plus que le risque d'un prix de revient trop élevé. Quoi qu'il en soit, l'autorité patronale doit demeurer intacte ; l'article 2 de la Charte soutient ce point de vue « les employeurs jouissent dans leur entreprise de l'autorité qui correspond aux responsabilités sociales, techniques et financières qu'ils assument ».

Il est certain que de nombreux employeurs sentent la nécessité de faire quelque chose dans le sens de la co-gestion des entreprises. Ainsi, il n'est pas rare de voir des patrons donner dans leur Comité social des explications détaillées sur le fonctionnement économique de l'entreprise. Mais certains estiment que la participation ouvrière à la gestion ne saurait être réalisée à l'échelon de l'entreprise. Le développement de l'esprit de collaboration ne pourrait s'opérer que sur le terrain social, en évitant, au sein de l'entreprise, toute contestation d'ordre économique comme la fixation des salaires par exemple. Il s'agirait donc de n'instituer la gestion ouvrière que pour un ensemble plus ou moins vaste d'entreprises ; cette idée paraît contestable car si l'on veut vraiment tirer l'ouvrier de

son isolement et créer un véritable esprit communautaire, ce n'est que sur le plan de l'entreprise que l'on pourra le faire.

On a également proposé, pour définir l'autorité et la responsabilité qui resteraient au chef d'entreprise, de distinguer entre deux catégories de pouvoir. « Il y a des pouvoirs inhérents à la mission de chef, qui découlent des exigences d'activité de l'entreprise sans lesquels la communauté ne peut exister. Il y a des pouvoirs inhérents à la qualité de représentant du capital, qui découlent de la conception individualiste de propriété. Or, le régime de communauté étant exclusif de cette propriété, ces pouvoirs ne doivent plus être, à priori, retenus dans la fonction patronale » (1). Le rôle du chef de l'entreprise pourrait ainsi être sauvegardé.

M. Noyelle étudiant l'amélioration de la productivité écrit : « Les conditions sociales de la productivité ne seraient-elles pas meilleures si au moins les sociétés anonymes étaient tenues d'admettre au sein de leur conseil d'administration, une délégation ouvrière minoritaire ? La gestion de l'entreprise n'échapperait pas aux responsables du capital et du rendement. Et si la présence de délégués du personnel avait pour effet de stimuler les collègues et de bannir les combinaisons trop hardies, l'avantage serait net » (2). Il semble bien que la vérité soit là : les modalités de la participation ouvrière à l'entreprise doivent varier suivant les dimensions et les formes juridiques de cette dernière. Une société anonyme ne saurait être réglementée de la même façon qu'une petite entreprise. Les petits patrons ont besoin de garder une certaine liberté d'action qui laisse cependant une place à la co-gestion ouvrière ; mais les grandes entreprises doivent être gérées dans une large mesure sous le regard d'une représentation ouvrière dont les droits nous semblent aussi légitimes que ceux des représentants de propriétaires, souvent anonymes. Enfin, les ouvriers doivent apparaître dans les comités d'organisation, au même titre que les patrons ou les cadres ; ou bien les comités sociaux doivent rapidement s'intégrer les comités d'organisation.

Le nouveau rôle des ouvriers ne peut être évidemment rempli du jour au lendemain. Il convient que les travailleurs reçoivent une certaine éducation générale et économique ; le rôle des patrons, à cet égard, nous semble important ; il doit compléter celui des comités sociaux d'établissement qui, permettant l'accession des

(1) H. MULTZER. — *Le comité social d'entreprise et la réforme de l'entreprise* D. S. 1943 (décembre).

(2) H. NOYELLE. — *Economie sans abondance*.

ouvriers aux responsabilités sociales, ne leur donne cependant pas la connaissance des affaires.

Telle est, nous semble-t-il, la direction vers laquelle les efforts doivent tendre. Si l'on veut réellement faire renaître l'esprit de collaboration de classe, il est indispensable d'entreprendre des réformes complètes. Un esprit corporatif ne peut résulter que d'institutions vraiment corporatives : celles-ci atteindront leur but quand elles auront satisfait aux aspirations légitimes de la classe ouvrière : des conditions matérielles meilleures et l'accession de l'ouvrier à une condition vraiment humaine par une certaine participation à la gestion de l'entreprise.

Il s'agit donc, par des réalisations positives, de susciter l'adhésion des masses. Mais les exemples récents montrent qu'il est vain de compter sur le désintéressement des hommes. Aussi le problème de la suppression de la lutte de classes est-il avant tout un problème d'autorité. Les réformes ne peuvent donc être réalisées que par un Etat fort, mais puisant sa force dans le soutien d'une opinion confiante.

CONCLUSION

Il est encore difficile de discerner les résultats de l'application de la Charte. Etant donné le principe même dont celle-ci procède, on ne peut la juger ; elle veut, nous l'avons vu, préparer, conseiller et tirer profit des enseignements de la pratique. Néanmoins il faut bien constater le manque d'intérêt qu'éveille son application.

D'une part, les ouvriers enclins à soupçonner dans la loi du 4 octobre 1941, une influence étrangère n'ont pas trouvé dans son application les satisfactions légitimes qu'ils pouvaient en attendre. Si les difficultés économiques sont largement à la base de leurs déceptions, les employeurs en supportent également la responsabilité. Car, à l'exception de quelques patrons qui ont fait montre de réelles qualités sociales et déployé leurs efforts sans compter, la majorité de la classe patronale ou bien a opposé maint obstacle à l'application de la Charte, ou bien a versé dans ce paternalisme que l'ouvrier tient particulièrement en horreur. Certains employeurs s'estiment dégagés de leurs devoirs sociaux quand ils ont créé une cantine et réussi par quelques indemnités à augmenter indirectement le salaire de leurs ouvriers. D'ailleurs pour beaucoup 1940 a été la revanche de 1936. L'occupation étrangère et le régime d'autorité qui a succédé à la III^e République leur ont permis de retrouver une impression de sécurité qu'ils ne ressentaient plus depuis longtemps. Ils ont repris de l'assurance après avoir tremblé devant les occupations d'usines et les poings tendus.

Si l'oubli est parfois un bien, il peut être aussi un mal ; livrée à l'égoïsme et à la jouissance, bénéficiant des avantages que lui permet le marché noir, la classe patronale continue à trop se désintéresser du prolétariat dont la misère croît à mesure que les restrictions se font plus sévères. Démunie de l'excellent signal d'alarme qu'étaient les grèves, elle ne croit plus à la révolution sociale. Elle se dit capable d'ailleurs de l'enrayer au moment opportun, en consentant quelques sacrifices pécuniaires. Il semble qu'elle

méconnaître ainsi profondément la psychologie ouvrière. Les ouvriers ne s'achètent pas. Il est possible de les faire vibrer pour une idéologie : l'immense duperie de 1936 en témoigne ; on ne peut acheter leur docilité s'ils ont l'impression d'être traités injustement.

C'est pourquoi, si la timidité des uns, l'égoïsme des autres font échouer le remarquable effort de paix sociale que pourrait représenter la Charte du Travail, si les patrons ne veulent pas résolument s'engager dans la voie des sacrifices et des réformes profondes, il est inévitable que la force ouvrière éclate avec une violence d'autant plus forte qu'elle aura été plus longtemps contenue. La Tour du Pin avait déjà stigmatisé le manque d'énergie de la bourgeoisie ; il avait discerné que cette classe court à sa perte parce qu'elle ne sent pas que sa pérennité est dépendante du sort réservé aux masses ouvrières.

Or, les résultats de quatre ans d'efforts peuvent paraître décevants. Il est franchement impossible de noter une amélioration sensible dans les relations entre classes. Sans doute, les comités sociaux par l'habitude qu'ils donnent aux patrons et aux ouvriers de se rencontrer et de discuter fréquemment, ont-ils fait beaucoup pour l'amélioration des rapports du travail. Mais les syndicalistes ouvriers qui ont tenté l'expérience de la Charte, le plus souvent de bonne foi et sans aucun avantage personnel, ont perdu tout crédit auprès de la masse ouvrière. De vieux syndicalistes ont vu disparaître du jour au lendemain une popularité incontestée par leur seule adhésion à des organisations officielles ; ne pas vouloir le reconnaître serait nier l'évidence.

Peut-on faire grief à la classe ouvrière et l'accuser de se refuser systématiquement à tout rapprochement avec la classe patronale ? Il suffit, pour en juger, de considérer les quatre années difficiles que nous venons de vivre ; les ouvriers ont subi des privations de toutes sortes, d'ordre alimentaire notamment ; leurs salaires sont demeurés faibles ; souvent on les a envoyés en pays étranger. Sans doute, ces difficultés sont-elles dues à la guerre et la plupart du temps à la guerre seulement ; exploitées avec art elles ont persuadé à l'ouvrier de ne pas dissocier l'ordre nouveau de l'occupation étrangère. Il existe incontestablement un travail souterrain extraordinaire que l'on peut seulement soupçonner et dont les résultats se révéleront sans doute, un jour, au grand étonnement de la population. En outre, l'absence de réalisations sociales effectives a fait plus de tort à la Charte que toutes les considérations d'ordre sentimental réunies. Une institution ne sera valable que dans la mesure où elle pourra satisfaire les revendications légitimes de la classe laborieuse ; dans la masse ouvrière, hostile ou sceptique, on attend des résultats pratiques, des améliorations tangibles.

Dans ces conditions, faut-il abandonner la partie? Ce serait « renoncer du même coup à tenter, avant longtemps par des voies régulières, de faciliter l'accession du monde ouvrier à la connaissance économique et à la gestion de l'économie; ce serait s'en remettre au hasard ou à des réactions violentes » (1).

Il faut donc travailler à appliquer non pas tant les institutions de la Charte que l'esprit dans lequel elle a été conçue. Il ne faut pas hésiter à poursuivre les efforts commencés. On peut faire beaucoup et préparer en temps de guerre la période de paix.

Mais comment ne pas en revenir à une sorte de théorie des élites? Tous les patrons ne sont pas aussi têtus qu'ils le paraissent; s'ils savent comprendre le danger qu'il y a pour eux à ne pas vouloir se plier à des formules nouvelles, ils se réformeront peut-être; prenant conscience de leurs responsabilités, à l'exemple des « jeunes patrons » ils accepteront peut-être de se transformer et de justifier leurs privilèges. Mais une classe amollie par une vie facile est-elle capable de se réformer? Nous en doutons. Aussi la transformation doit-elle nécessairement venir de l'extérieur; l'impulsion politique d'un Etat fort, reposant, peut-être momentanément, sur une minorité agissante peut seule la réaliser. La Charte traduit un effort appréciable; car elle s'attaque de front, dans son principe même, à la doctrine et à la réalité de la lutte de classes. Elle fournit des institutions utiles à la réalisation d'un idéal communautaire. Mais elle doit être adaptée. Il faut notamment qu'après une période d'adaptation, nécessaire pour permettre l'éducation ouvrière, on facilite aux ouvriers l'accession à la direction économique: seul moyen de supprimer la condition prolétarienne et d'obtenir une certaine collaboration des classes; car il est inadmissible qu'à notre époque le travail soit encore considéré comme une marchandise et l'ouvrier comme un paria.

En tout cas, ce serait une erreur de croire que la force ouvrière puisse être étouffée par une législation répressive: il faut lui reconnaître des possibilités d'action légale et la diriger vers la construction de la profession. Seul un véritable dépassement du capitalisme laissant aux ouvriers la réalité de leur action syndicale, leur apportant autre chose que des promesses, supprimant leur isolement, fera disparaître la violence des rapports du travail avec le patronat.

Nous nous gardons bien de prétendre que les réformes envisagées soient une panacée; il ne suffit pas pour que cesse la crise dont nous souffrons que s'instaure un mode de répartition des richesses nouveau et plus juste. « Tant qu'il y aura des riches et des pauvres de naissance, a dit Durkheim, il ne sauraient y avoir de

(1) FROSSARD. — *Syndicat et Corporation*.

contrat juste ; ni une juste répartition des conditions sociales ». Cependant la réforme économique et sociale est la condition première des autres réformes. Certes, on ne saurait admettre qu'un progrès matériel puisse être considéré comme une compensation à une décadence morale. Mais une réforme qui subordonne l'utilité privée à l'utilité commune ne présente-t-elle pas un aspect moral, car n'implique-t-elle pas quelque esprit de sacrifice et d'abnégation ?

FIN

BIBLIOGRAPHIE

- BAUDIN (Louis). — *Le problème des élites*, Institut d'études corporatives et sociales, Paris 1944.
- BAUDIN (Louis). — *Le corporatisme*, Collection d'Etudes économiques, Paris 1941.
- BELLET (D.). — *La machine et la Main-d'œuvre humaine*, Doin 1912.
- BELPERRON (Pierre). — *La croisade contre les Albigeois*, Plon 1943.
- BOISSIER (Gaston). — *La religion romaine d'Auguste aux Antonins*, Paris 1874.
- BOTTAI (Giuseppe). — *L'expérience corporative*.
- BOURGIN (Georges). — *L'Etat corporatif en Italie*, Paris, Aubier 1935.
- BOUVIER-AJAM. — *La doctrine corporative*, Paris, Sirey 1943.
- BRENTANO (Lujó). — *English Gilds... with an essay on gilds*, London 1870.
- BUCHER (Karl). — *Etudes d'histoire et d'économie politique*, Bruxelles et Paris 1901.
- CALMETTE (Joseph). — *La société féodale*, Colin 1923.
- CHAUDIEU (Georges). — *L'artisanat dans l'économie future*, Institut d'études corporatives et sociales 1943.
- COQUELLE-VIANCE. — *Un ordre corporatif français*, Paris 1938.
- CORNAERT (Emile). — *Les corporations en France avant 1789*, Gallimard 1941.
- DUBOUIN (Jacques). — *La grande relève de l'homme par la machine*.
- DOLLEANS (Edouard). — *Histoire du mouvement ouvrier* (2 vol.), Colin 1939.
- DOLLEANS (Edouard). — *Histoire du Travail*, Domat-Montchrétien 1944.
- DURAND et ROUAST. — *Précis de législation industrielle*, Dalloz 1943.
- DURKHEIM (Emile). — *La division du travail social*, 6^e édit., Alcan 1932.
- DURKHEIM (Emile). — *Le socialisme*, Alcan 1928.
- FROSSARD (Léo). — *Syndicat et corporation*, Flammarion 1941.
- GAÏUS. — *Digeste*, Livre XCVII, De Collegiis et corporibus, G.
- GERMAIN-MARTIN. — *Les associations ouvrières au XVIII^e siècle*.
- GONNARD. — *Histoire des doctrines économiques*, Paris 1941.
- HALÉVY (Daniel). — *Essai sur le mouvement ouvrier en France*, Paris 1901.
- HALÉVY (Daniel). — *Trois épreuves*, Paris, Plon 1941.
- HUSSON (Fred). — *Notes sur le corporatisme au Portugal*, Revue économique internationale, sept. 1936.
- LESCURE (Jean). — *La reconstruction économique*, Librairie générale de Droit et de J. P. 1943.
- LEVASSEUR (Emile). — *Histoire des classes ouvrières en France jusqu'en 1789*, Paris 1859.
- LEVASSEUR (Emile). — *Histoire des classes ouvrières de 1789 à 1870*, Paris, Rousseau 1903-1904.
- LEVASSEUR (Emile). — *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France avant 1789*, Paris, Rousseau 1900-1901.
- LOUIS (Paul). — *Histoire du socialisme français*, Paris 1901.

- LOUIS (Paul). — *Histoire du mouvement syndical en France*, Paris 1907.
- LOUIS (Paul). — *Histoire de la classe ouvrière en France, de la Révolution à nos jours*, Paris, Rivière 1927.
- LUCE-GILSON (Raymond). — *Le corporatisme est-il viable?* Edition Rochat.
- MANTOUX (Paul). — *La révolution industrielle au XVIII^e siècle*, Thèse lettres, Paris 1906.
- MARCHAL (André). — *L'action ouvrière et la transformation du régime capitaliste*, Librairie générale de Droit et de J. P. 1943.
- MARTIN-SAINT-LÉON. — *Histoire des corporations de métiers*, 4^e édit., Presses universitaires, 1941.
- MAUNIER (René). — *Essais sur les groupements sociaux*, Alcan 1929.
- MAUNIER (René). — *Introduction à la sociologie*, Alcan 1938.
- NOYELLE (Henri). — *Cours d'économie politique*, 2^e année, 1942-1943. Les cours de droit.
- NOYELLE (Henri). — *Utopie libérale, chimère socialiste, économie dirigée*, Sirey 1934.
- NOYELLE (Henri). — *Organisation de la production et organisation de la profession dans l'industrie. L'économie sans abondance*, Edition du Cerf 1941.
- OLIVIER-MARTIN. — *L'organisation corporative de la France d'ancien régime*, Sirey 1938.
- PERROUX (François). — *Capitalisme et communauté de travail*, Sirey 1938.
- PERROUX (François). — *Renaitre*, t. IV, « Politique ».
- PERROUX (François). — *Syndicalisme et capitalisme*, Librairie générale de Droit et de J. P. 1938.
- PERROUX (François). — *Cours d'économie politique*, Domat-Montchrestien 1939.
- PERROUX (François). — *La Charte du Travail, l'Economie sans abondance*, Édit du Cerf 1941.
- PIRENNE (Henri). — « *European Gilds* », *The Encyclopaedia of the social sciences*.
- PIROU (Gaëtan). — *Cours d'économie politique, les cadres de la vie économique*, t. I, Sirey 1940.
- PIROU (Gaëtan). — *Les doctrines économiques en France depuis 1870*, Colin 1934.
- PIROU (Gaëtan). — *Essais sur le corporatisme*.
- PIROU (Gaëtan). — *Néo-libéralisme, néo-corporatisme, néo-socialisme*, Gallimard 1939.
- RENAN (Ernest). — *Mélanges d'Histoire et de voyages*, Calmann-Lévy.
- RENAUDET. — *Études sur la France au temps de Louis XIV*, Les cours de Sorbonne, 1940.
- SALAZAR (Oliveira). — *Le Portugal et la crise européenne*, 1940, Flammarion.
- SALAZAR (Oliveira). — *Une révolution dans la paix*, 1939, Flammarion.
- SALLERON (Louis). — *La corporation paysanne*, Presses universitaires de France 1943.
- SCELLE (Georges). — *Le droit ouvrier*, Paris, Colin 1932.
- SCELLE (Georges). — *Théorie juridique de la révision des traités*, Sirey 1931.
- SCELLE (Georges). — *Cours de doctorat 1942-1943*, Les cours de Droit.
- SÉE (Henri). — *Histoire économique de la France* (2 vol.), Colin 1942.
- SIEGFRIED (André). — *La révolution industrielle et ses répercussions sur les problèmes de notre temps*.
- WALTZING. — *Étude historique sur les corporations professionnelles chez les Romains*, Louvain 1899-1900.

PUBLICATIONS DIVERSES

Les problèmes du plan et de la réorganisation économique, Domat-Montchrestien, septembre 1943.

Les cahiers de la réorganisation économique.

Bulletin quotidien d'études et d'informations économiques.

Collection des Revues de droit social.

Notamment :

Décembre 1943, Sur *Les comités sociaux d'établissements.*

Mars 1943, article de M. Perroux sur *La liaison de l'économie et du social.*

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

Introduction	7
CHAPITRE I. — Les corporations de l'antiquité	11
CHAPITRE II. — Filiation historique des corporations du moyen âge en France.....	14
CHAPITRE III. — La corporation née du besoin de sécurité.....	16
CHAPITRE IV. — La corporation, expression de l'esprit religieux ...	19
CHAPITRE V. — Conditions économiques de la vie des métiers.....	22
CHAPITRE VI. — Le déclin de l'esprit corporatiste et l'évolution de l'institution corporative	25
CHAPITRE VII. — Les échecs des essais de renouveau corporatif....	31
CHAPITRE VIII. — L'évolution des facteurs économiques et le déclin de l'institution corporative	34

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE I. — De l'esprit corporatiste à l'esprit syndicaliste.....	43
CHAPITRE II. — Les premières manifestations de l'esprit anticorporatif avant le xvi ^e siècle	45
CHAPITRE III. — L'évolution de l'esprit d'association du xvi ^e siècle à la Révolution; les compagnonnages.....	49
CHAPITRE IV. — La misère ouvrière, résultat de la Révolution industrielle	56
CHAPITRE V. — Le développement de l'esprit ouvrier d'association de 1830 à 1848.....	63
CHAPITRE VI. — Le développement du mouvement syndical jusqu'en 1884	69
CHAPITRE VII. — L'épanouissement de l'esprit de classe de 1884 à 1918.	78
CHAPITRE VIII. — Le développement de l'esprit d'association de la classe patronale.....	83
CHAPITRE IX. — Le syndicalisme ouvrier entre les deux guerres....	86

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE I. — Les rapports de l'esprit et de l'institution.....	89
CHAPITRE II. — Les conditions morales de la disparition de la lutte des classes	95
CHAPITRE III. — Les conditions économiques de la collaboration des classes.....	101
CHAPITRE IV. — Les principes de la Charte du Travail.....	110
CHAPITRE V. — Les syndicats et la Charte.....	114
CHAPITRE VI. — Les réalisations sociales de la Charte. Les comités sociaux	122
CHAPITRE VII. — Le nouvel ordre économique et la collaboration des classes.....	128
Conclusion	135
Bibliographie	139

Imprimerie E. Desfossés, Paris. — C. O. L. 34-3150 G 2.

Autorisation N° 30506.

N° d'Editeur 120. — Dépôt légal 3^e trimestre 1944.

